Elections 2012

La confiance dans tous ses états : les dimensions politique, économique, institutionnelle, sociétale et individuelle de la confiance

Avec le soutien de l'Institut Pierre Mendès France

Les Cahiers du CEVIPOF

Juillet 2011, n° **54**

SciencesPo. | CEVIPOF CNRS

La confiance dans tous ses états : les dimensions politique, économique, institutionnelle, sociétale et individuelle de la confiance

Brigitte Le Roux
CHERCHEURE ASSOCIÉE (CEVIPOF)

Pascal Perrineau
DIRECTEUR DU CEVIPOF

Flora Chanvril
CHARGÉE D'ÉTUDES (FNSP)

Guy Michelat
CHERCHEUR ÉMÉRITE (CNRS)

Henri Rey
DIRECTEUR DE RECHERCHE (FNSP)

Luc Rouban
DIRECTEUR DE RECHERCHE (CNRS)

Daniel Boy
DIRECTEUR DE RECHERCHE (FNSP)

Jean Chiche
INGÉNIEUR DE RECHERCHE (CNRS)

Viviane Le Hay
INGÉNIEURE D'ÉTUDES (CNRS)

Mariette Sineau
DIRECTRICE DE RECHERCHE (CNRS)

Méthodologie

- Étude réalisée auprès d'un **échantillon de 1501 personnes**, représentatif de la **population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales.**

- L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, après stratification par région de résidence et de taille de commune.

- **Mode d'interrogation:** L'échantillon a été interrogé en ligne sur système Cawi (Computer Assisted Web Interview).

- **Dates de terrain:** les interviews ont été réalisées **du 7 décembre au 22 décembre 2010**

- OpinionWay rappelle par ailleurs que les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 1 à 2,5 points au plus pour un échantillon de 1500 répondants.

- OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

SOMMAIRE

LES DIFFÉRENTS TYPES D'ÉLECTEURS AU REGARD DES DIFFÉRENTS TYPES DE CONFIANCE (Brigitte LE ROUX et Pascal PERRINEAU) 5

Résultats de l'analyse des correspondances 7

Interprétation du 1er axe : défiance/confiance 10

Interprétation de l'axe 2 : en bas/en haut 12

Interprétation de l'axe 3 : inter-individuel/organisationnel 13

Interprétation de l'axe 4 : politique de proximité/économie 15

Interprétation des classes 18

Représentation des cinq classes dans le plan 1-2 20

Annexe 1 : les vingt-quatre questions 26

Annexe 2 : contributions des vingt-quatre questions aux quatre premiers axes 28

Annexe 3 : caractérisation des cinq classes 29

HOMOGÉNÉITÉ OU HÉTÉROGÉNÉITÉ DES MANIFESTATIONS DE LA CONFIANCE (Flora CHANVRIL, Guy MICHELAT et Henri REY) 37

Méthodologie statistique 41

Structures de la confiance 42

Caractérisation sociodémographique des axes factoriels 44

Caractérisations politique et subjective des axes factoriels 45

Deux dimensions significatives de l'univers de la confiance : « les gens », « les institutions » 47

Homogénéité ou hétérogénéité de l'univers de la confiance 49

Typologie de la confiance selon l'âge 50

Typologie des dimensions de la confiance selon le niveau d'études 51

Typologie des dimensions de la confiance selon le sentiment d'être responsable de sa vie 51

Typologie des dimensions de la confiance selon le sentiment de vivre difficilement 52

Typologie de la confiance selon l'autoposition 53

Libéralisme économique et xéno-autoritarisme selon la typologie des dimensions de la confiance 55

LA CONFIANCE DANS LE PERSONNEL POLITIQUE (Luc ROUBAN) 57

La confiance dans le personnel politique comme symptôme 59

Les trois mondes politiques 62

Les dimensions de la confiance 65

Les classes de confiance 67

Les ressorts de la confiance 70

Le marquage social de la confiance 75

LES DYNAMIQUES DE LA CONFIANCE DANS LES ACTEURS POLITIQUES (Daniel BOY et Jean CHICHE) 79

Les dynamiques de confiance : constats de base et premières interprétations 82

Les dynamiques de confiance : analyse structurelle 90

LA PRÉCARITÉ : TERREAU DE LA DÉFIANCE VIS-À-VIS DU POLITIQUE ? (Mariette SINEAU et Viviane LE HAY) 105

Présentation de l'outil de mesure : l'indice de précarité..... 106

Précarité et défiance, en 2010 108

« L'effet précarité » à l'épreuve de la régression logistique..... 117

Le rôle des précaires dans la dynamique de défiance (2009-2010)..... 119

Bibliographie 128

Déjà parus..... 131

LES DIFFÉRENTS TYPES D'ÉLECTEURS AU REGARD DES DIFFÉRENTS TYPES DE CONFIANCE

Brigitte LE ROUX et Pascal PERRINEAU

La confiance est un phénomène complexe et multidimensionnel. Russel Hardin dans son ouvrage *Trust and Trustworthiness*[1] met au jour les deux visages du « faire confiance » et du « être digne de confiance » qui constituent les deux éléments constitutifs du lien de confiance. Mais, au-delà de cet aspect bifide de la confiance, il distingue radicalement la confiance que nous accordons à des personnes et celle que nous prêtons à des institutions. La seconde est pour lui beaucoup plus incertaine et évanescente que la première. L'enquête initiée par le CEVIPOF en relation avec l'Institut Pierre Mendès France (IPMF) et l'Agence Edelman cherche à prendre en compte toutes ces dimensions diverses et parfois hétérogènes de la confiance.

Les deux enquêtes du Baromètre de la confiance politique, réalisées en décembre 2009 et décembre 2010, ont retenu cinq dimensions principales de la confiance :

1) *La confiance politique* (confiance dans toute une série de rôles et d'institutions politiques) ;

[1] Russell Hardin, *Trust and Trustworthiness*, New York, Russell Sage Foundation, 2002, 256 p.

2) *La confiance institutionnelle* (confiance dans diverses grandes institutions publiques et privées : hôpitaux, police, médias, syndicats, OMC) ;

3) *La confiance économique* (mesurée au travers de la confiance envers des organisations du monde économique : entreprises publiques et privées, banques…) ;

4) *La confiance sociétale* (voisins, les gens en général, les étrangers, relations nouées avec ces autres) ;

5) *La confiance individuelle* (sentiment de bonheur personnel, responsabilité personnelle, confiance en son avenir).

C'est à partir de ces cinq dimensions mesurées par 24 questions que nous avons construit une typologie des électeurs français au regard de la confiance. Parmi ces questions, il y en a 20 qui sont codées selon une échelle de Lickert à 4 échelons, 3 qui sont dichotomiques et une qui a 5 échelons (voir en Annexe 1, le libellé des questions et leurs tris à plat).

Une analyse des correspondances (AC) sur variables dédoublées[2] portant sur 1374 individus[3] de l'échantillon de la vague 2 du baromètre CEVIPOF/IPMF fait apparaître plusieurs axes explicatifs de la distribution des individus au regard de ces diverses dimensions de la confiance, parmi lesquels quatre axes éclairent presque 50 % de la variance.

[2] À chaque question est associé deux items, l'un mesurant la « confiance » (notée +) et l'autre la « défiance » (notée –). Par exemple, si la réponse est « très confiance » dans le « maire », on met 3 dans la variable *Maire+* et 0 dans la variable *Maire–*, pour « plutôt confiance », on code respectivement 2 et 1, pour « plutôt pas confiance », on code 1 et 2 et pour pas du tout confiance, on code 0 et 3 et on effectue l'analyse des correspondances du tableau IndividusXQuestions dédoublées, ici un tableau avec 1374 lignes et 48 colonnes (cf. Benzécri *et al.*, 1973, *L'analyse des données, 2. L'analyse des correspondances*, Paris, Dunod, pp. 25-27; Le Roux et Rouanet, 2004, *Geometric Data Analysis*, Dordrecht, Kluwer, pp. 173-178).

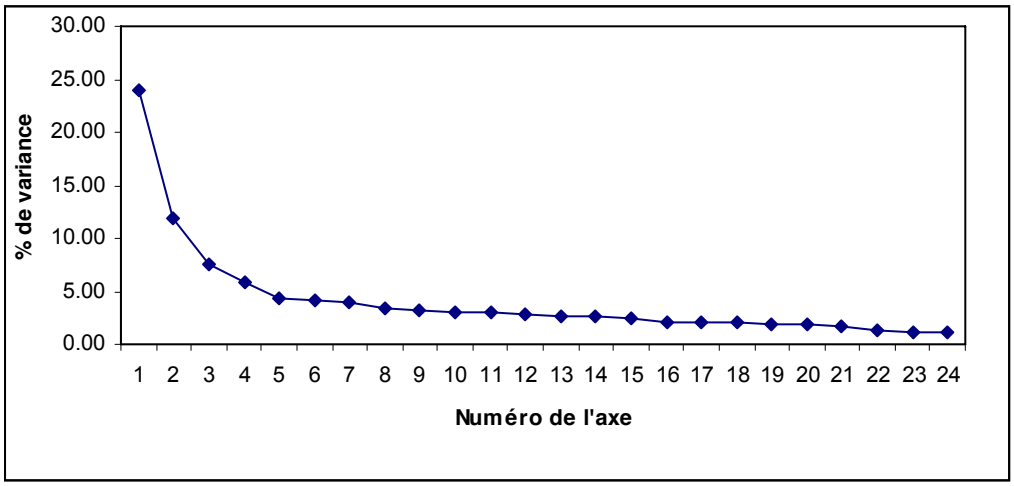
[3] On a éliminé de l'analyse 127 individus pour lesquels le nombre de non-réponses à l'un des 5 thèmes était supérieur à 1. Quand on compare les fréquences des variables genre, âge, diplôme et PCS du sous-échantillon retenu pour l'analyse à celles de l'échantillon de base, on voit que les écarts sont très faibles (les plus forts écarts sont pour le genre (le pourcentage de femmes passe de 51.7 à 51.2) et pour les 18-24 ans (9.7 devient 9.2). Les 6 non-réponses aux questions en 4 échelons ont été codées aléatoirement « plutôt confiance » ou « plutôt pas confiance ». Pour les questions dichotomiques, on a codé (1/2,1/2). Pour la question avenir, on a codé la non-réponse « ni d'accord ni pas d'accord ».

Résultats de l'analyse des correspondances

Tableau 1. Variances des axes[4]

	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 4	Axe 6	Axe 7	Axe 8	Axe 9
Variance	0.0749	0.0374	0.0237	0.182	0.0134	0.0128	0.0121	0.0108	0.100
% de variance	24.0	12.0	7.6	5.8	4.3	4.1	3.9	3.5	3.03
% cumulé	24.0	36.0	43.5	49.4	53.7	57.8	61.4	65.1	71.3

Figure 1. Courbe de décroissance des variances des axes



Le premier axe est nettement le plus important (24 % de la variance). Les deux premiers axes rendent compte de 36 % de la variance totale (*Tableau 1*). En ajoutant les deux suivants, on obtient presque 50 % de la variance.

[4] L'analyse statistique et les graphiques ont été réalisés grâce au logiciel SPAD http://www.coheris.com/en/page/produits/SPAD-data-mining.html

A partir du cinquième axe les variances décroissent régulièrement et faiblement (*Figure 1*). On n'interprétera donc que les quatre premiers axes.

Tableau 2. Contributions aux 4 premiers axes des cinq dimensions

Contributions en %	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4
Confiance politique	56.6	33.4	10.3	56.2
Confiance institutionnelle	12.1	23.0	29.2	6.7
Confiance économique	19.7	8.3	11.3	27.22
Confiance sociétale	8.5	35.0	43.6	1.7
Confiance individuelle	3.2	0.2	5.5	8.1

D'après les contributions des cinq dimensions de la confiance aux quatre premiers axes, on voit que l'axe 1 est à prédominance politique ; que l'axe 2 met en jeu trois dimensions de la confiance : politique, sociétale et institutionnelle ; que l'axe 3 a trait à quatre dimensions de la confiance, à l'exception de la confiance individuelle ; quant à l'axe 4, il est spécifique de la relation entre confiance politique et confiance économique.

Ci-après, on présente le nuage des questions (*Figure 2*)[5] qui permet de voir comment les questions retenues pour l'analyse se projettent dans l'espace défini par les deux premiers axes les plus explicatifs et le nuage des individus qui montre comment l'ensemble des personnes interrogées se situent dans le plan 1-2 (*Figure 3*).

[5] On a seulement indiqué les étiquettes des pôles « confiance » des variables (codés +). Pour le pôle négatif (codé –), on a indiqué uniquement le marqueur. Pour chaque variable, le point +, l'origine des axes et le point – sont alignés.

Figure 2. Nuage des pôles + et – des 24 questions dans le plan 1-2

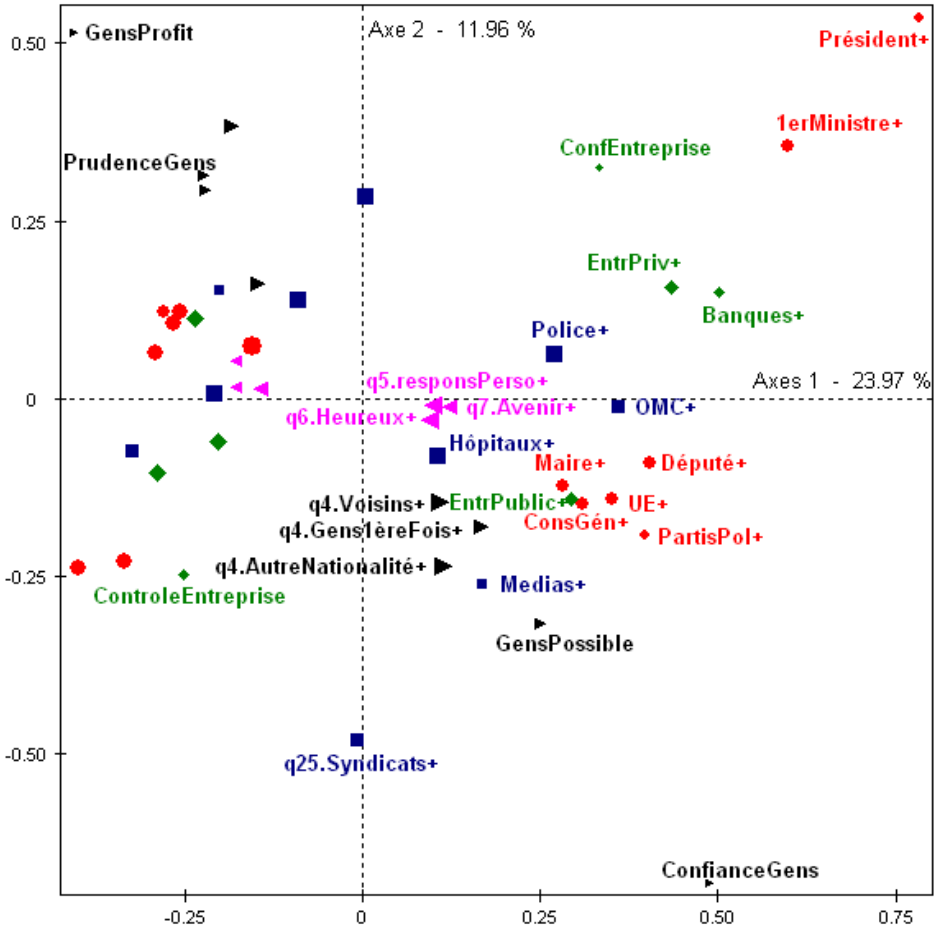
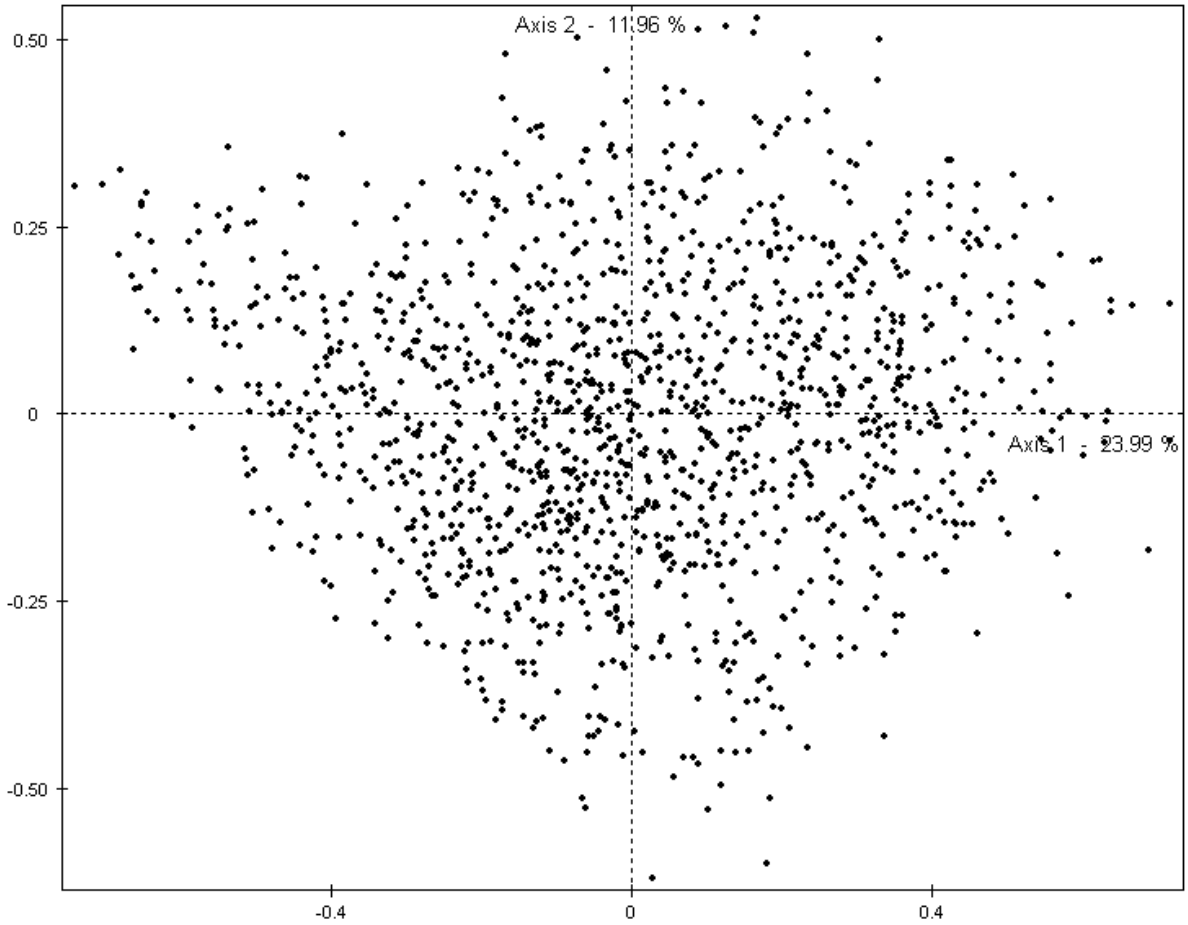


Figure 3. Nuage des 1374 individus dans le plan 1-2

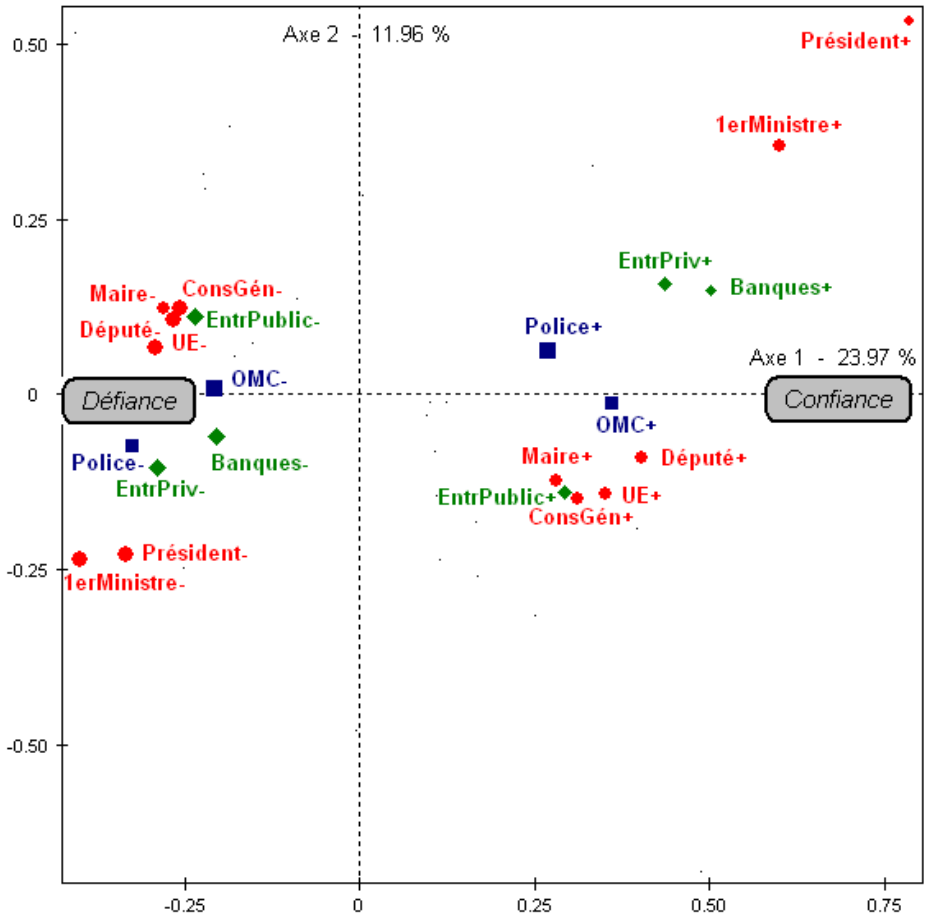


Interprétation du 1er axe : défiance/confiance

Le premier axe (défiance/confiance) contribue à 24 % de la variance. Les onze questions qui contribuent le plus à cet axe (contribution supérieure à la contribution moyenne 100/24=4.2 %, cf. annexe 2) sont représentées sur la Figure 4. Ensemble, ces questions contribuent à 81 % de la variance de l'axe, la contribution des questions de confiance politique étant de loin la plus importante. Le premier axe est donc avant tout un axe de confiance/défiance vis-à-vis du politique (56.6 %), puis des organisations économiques (19.7 %). La confiance

envers les deux institutions que sont la police et l'OMC représente 10 % de la variance de l'axe 1.

Figure 4. Plan 1-2 : les 11 questions retenues pour l'interprétation de l'axe 1

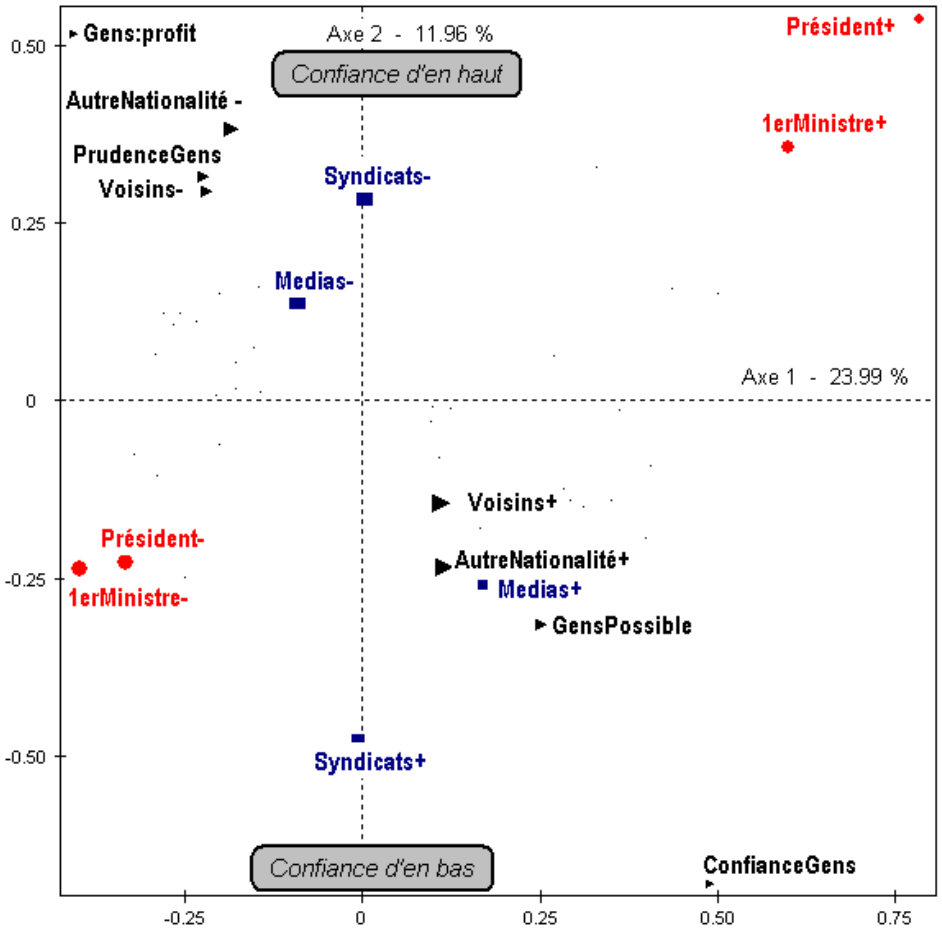


Cet axe oppose la défiance organisée autour d'une forte défiance par rapport aux rôles politiques nationaux mais aussi locaux à une confiance très structurée par une confiance politique à forte dimension nationale associée à une confiance économique mais aussi une confiance dans le supra-national (Union européenne, OMC) et l'infra-national (maire, conseiller général). Comme si la confiance se déclinait sur un axe allant du rejet de tous les rôles et institutions politiques mais aussi économiques (entreprises, banques) et administratives (police) à une confiance tous azimuts envers ces mêmes institutions.

Interprétation de l'axe 2 : en bas/en haut

Le deuxième axe (en bas/en haut) contribue à 12 % de la variance. Les huit questions retenues pour l'interprétation contribuent ensemble à 77.5 % de la variance de l'axe 2. La question qui contribue le plus est celle portant sur la confiance envers les syndicats (16.6 %). Puis apparaissent deux questions concernant le politique au plus haut niveau : président (14.9 %) et Premier ministre (10.3 %). Viennent ensuite des questions sur la confiance sociétale : Autre nationalité, (10.9 %) ; Prudence/confiance gens (8.7 %) ; gens profit (6.6 %) ; Voisins (5.2 %).

Figure 5. Plan 1-2 : les 8 questions retenues pour l'interprétation de l'axe 2

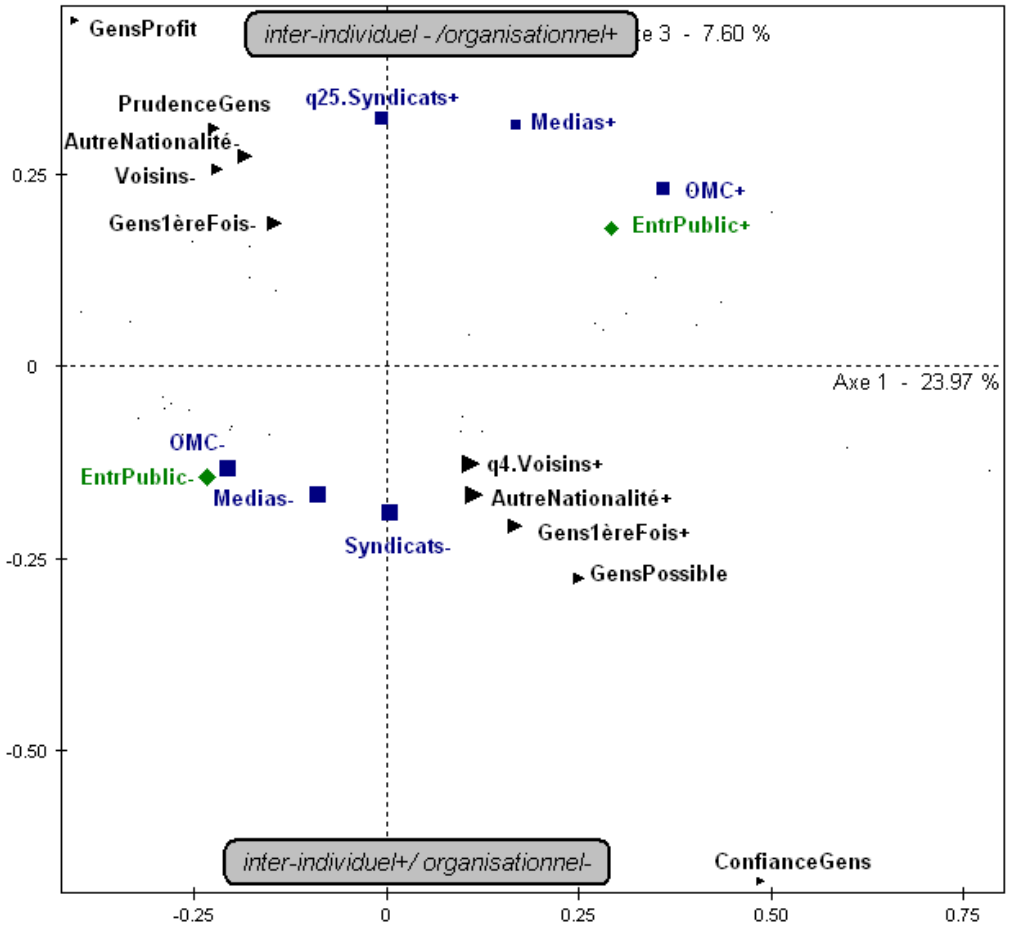


Sur cet axe, on trouve une opposition entre, d'une part, une « confiance d'en haut », dans les grandes institutions politiques et économiques (qui peut aller avec une défiance sociétale) et, d'autre part, une « confiance d'en bas » à dimension plus « société civile » (syndicats, medias, les « autres » en général…) (voir *Figure 5*).

Interprétation de l'axe 3 : inter-individuel/organisationnel

Le troisième axe (inter-individuel/organitionnel) contribue à 7.6 % de la variance. Son interprétation est fondée sur 9 questions qui font ensemble 76.6 % de la variance de l'axe 3. Il traduit une opposition entre, d'une part, une confiance ouverte sur le dehors, l'organisationnel, le lointain (médias, 10.1 % ; OMC, 5.9 % ; entreprises publiques 4.9 %), méfiante vis-à-vis de la matière individuelle et, d'autre part, une confiance davantage de proximité, articulée autour des individus et de leurs relations, mais davantage méfiante vis-à-vis de l'organisationnel (voir *Figure 6*).

Figure 6. Plan 1-3 : les 9 questions retenues pour l'interprétation de l'axe 3

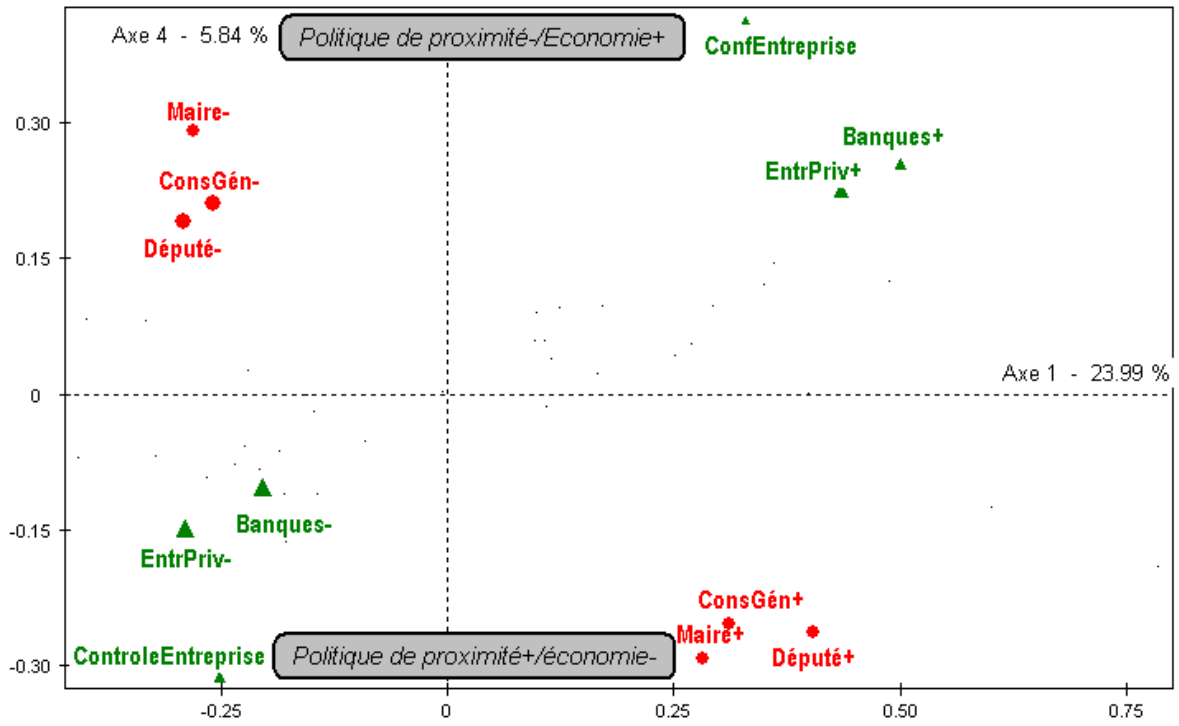


On retrouve ici les analyses de Louis Quéré[6] qui a pu montrer combien la confiance dans les institutions pouvait être déconnectée de la confiance interpersonnelle. La première est très chargée en « déférence » contrairement à la seconde.

[6] Louis Quéré, « Les "dispositifs de confiance" dans l'espace public », *Réseaux*, n° 132, 2005, pp. 185-217.

Interprétation de l'axe 4 : politique de proximité/économie

Figure 7. Plan 1-4 : les 6 questions retenues pour l'interprétation de l'axe 4

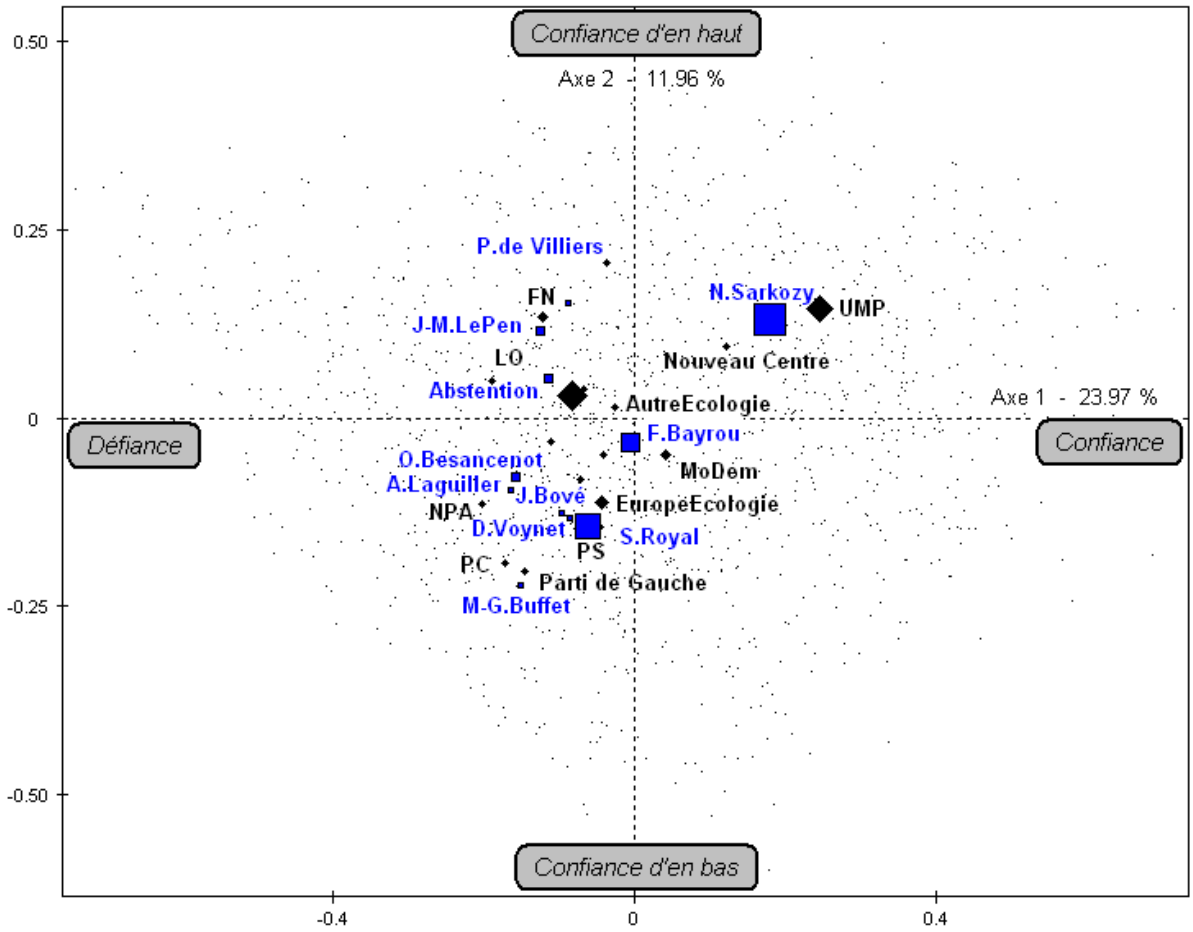


Le quatrième axe (Politique de proximité/Économie) contribue à 4.3 % de la variance. Son interprétation est fondée sur six questions qui appartiennent aux dimensions politiques et économiques et qui rendent compte de 72 % de la variance de l'axe. Cet axe oppose une confiance économique qui va de pair avec une défiance vis-à-vis des rôles politiques à dimension locale et une confiance politique de proximité qui, en revanche, s'accompagne d'une défiance économique.

Les quatre axes que nous venons d'analyser rendent compte de 54 % de la variance totale sachant que le premier axe reste le plus structurant des attitudes des Français au regard de la confiance. L'opposition entre une

confiance de proximité de nature plus « horizontale » et une confiance « à distance », plus verticale, éclaire deux faces du phénomène de la confiance. Du côté de la confiance « à distance », on retrouve avant tout les électorats de l'UMP et du centre alors que la confiance de « proximité » s'épanouit davantage dans les électorats de la gauche (*Figure 8*).

Figure 8. Nuage des individus dans le plan 1-2 avec les points moyens des électorats et des partis (proximité partisane)

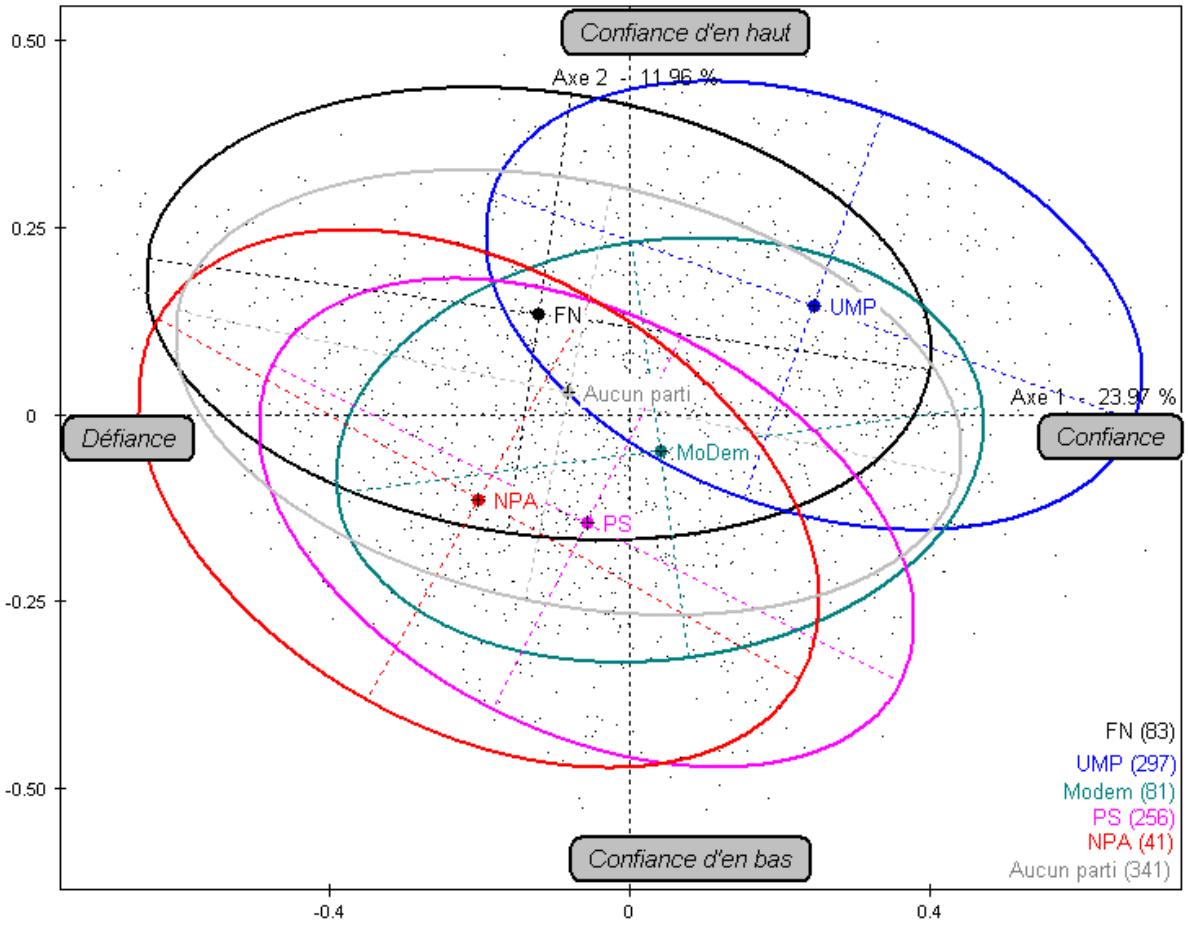


Sur la figure 9[7], les groupes de sympathisants UMP, MoDem, PS, NPA et sans préférence partisane sont résumés géométriquement par leur ellipse de concentration[8]. On voit que les ellipses se recouvrent. En particulier, au centre du dispositif, les électeurs se partagent entre tous les électorats. Cependant,

[7] Sur ce graphique, seuls sont représentés les groupes d'effectif supérieur à 10.
[8] Cf. Brigitte Le Roux et Henri Rouanet, "Multiple Correspondence Analysis", *QASS*, n° 63, Sage, CA: Thousand Oaks, pp. 68-70 et chapitre 6.

les ellipses de l'UMP et du PS sont analogues en taille et en forme et elles se recouvrent peu. Sur l'axe 1, le point moyen de l'UMP est opposé à tous les autres. Sur l'axe 2, l'écart entre les points moyens UMP et FN d'une part et le point moyen PS d'autre part est important.

Figure 9. Nuage des individus dans le plan 1-2 : ellipses de concentration des proximités partisanes FN, UMP, MODEM, PS, NPA et aucun parti[9]



[9] Sur ce graphique seuls sont représentés les groupes d'effectif supérieur à 10.

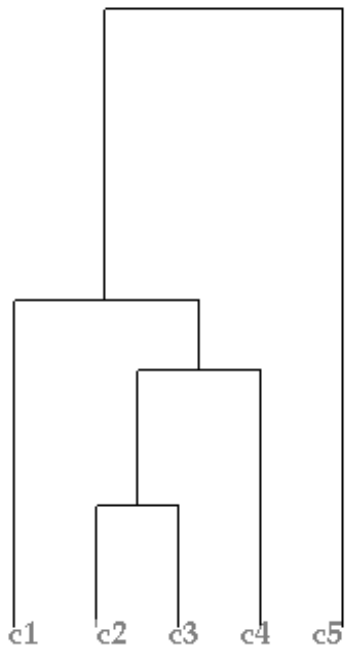
Interprétation des classes

Qu'en est-il de la manière dont les individus se distribuent dans cet espace multidimensionnel de la confiance ?

Pour répondre à cette question, nous avons mis en œuvre une classification ascendante hiérarchique sur le nuage des individus avec agrégation selon la variance[10]. Nous avons interprété une partition en cinq classes qui nous permet de distinguer cinq types principaux d'individus au regard des diverses dimensions de la confiance.

L'arbre hiérarchique (cf. *Figure* montre que la classe *c5* est construite dès la première dichotomie, puis vient en opposition la classe *c1*. Ensuite la classe *c4* se détache et enfin *c 2* et *c3* se séparent.

Figure 10. Arbre hiérarchique supérieur associé à la partition en 5 classes



[10] Cf. Brigitte Le Roux et Henri Rouanet, *op. cit.*, 2004, pp. 106-116 et pp. 411-416.

Les cinq classes de la partition retenue peuvent être décrites comme suit (cf. annexe 3)[11].

1) Les « défiants altruistes » (28 % de l'échantillon, 383 individus, classe **c1**). Les modalités surreprésentées dans cette classe sont celles de la défiance politique (sauf pour le maire), de la défiance institutionnelle (sauf vis-à-vis des médias, des syndicats mais surtout des hôpitaux), de la défiance économique mais aussi celles d'une vraie confiance sociétale qui justifie le recours au qualificatif « d'altruiste ».

2) Les « défiants méfiants » (22 % de l'échantillon, 300 individus, classe *c2*). Les modalités surreprésentées correspondent à la défiance politique, institutionnelle, économique mais aussi sociétale et même individuelle.

Par ailleurs, il y a dans cette classe une surreprésentation des grands précaires[12] (26 % de la classe sont des grands précaires alors qu'ils ne sont au total que 19 %).

3) Les « confiants distants » (15 % de l'échantillon, 208 individus, classe *c3*). Les modalités surreprésentées sont celles de la confiance politique (sauf vis-à-vis des partis politiques), économique, institutionnelle (Police+ et OMC+) mais aussi celles qui montrent une méfiance de la proximité, une sorte de méfiance sociétale.

4) Les « hyperdéfiants négativistes » (10 % de l'échantillon, 142 individus, classe *c4*) : Les modalités surreprésentées sont celles d'une grande défiance sur tous les plans où les caractéristiques des attitudes de la classe des « défiants méfiants » (*c2*) sont portées à leur point d'orgue.

Cette classe est de plus caractérisée par une grande précarité : 59 % des individus de cette classe peuvent être considérés comme étant dans une situation précaire dont 30 % dans une situation très précaire.

5) Les « hyperconfiants altruistes » (25 % de l'échantillon, 341 individus, classe *c5*). Les modalités surreprésentées sont celles d'une très grande confiance politique,

[11] Pour interpréter les classes, on considère d'abord les variables actives dans l'analyse. Pour chaque classe *c*, on compare, la fréquence de chaque modalité *k* dans la classe *c* (f_k^c) à sa fréquence (f_k) dans l'ensemble des 1374 individus. Si la fréquence de *k* dans la classe *c* dépasse la fréquence globale de *k* de 5% ($f_k^c > f_k + 0.05$), et si le résultat du test hypergéométrique de comparaison d'une fréquence à une fréquence de référence est significatif, on dit que la *modalité est surreprésentée* dans la classe. Les tableaux de l'annexe 3 montrent les modalités surreprésentées pour chacune des 5 classes, d'abord pour les questions actives puis pour les questions supplémentaires.

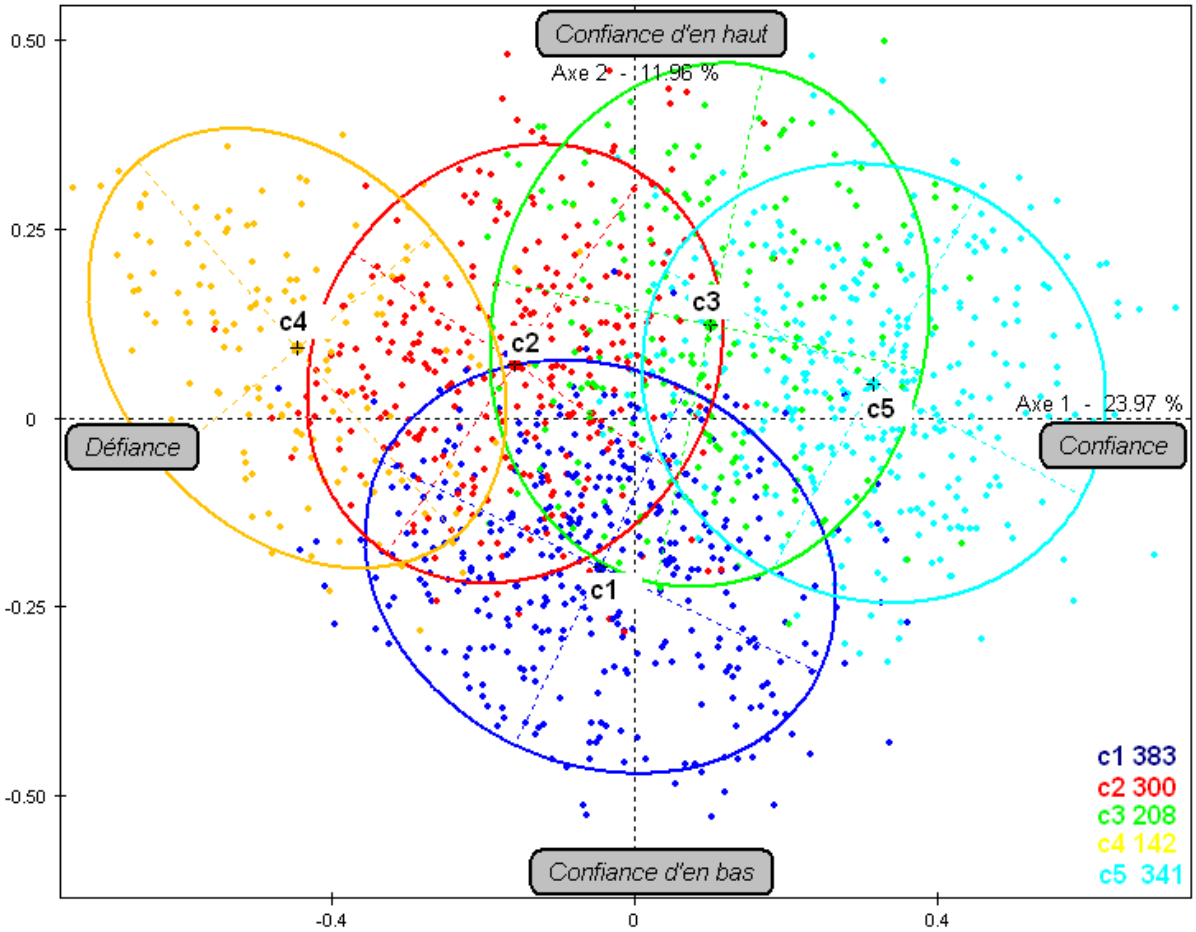
[12] Voir l'indice de précarité construit par Mariette Sineau et Viviane Le Hay.

économique, institutionnelle (sauf vis-à-vis des syndicats), sociétale et individuelle (bonheur++, avenir++).

Représentation des cinq classes dans le plan 1-2

Lorsqu'on projette ces cinq types dans l'espace des deux premiers axes de l'AC du tableau dédoublé, on obtient le schéma suivant où les centres de chacune des cinq classes sont bien différenciés :

Figure 11. Nuage des individus : représentation des cinq classes dans le plan 1-2 avec leurs points moyens et leurs ellipses de concentration



- La classe des « défiants altruistes » (c1) dans le quadrant sud-ouest faite plutôt de défiance politique et de confiance d'en bas ;
- La classe des « défiants méfiants » (c2) dans le quadrant nord-ouest faite de défiance politique et de défiance sociétale et individuelle ;
- La classe des « confiants distants » (c3) dans le quadrant nord-est marqué par la confiance politique mais une confiance sociétale d'en bas contestée ;
- La classe des « hyperdéfiants négativistes » (c4) qui est une version « accentuée » de celle des « défiants méfiants » (c2) mais tirée vers une défiance très profonde et tous azimuts ;
- La classe des « hyperconfiants altruistes » (c5) dans le quadrant nord-est caractérisé par la forte confiance politique mais aussi sociétale. Cette classe est marquée à la fois par une confiance institutionnelle et organisationnelle et un fort sentiment de confiance personnelle.

Les divers quadrants du plan 1-2, dans lesquels s'enracinent les cinq principaux types d'individus au regard de la confiance, ont des « couleurs politiques » différentes : la gauche, l'extrême gauche et l'écologie pour le quadrant sud-ouest, le Front national, la « sans proximité partisane » et Lutte ouvrière pour le quadrant nord-ouest et l'UMP et le Nouveau Centre pour le quadrant nord-est. Le quadrant sud-est est essentiellement occupé par l'électorat du Modem qui se caractérise à la fois par une relative confiance politique et une confiance sociétale mesurée (cf. *Figure*).

On retrouve bien sûr ces tropismes politiques dans le profilage de chacun des types par sympathie partisane. Cependant, tous les types sont hétérogènes au plan politique.

- La classe des « défiants altruistes » (***c1***) enregistre une forte surreprésentation des sympathisants du PS et une forte sous-représentation de ceux de l'UMP. Ces derniers ne sont que 3 % dans cette classe alors qu'ils représentent 23 % de la population totale. En revanche, les électeurs proches du PS ou d'Europe écologie sont fortement surreprésentés (36 % contre 19 % dans l'ensemble de l'échantillon pour les premiers, 17 % contre 9 % pour les seconds). De plus, 52 % des

sympathisants PS et 53 des sympathisants d'Europe Écologie sont dans cette classe ;

- La classe des « défiants méfiants » (*c2*) est marquée par une forte présence des sympathisants des électeurs sans préférence partisane qui représentent 35 % de la classe (contre 25 % dans l'ensemble de la population) ;
- La classe des «confiants distants » (*c3*) connaît un fort tropisme de droite : 36 % de ce type est constitué de sympathisants de l'UMP (contre 23 % seulement dans la population totale) ;
- La classe (*c4*) des « hyperdéfiants négativistes » connaît une surreprésentation des sympathisants des extrêmes : 14 % des individus de la classe sont des sympathisants du Front national (6 % dans la population totale), 17 % sont des sympathisants de la « gauche de la gauche » (8 % dans la population totale). 35 % sont des électeurs sans préférence partisane (25 % dans l'ensemble de l'échantillon). Les électeurs proches de l'UMP y sont presque inexistants (moins de 4 %) ;
- Enfin, la classe (*c5*) des « hyperconfiants altruistes » est très marquée par la droite et le centre. Les électeurs proches de l'UMP et du Nouveau Centre y sont massivement surreprésentés puisque 58 % des individus de la classe sont des sympathisants UMP ou Nouveau Centre et que 61 % de ces sympathisants sont dans cette classe.

Ces classes ont aussi des « couleurs socio-démographiques » différentes qui montre la pertinence de la démarche d'Eric Ulsaner[13] selon laquelle la confiance s'enracine dans un système d'attitudes généralement hérité des parents et favorisée par un sentiment de contrôle de son destin lié aux facteurs économiques. On retrouve trace de ces facteurs culturels et économiques de la confiance dans le profil socio-démographique de nos différents types.

– La classe *c1* est caractérisée par une forte présence d'individus qui ont un diplôme supérieur à Bac+2 (34 % dans la classe contre 29 % dans l'ensemble des individus) ;

[13] Eric Ulsaner, *The Moral Foundations of Trust,* Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 298 p.

- La classe *c2* connaît une sous-représentation sensible des personnes âgées (10.7 < 21.3 %) et des diplômes élevés (19.3 < 28.9 %). En revanche, on y retrouve une surreprésentation sensible des électeurs dotés d'un simple baccalauréat (34.3 < 25.8 %) ainsi que des employés (26.0 < 21.5 %) ;
- La classe *c3* enregistre une surreprésentation des diplômés de l'enseignement professionnel (24.5 > 10.1 %) ainsi que des ouvriers (18.8 > 14.0 %) avec une sous-représentation des personnes âgées (14.9 < 21.3 %) ;
- La classe *c4* est marquée par une surreprésentation forte des diplômes professionnels (31.1 > 10.1 %) ainsi que des ouvriers et employés. (21.8 > 14.0 % et 28.9 > 21.5 %). Ces deux derniers groupes constituent à eux seuls 51 % de la classe ;
- La classe *c5*, tout en connaissant une surreprésentation très forte des diplômés de l'enseignement supérieur (38.1 > 28.9 %), enregistre, quant à lui, une surreprésentation des personnes âgées de 65 ans et plus (36.7 > 21.3 %) ainsi que de ceux qui déclarent « vivre très facilement avec les revenus de leurs foyers ».

Ainsi, l'âge, mais surtout le diplôme ou encore le milieu social dessinent des types de confiance/défiance sensiblement différents. Si seulement 40 % des personnes sans diplôme se retrouvent dans un des deux types « confiants », 45 % des personnes dotées d'un diplôme du supérieur y appartiennent. Si 32 % des employés et 33 % des ouvriers relèvent des types « confiants », 43 % des cadres et professions intellectuelles appartiennent à ceux-ci. La confiance touche davantage les milieux aisés, dotés en diplômes alors que la défiance atteint, parfois massivement, les milieux en bas de l'échelle sociale, peu protégés par un diplôme et exposés davantage aux difficultés économiques et sociales. Si les trois types de défiance sont toujours majoritaires quel que soit le milieu socio-démographique (sauf chez les 65 ans et plus) ou culturel, ils sont quasi-hégémoniques chez les ouvriers (67 %), les employés (68 %), les professions intermédiaires (67 %), les détenteurs du seul baccalauréat (65 %. Le rapport de confiance et de défiance unissant les citoyens à la politique se nourrit d'une variété de facteurs relatifs à leur perception normative de la politique, à la mise en cause

de leurs intérêts par les politiques publiques mais aussi de facteurs relatifs à leurs positions sociales[14].

La défiance reste bien sûr majoritaire dans la population française et définit les contours de ce que les économistes Yann Algan et Pierre Cahuc appellent une véritable « société de défiance »[15]. Cependant, cette défiance prend des visages différents selon les milieux politiques, générationnels, sociaux et culturels. Elle peut être généralisée, multi-sectorielle (comme dans nos types 2 et 4) ou essentiellement réservée au monde politique, économique et institutionnel (comme dans notre type 1). Il y a une vraie défiance de gauche (plutôt type 1 des « défiants altruistes ») et une défiance davantage marquée par l'absence de préférence politique ou le choix en faveur du FN (plutôt les types 2 de « défiants méfiants » et 4 « d'hyperdéfiants négativistes »), tout comme Arthur Miller avait montré aux États-Unis l'existence d'une défiance de gauche et d'une défiance de droite[16] qu'il appelait « cynisme » de gauche ou de droite.

Si la défiance politique et économique réunit largement ces « défiants », l'appréhension qu'ils ont de la confiance sociétale et individuelle les sépare. La défiance vis-à-vis du monde d'en haut peut aller de pair avec une confiance vis-à-vis du monde d'en bas[17].

La confiance touche une grosse minorité d'environ 40 % de la population. La confiance politico-institutionnelle et économique les rassemble assez largement mais ce qui les différencie c'est la confiance sociétale et aussi le degré de confiance personnelle. Il y a ainsi une « confiance absolue » qui irrigue tous les niveaux, de l'individu au collectif et à l'institutionnel en passant par le sociétal, et une

---

[14] Richard Balme, Jean-Louis Marie et Olivier Rozenberg, « Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique », *Revue internationale de politique comparée*, 10 (3), 2003, pp. 415-432.

[15] Yann Algan et Pierre Cahuc, *La Société de défiance : comment le modèle social s'autodétruit*, Paris, Éditions de la Rue d'Ulm, CEPREMAP, 2007, 100 p.

[16] Arthur Miller, "Political Issues and Trust in Government: 1964-1970", *The American Political Science Review,* 68 (3), 1974, pp. 951-972.

[17] Pascal Perrineau, « Défiance politique ? », Olivier Duhamel et Edouard Lecerf (dir.), *L'État de l'opinion 2011*, Paris, TNS Sofrès Seuil, 2011, pp. 47-60.

confiance plus comptée faite essentiellement de « déférence » mais qui ne s'enracine pas dans la confiance sociale et inter-individuelle.

La confiance est, dans la société française, loin d'être la chose du monde la mieux partagée. Elle est même éclatée en toute une série de dimensions qui ont leur autonomie relative. Ces différentes dimensions de la confiance ne s'emboîtent pas toujours aisément les unes dans les autres. Seuls les « hyperconfiants altruistes » connaissent peu ou prou un tel type de situation. Pour les autres types de confiance (« confiants défiants » et « défiants altruistes ») les situations sont beaucoup plus contrastées et la défiance ici peut aller de pair avec la confiance là.

Annexe 1 : les vingt-quatre questions

Confiance Politique

Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans les personnalités politiques suivantes, les organisations suivantes (codées respectivement ++, +, –, – –) (pourcentages en ligne) :

	++	+	–	– –
Le maire de votre commune	9.8	45.1	30.1	15.0
Votre député	2.9	37.2	42.7	17.2
Votre conseiller général	3.0	43.4	40.2	13.4
Le premier ministre actuel	8.8	30.9	31.8	28.5
Le président de la République actuel	6.6	22.3	25.2	45.8
Les partis politiques	0.2	13.4	56.4	30.0
L'Union européenne	3.5	40.0	39.1	17.4

Confiance institutionnelle

	++	+	–	– –
Hôpitaux	14.9	68.9	13.3	2.9
Police	7.9	58.5	22.9	10.8
Syndicats	2.6	32.4	39.1	25.9
OMC	0.7	30.1	47.2	22.0
Medias	1.0	27.9	45.3	25.8

Confiance économique

	++	+	–	– –
Les banques	0.7	20.8	42.8	35.7
Les grandes entreprises publiques	2.2	43.4	40.2	14.2
Les grandes entreprises privées	2.8	35.2	41.0	21.0

Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut… ?

- Que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté (42.2 %)
- Ou, au contraire, que l'État les contrôle et les réglemente plus étroitement (55.9 %) + NR (1.9)

Confiance sociétale

	++	+	–	– –
Vos *voisins*[18]	25.3	53.8	17.5	3.5
Les *gens* que vous rencontrez pour la *première fois*	2.9	46.7	39.1	11.3
Les gens d'une *autre nationalité*	22.1	48.8	21.8	7.3

D'une manière générale, diriez-vous que… ?

1. On peut faire *confiance* à la plupart des gens (31.4 %)
2. On n'est jamais assez *prudent* quand on a affaire aux autres (68.3 %) (NR : 0.4)

1. La plupart des gens cherchent à tirer *profit* de vous (37.8 %)
2. La plupart des gens font leur *possible* pour se conduire correctement (61.9 %) (NR 0.4).

Confiance individuelle

Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord avec l'affirmation suivante : « Je suis *responsable* de ce qui m'arrive » ?

Tout à fait d'accord (19.1 %) ; Plutôt d'accord (57.3 %) ; Pas vraiment d'accord (21.0 %) ; Pas du tout d'accord (2.5 %) (NR : 0.2)

Tout bien considéré, dans quelle mesure diriez-vous que vous êtes *heureux* ?

Très heureux (13.5 %) ; Assez heureux (69.7 %) ; Pas très heureux (14.8 %) ; Pas heureux du tout (1.8 %) (NR : 0.1)

Veuillez m'indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec la proposition suivante sur la manière dont vous vous voyez et percevez votre vie : « Je suis toujours optimiste quand je pense à mon *avenir* » ?

Tout à fait d'accord (6.0 %) ; Plutôt d'accord (33.9 %) ; Ni d'accord ni pas d'accord (38.1 %) ; Pas vraiment d'accord (17.8 %) ; Pas du tout d'accord (3.8 %)

[18] Les mots en italiques sont ceux que l'on retrouve dans les tableaux et graphiques.

Annexe 2 : contributions des vingt-quatre questions aux quatre premiers axes

Tableau 3. Contributions des 24 variables aux 4 premiers axes

Ctr question	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4
Maire	**4.8**	1.9	0.4	**21.2**
Député	**7.2**	0.7	0.4	**12.5**
ConsGén	**4.9**	2.2	0.8	**13.3**
1erMinistre	**14.5**	**10.3**	1.4	2.6
Président	**15.9**	**14.9**	1.5	3.8
PartisPol	3.7	1.7	3.9	0.0
UE	**5.6**	1.8	1.9	2.8
Banques	**6.2**	1.1	3.1	**6.4**
EntrPublic	**4.2**	1.9	**4.9**	1.8
EntrPriv	**7.6**	2.0	0.9	**8.4**
ConfEntreprise	1.7	3.3	2.3	**10.6**

Ctr question	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4
Hôpitaux	1.3	1.5	0.6	1.6
Police	**5.3**	0.6	0.7	0.9
Syndicats	0.0	**16.6**	**11.8**	0.0
OMC	**4.5**	0.0	**5.9**	3.0
Medias	0.9	4.4	**10.1**	1.2
Voisins	1.5	**5.2**	**6.2**	0.1
Gens1èreFois	1.5	3.5	**7.5**	0.1
AutreNationalité	1.3	**10.9**	**8.9**	0.6
Confiance/prudence	2.2	**8.7**	**13.3**	0.6
Profit/possible	2.1	6.6	**7.9**	0.3
ResponsPerso	1.1	0.0	1.4	1.8
Heureux	1.1	0.2	2.5	2.6
Avenir	1.1	0.0	1.6	3.7

Annexe 3 : caractérisation des cinq classes

Dans les tableaux suivants, on a indiqué, pour chaque classe, les modalités de chaque question qui sont surreprésentées (cf. note 10), d'abord pour les variables actives, puis pour les variables supplémentaires.

Variables actives

Classe *c1* (n_1 = 383)	modalité *k*	fréquence de *k* dans *c1*	fréquence totale de *k*
Maire	+	50.1	45.1
Député	–	50.9	42.7
ConsGén			
1erMinistre	– –	43.9	31.8
Président	– –	71.0	45.9
PartisPol	–	62.4	56.4
UE			
Hôpitaux	+ +	21.1	14.9
Police	–	28.5	22.9
Syndicats	+	52.7	32.4
OMC	–	52.7	47.2
Medias	+	35.2	27.9
Banques	– –	50.9	35.7
EntrPublic			
EntrPriv	–	41.0	36.5
ConfEntreprise	contrôle	78.3	55.9
Voisins	+ +	35.5	25.3
Gens1èreFois	+	63.2	46.7
AutreNationalité	+ +	37.3	22.1
Confiance/prudence	conf.	57.4	31.4
Profit/possible	poss.	91.6	61.9
ResponsPerso			
Heureux	+	76.8	69.7
Avenir	+	39.2	33.9

Classe *c2* (n_2 = 300)	modalité *k*	fréq. de *k* dans *c2*	fréq. totale de *k*
Maire	–	45.7	30.1
Député	–	64.0	42.7
ConsGén	–	58.7	40.2
1erMinistre	–	48.7	31.8
Président	– –	60.3	45.9
PartisPol	– –	42.0	30.0
UE	– –/–	75.7	56.6
Hôpitaux	–	22.7	13.3
Police	–	36.0	22.0
Syndicats			
OMC	–	58.7	47.2
Medias			
Banques	–	51.7	42.8
EntrPublic	– –/–	73.7	58.0
EntrPriv	–	52.7	41.0
ConfEntreprise			
Voisins	–	25.0	17.5
Gens1èreFois	– –/–	70.0	50.4
AutreNationalité	–	34.7	21.8
Confiance/prudence	prud.	92.7	68.3
Profit/possible	profit	69.7	37.8
ResponsPerso	– –	6.0	2.5
Heureux	–	23.7	14.8
Avenir	–	27.7	17.8

Classe c3 (n_3 = 208)	modalité k	fréq.de k dans *c3*	fréq. totale de k
Maire	+	60.1	45.1
Député	+	49.0	37.2
ConsGén	+	52.9	43.4
1erMinistre	+	47.6	30.9
Président	+	37.0	22.3
PartisPol	–	65.9	56.4
UE			
Hôpitaux			
Police	+	69.2	58.5
Syndicats			
OMC	+	40.9	30.1
Medias			
Banques	+	38.9	20.8
EntrPublic	+	52.9	43.4
EntrPriv	+	52.4	35.2
ConfEntreprise	conf	52.4	42.2
Voisins	–	25.0	17.5
Gens1èreFois	–	49.0	39.1
AutreNationalité	– –/–	50.0	29.1
Confiance/prudence	prud.	96.6	68.3
Profit/possible	poss.	70.7	37.8
ResponsPerso	+	67.8	57.3
Heureux			
Avenir	=	43.3	38.1

Classe *c4* (n_4= 142)	modalité *k*	fréq. de *k* dans *c*	fréq. totale de *k*
Maire	– –	50.0	15.0
Député	– –	71.8	17.2
ConsGén	– –	61.3	13.4
1erMinistre	– –	77.5	28.5
Président	– –	88.0	45.9
PartisPol	– –	79.6	30.0
UE	– –	70.4	17.4
Hôpitaux	–	23.9	13.3
Police	– –	53.5	10.8
Syndicats	– –	47.2	25.9
OMC	– –	73.9	22.0
Medias	– –	57.0	25.8
Banques	– –	78.9	35.7
EntrPublic	– –	58.5	14.2
EntrPriv	– –	70.4	21.0
ConfEntreprise	contrôle	70.4	55.9
Voisins	–	33.1	17.5
Gens1èreFois	– –	27.5	11.3
AutreNationalité	– –/–44.4	44.4	35.0
Confiance/prudence	prudence	93.7	68.3
Profit/possible	profit	73.2	37.8
ResponsPerso	– –/–	31.7	23.5
Heureux	– –/–	33.8	16.6
Avenir	– –/–	38.8	21.6

Classe c5 (n_5 = 341)	modalité *k*	fréq. de *k* dans *c*	fréq. totale de *k*
Maire	++	22.0	9.8
Député	+	66.3	37.2
ConsGén	+	66.6	43.4
1erMinistre	+ /++	94.2	39.6
Président	+ /++	75.3	28.9
PartisPol	+	25.2	13.4
UE	+	62.8	40.0
Hôpitaux			
Police	++/+	91.5	66.4
Syndicats	−−/−	82.4	65.0
OMC	+	51.9	30.1
Medias			
Banques	+	41.1	20.8
EntrPublic	+	63.0	43.4
EntrPriv	+/++	72.8	38.0
ConfEntreprise	conf	64.5	42.2
Voisins	++	35.5	25.3
Gens1èreFois	+	61.9	46.7
AutreNationalité	+	57.8	48.8
Confiance/prudence	conf.	51.3	31.4
Profit/possible	poss.	91.2	61.9
ResponsPerso	++	30.5	19.1
Heureux	++	23.2	13.5
Avenir	+	50.7	33.9

Variables supplémentaires

Effectifs % en colonnes	Proximité politique					
	c1	*c2*	*c3*	*c4*	*c5*	Total
FN	8 2.1%	28 9.3%	20 9.6%	**19** **13.4%**	8 2.3%	83 6.0%
UMP/nvCentre	11 2.9%	33 11.0%	**75** **36.1%**	5 3.5%	**197** **57.8%**	321 23.4%
MoDem	33 8.6%	16 5.3%	10 4.8%	2 1.4%	20 5.9%	81 5.9%
EuropeEcologie	**66** **17.2%**	24 8.0%	11 5.3%	10 7.0%	14 4.1%	125 9.1%
Socialiste	**138** **36.0%**	53 17.7%	27 13.0%	26 18.3%	23 6.7%	267 19.4%
Gauche-Gauche	42 11.0%	23 7.7%	8 3.8%	**24** **16.9%**	7 2.1%	104 7.6%
Aucun parti	75 19.6%	**106** **35.3%**	48 23.1%	**50** **35.2%**	62 18.2%	341 24.8%
Autres	10 2.6%	17 5.7%	9 4.3%	6 4.2%	10 2.9%	52 3.8%
Total	383 100.0%	300 100.0%	208 100.0%	142 100.0%	341 100.0%	1 374 100.0%

Effectifs % en colonnes	Genre					
	c1	c2	c3	c4	c5	Total
Un homme	203 53.0%	128 42.7%	96 46.2%	70 49.3%	173 50.7%	670 48.8%
Une femme	180 47.0%	**172** **57.3%**	112 53.8%	72 50.7%	168 49.3%	704 51.2%
Total	383 100.0%	300 100.0%	208 100.0%	142 100.0%	341 100.0%	1 374 100.0%

Effectifs % en colonnes	Âge					
	c1	*c2*	*c3*	*c4*	*c5*	Total
18-24 ans	26 6.8%	33 11.0%	28 13.5%	11 7.7%	28 8.2%	126 9.2%
25-34 ans	53 13.8%	55 18.3%	32 15.4%	27 19.0%	31 9.1%	198 14.4%
35-49 ans	92 24.0%	78 26.0%	56 26.9%	**49** **34.5%**	67 19.6%	342 24.9%
50-64 ans	126 32.9%	102 34.0%	61 29.3%	37 26.1%	90 26.4%	416 30.3%
65 ans en +	86 22.5%	**32** **10.7%**	31 14.9%	18 12.7%	**125** **36.7%**	292 21.3%
Total	383	300	208	142	341	1 374

Effectifs % en colonnes	Diplôme					
	c1	*c2*	*c3*	*c4*	*c5*	Total
Sans diplôme / BEPC	29 7.6%	30 10.0%	24 11.5%	18 12.7%	27 7.9%	128 9.3%
CAP / BEP	56 14.6%	60 20.0%	**51** **24.5%**	**44** **31.0%**	52 15.2%	263 19.1%
Baccalauréat	91 23.8%	**103** **34.3%**	47 22.6%	35 24.6%	78 22.9%	354 25.8%
Bac +2 (DEUG, DUT,	75 19.6%	49 16.3%	37 17.8%	17 12.0%	54 15.8%	232 16.9%
Supérieur à Bac +2	**132** **34.5%**	**58** **19.3%**	49 23.6%	28 19.7%	**130** **38.1%**	397 28.9%
Total	383 100.0%	300 100.0%	208 100.0%	142 100.0%	341 100.0%	1 374 100.0%

Effectifs % en colonnes	PCS					
	c1	*c2*	*c3*	*c4*	*c5*	Total
Agriculteurs exploitants	0 0.0%	1 0.3%	2 1.0%	0 0.0%	0 0.0%	3 0.2%
Artisans, commerçants	9 2.3%	8 2.7%	8 3.8%	1 0.7%	7 2.1%	33 2.4%
Cadres, professions	32 8.4%	23 7.7%	13 6.3%	10 7.0%	37 10.9%	115 8.4%
Professions intermédiaires	44 11.5%	36 12.0%	19 9.1%	14 9.9%	28 8.2%	141 10.3%
Employés	79 20.6%	**80** **26.7%**	54 26.0%	**41** **28.9%**	42 12.3%	296 21.5%
Ouvriers	48 12.5%	49 16.3%	**39** **18.8%**	**31** **21.8%**	25 7.3%	192 14.0%
Retraités	121 31.6%	**53** **17.7%**	**39** **18.8%**	**29** **20.4%**	**147** **43.1%**	389 28.3%
Autres inactifs	50 13.1%	50 16.7%	34 16.3%	16 11.3%	55 16.1%	205 14.9%
Total	383 100.0%	300 100.0%	208 100.0%	142 100.0%	341 100.0%	1 374 100.0%

HOMOGÉNÉITÉ OU HÉTÉROGÉNÉITÉ DES MANIFESTATIONS DE LA CONFIANCE

Flora CHANVRIL, Guy MICHELAT et Henri REY

Le questionnaire du Baromètre de la confiance permet d'explorer différentes dimensions de ce que recouvre la notion de confiance : confiance en soi, confiance dans les autres, confiance dans les institutions. Il invite les personnes interrogées à définir leurs relations à des champs sociaux très divers : politique, économie, sociabilité… On pourrait imaginer, par hypothèse, que, selon la nature des relations envisagées, l'intensité de la confiance (ou de son refus) varie fortement, par exemple selon les acteurs ou les institutions évoqués, entre les sphères des relations professionnelles, des relations interpersonnelles et familiales, des rapports au politique ou parmi les organisations proposées à l'examen de confiance entre les banques ou les hôpitaux, entre les syndicats et la police…

Tableau 1. Confiance/défiance envers différentes organisations[1]

	Très ou plutôt confiance	*Plutôt pas ou pas du tout confiance*
Les partis politiques	14	86
Les hôpitaux	84	16
Les médias	29	71
Les banques	21	79
La police	70	30
Les grandes entreprises publiques	45	55
Les syndicats	35	65
Les grandes entreprises privées	38	62
L'Union européenne	43	57
Les grandes conférences, le G20	22	78
L'OMC	30	70

- …. On pourrait en même temps concevoir la confiance comme une *disposition,* liée à l'expérience, à la situation et à la personnalité des individus. Au croisement de ces remarques apparaît l'interrogation que nous avons soulevée sur l'homogénéité ou l'hétérogénéité des manifestations de la confiance.
- Une batterie de questions permet d'introduire le sujet : elle concerne le niveau de confiance dans certaines organisations qui vont des hôpitaux aux partis politiques, en passant par l'Union européenne et les banques (*Tableau 1*). Les organisations concernées sont de nature très diverse et les réponses enregistrées montrent d'ailleurs de fortes variations de pourcentage (78% de confiants dans les hôpitaux, 13% dans les partis politiques).

Nous avons donc commencé à vérifier l'homogénéité des réponses à cette série de questions en batterie à l'aide, dans un premier temps, de méthodes simples : d'une part, en construisant un indice permettant de compter les personnes interrogées qui répondent de la même manière (selon les mêmes modalités, au besoin regroupées) à une partie, à la totalité ou à aucune des 11 propositions désignées sous le terme d'organisations, puis en utilisant cet indice,

[1] L'énoncé exact de la question est le suivant : « Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans chacune des organisations suivantes… ? »

simplifié en rassemblant les notes en quatre catégories de manière à obtenir des effectifs à peu près équilibrés, comme une variable. D'autre part, en calculant pour cette même série de questions les corrélations entre les réponses et l'alpha de Cronbach[2], afin de construire une échelle de fiabilité.

L'indice de confiance dans les organisations est présenté ici en deux positions : en 1, ceux qui n'ont confiance dans aucune des organisations ou seulement dans une ou deux d'entre elles (assez et tout à fait confiance) : 28% des effectifs et en 2, ceux qui disent avoir confiance dans 7 à 11 de ces organisations : 22% des effectifs.

Nous avons recherché quelles sont les grandes caractéristiques de ces deux quarts extrêmes et inégaux de notre population (*Tableau 2*) :

Tableau 2. Caractéristiques sociodémographiques de l'indice de confiance

Confiance dans des organisations	1	2
18-24 ans	29	32
65 ans et +	17	29
Sans-CAP-BEP	33	17
> Bac +2	21	30
Ouvriers	32	16
Cadres	29	28
Emploi à temps complet	31	20
Chômage	38	13

Ceux qui disent avoir « très confiance » ou « plutôt confiance » dans un nombre réduit ou dans aucune organisation sont plus nombreux parmi les moins diplômés, les ouvriers, les chômeurs tandis que ceux qui indiquent leur confiance dans un plus grand nombre d'organisations se retrouvent plus souvent à la fois chez les plus jeunes et chez les plus âgés et parmi les détenteurs de niveaux

[2] L'alpha de Cronbach permet de mesurer l'homogénéité d'une échelle d'attitudes. Ce critère statistique est compris entre 0 et 1 : plus l'alpha est proche de 1, plus l'échelle fait sens et donc est homogène.

de diplôme les plus élevés. En revanche, les tranches d'âge intermédiaire, par exemple, connaissent peu de variation entre elles dans ce domaine de la confiance.

La distribution des effectifs entre les deux colonnes varie dans une certaine mesure selon les caractéristiques d'âge, de niveau de diplôme, de profession et de statut de l'emploi mais dans des amplitudes relativement limitées, au plus d'une douzaine de points, dans chacune des colonnes entre les deux modalités présentées dans le tableau pour chaque variable. Les effets prévisibles de l'âge, du capital scolaire, de la profession sur l'étendue de la confiance se font bien ressentir mais de manière plutôt atténuée. C'est cette modération qu'il faudrait expliquer.

L'homogénéité qu'elle pourrait indiquer est renforcée par le constat de fortes corrélations entre les réponses portant sur les 11 organisations. À l'exception des syndicats qui figurent dans une corrélation négative avec la police, les banques et les grandes entreprises privées. C'est ce qu'indique également l'analyse de fiabilité conduite sur les 11 organisations. L'alpha de Cronbach s'établit à .79, c'est-à-dire à un niveau très élevé et il ne s'améliore pas en retirant une des variables. L'hypothèse selon laquelle on pourrait distinguer des manifestations de confiance bien différenciées selon qu'il s'agirait de groupes d'intérêt, d'organismes internationaux ou de dispositifs publics n'est, à cette étape, en rien validée.

Des variations beaucoup plus fortes que celles observées précédemment (de l'ordre de 20 points) se font jour quand on évoque l'autoévaluation de la situation économique personnelle (*Tableau 3*). Cette variable, importante comme on l'a déjà vu, est particulièrement influente aussi dans l'homogénéité des réponses.

Tableau 3. Confiance dans des organisations selon la situation économique personnelle

Confiance dans des organisations	1	2
- S'en sort très difficilement	40	8
- S'en sort facilement	19	30

Un indice, construit à l'aide de cette question et de la question concernant la prévision des menaces pesant sur l'avenir personnel (ou de ses proches), confirme l'importance de cette dimension dans les manifestations de la confiance.

À partir de ces premières observations, une méthode géométrique a été appliquée pour apprécier l'homogénéité de la confiance en termes structurels.

Méthodologie statistique

Afin de mesurer l'homogénéité ou l'hétérogénéité de la confiance, nous nous sommes fondés sur une méthode issue de l'analyse géométrique des données : l'analyse des correspondances (AC) dédoublée (Benzécri, 1980 ; Rouanet, Le Roux, 1993 ; Chanvril, 2009). Par cette méthode, nous allons analyser les structures internes régissant la confiance dans différentes organisations : les partis politiques, les hôpitaux, les medias, les banques, la police, les grandes entreprises publiques, les syndicats, les grandes entreprises privées, l'Union européenne, les grandes conférences internationales comme le G20, l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'AC dédoublée a pour avantage de permettre de traiter géométriquement de variables ordinales sans risquer d'observer un effet Guttman. Chaque variable est ici considérée comme une note X1 comprise entre 0 (pas confiance du tout) et 3 (très confiance) et est dédoublée en X2 = 3 - X1. Les 11 couples (X1, X2) sont introduits en variables actives dans l'analyse. Ce codage par dédoublement permet de donner a priori le même poids à chaque organisation.

Les individus ayant donné au moins une sans-réponse sont supprimés de l'analyse : cela nous conduit à conserver 1412 individus sur les 1501 dans l'échantillon initial. Afin de caractériser les structures observées, nous avons projeté a posteriori plusieurs groupes de variables supplémentaires : tout d'abord

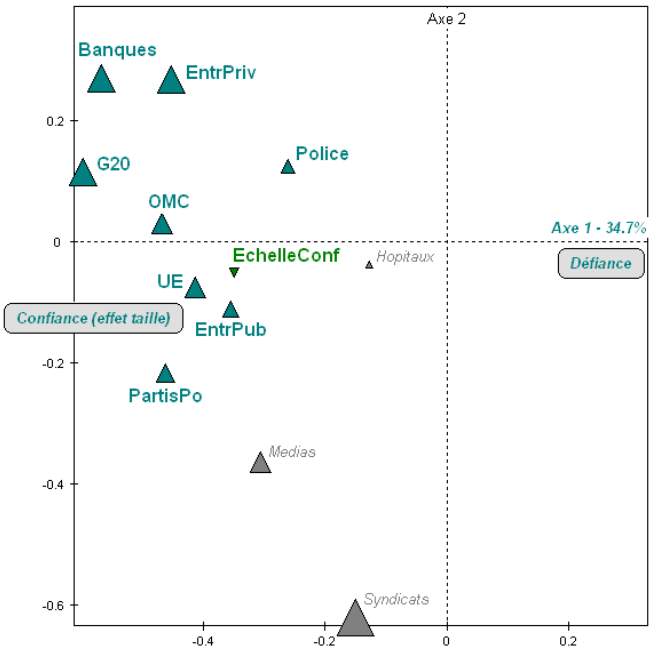
sociodémographiques (le genre, l'âge, le niveau de diplôme, la profession de l'interviewé et le statut professionnel) ainsi que l'appartenance et la pratique religieuse ; politiques ensuite (la reconstitution du vote au second tour de l'élection présidentielle de 2007, le positionnement sur une échelle gauche/droite, les niveaux de confiance dans différentes personnalités politiques, le sentiment à l'égard de la politique) ; enfin des variables en lien avec le ressenti de sa situation personnelle (le revenu subjectif, le risque de se retrouver au chômage, le sentiment d'être heureux, l'optimisme envers l'avenir).

Structures de la confiance

Les trois premiers axes factoriels[3] de l'analyse nous permettent d'expliquer 58% de la variance observée. Le premier axe factoriel (*Figure 1*) est un axe d'homogénéité de la confiance. Nous retrouvons ici l'homogénéité mesurée par l'alpha de Cronbach (0,79) sur nos 11 variables de confiance. Ce phénomène, comparable à l'effet taille en analyse en composantes principales (ACP), est certainement en partie dû à un effet bien connu de « *yes-saying* » lié au fait que les 11 items sont posés à la suite dans une batterie de questions. Mais cet axe, expliquant plus du tiers de la variance totale (35%), montre bien que la confiance est d'abord homogène avant d'être éventuellement structurée par différents types d'acteurs : les personnes interrogées ont globalement tendance à faire confiance à l'ensemble des acteurs, ou alors à être défiantes envers l'ensemble des acteurs.

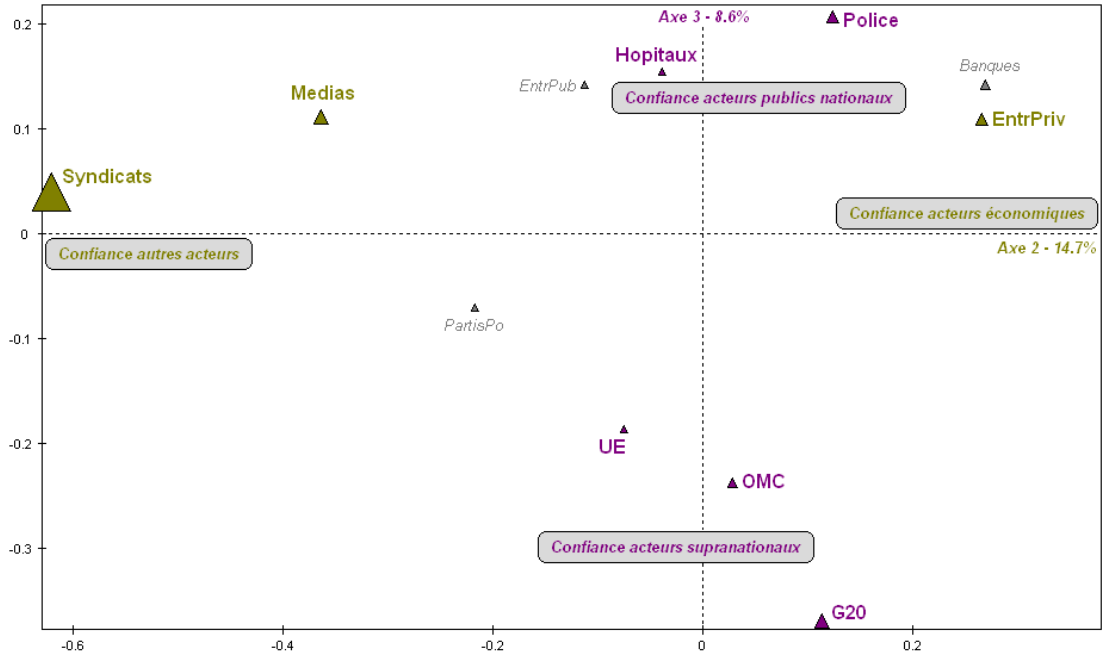
[3] Dans les figures 1 et 2, les variables ne contribuant pas à la variance de l'axe sont grisées.

Figure 1. Premier axe factoriel



Le plan factoriel 2-3 structure ensuite la confiance/défiance par types d'acteurs (*Figure 2*) : l'axe 2 (15% de part de variance) différencie la confiance dans les acteurs économiques d'une part (les entreprises privées) et celle dans d'autres types d'acteurs d'autre part (les syndicats, les medias). L'axe 3 (9% de part de variance) quant à lui distingue la confiance selon l'échelle géographique : les acteurs publics nationaux d'un côté (les hôpitaux, la police), les acteurs supranationaux de l'autre (l'UE, l'OMC, le G20).

Figure 2. Plan factoriel 2-3



Caractérisation sociodémographique des axes factoriels

Les confiants sont favorisés socialement : très diplômés, cadres ou professions intellectuelles supérieures ou retraités, ils se situent aux deux extrêmes en termes d'âge (les 18-24 ans et les 65 ans et plus), et ils sont également catholiques pratiquants. À l'opposé, du côté des défiants, nous trouvons des personnes faiblement diplômées, des employés et des ouvriers, éventuellement au chômage, âgés de 35-49 ans. La situation plus ou moins sécurisée de la personne dans son emploi explique en partie son niveau de confiance globale, mais aussi le type d'acteur vers lequel elle oriente sa confiance.

La structuration par types d'acteurs est ainsi reliée aux caractéristiques sociodémographiques des personnes. Si les professions intermédiaires du public et les chômeurs font confiance aux syndicats, les retraités sont confiants envers les acteurs économiques, tandis que les cadres et les professions indépendantes font confiance aux acteurs supranationaux. Le niveau de

diplôme, ainsi que la classe d'âge jouent également sur la différenciation géographique de la confiance : les plus diplômés, âgés de 18 à 34 ans, font confiance aux acteurs supranationaux, les individus sans diplôme se tournent vers les acteurs nationaux, et enfin les plus de 65 ans font confiance aux grandes entreprises privées. Un effet de la religion apparaît également sur l'axe 2 : les sans religion se tournent vers les syndicats, tandis que les catholiques, quel que soit l'intensité de leur pratique religieuse, font confiance aux acteurs économiques.

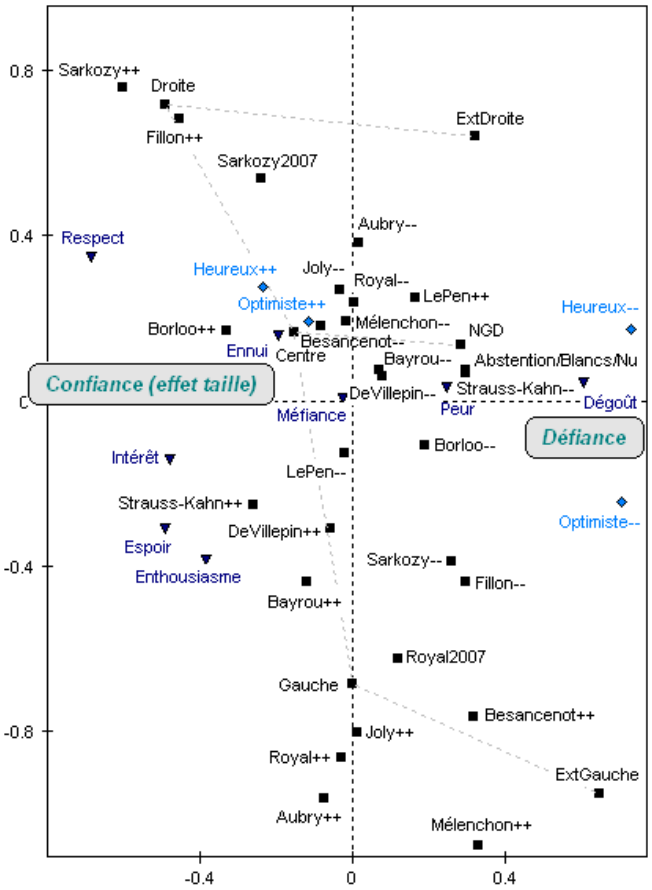
Caractérisations politique et subjective des axes factoriels

Les caractéristiques politiques apportent un éclairage intéressant sur les niveaux et les structures de la confiance. Les confiants (*Figure 3*) sont situés à droite sur l'échelle gauche/droite, ont voté pour Nicolas Sarkozy en 2007, et lui font confiance, ainsi qu'à François Fillon. Nous trouvons également des confiants envers d'autres personnalités politiques, comme Jean-Louis Borloo ou Dominique Strauss-Kahn. La caractérisation de ce côté de l'axe par la classe d'âge du répondant s'éclaire ici : les plus jeunes (18-24 ans) font plutôt confiance à Dominique Strauss-Kahn, tandis que les 65 ans et plus font confiance au président actuel ou à son premier ministre. Le sentiment à l'égard de la politique est toujours positif : il peut s'agir de respect pour les personnes situées à droite sur l'échelle gauche/droite, mais aussi d'intérêt, d'espoir, ou d'enthousiasme pour les autres. Les confiants sont aussi heureux et optimistes envers l'avenir. Les défiants quant à eux, se situent aux différents extrêmes, gauche ou droite, mais se trouvent également parmi les ninistes[4]. S'ils font confiance à des personnalités d'extrême droite (Marine Le Pen) ou d'extrême gauche (Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélenchon), cela s'accompagne d'une défiance envers les personnalités de partis de gouvernement, actuel ou non, comme Dominique Strauss-Kahn, Jean-Louis Borloo, François Fillon ou Nicolas Sarkozy. Ils se sont abstenus ou ont voté blanc au second tour de

[4] Ni de gauche, ni de droite.

l'élection présidentielle de 2007. Leur sentiment à l'égard de la politique est négatif, qu'il s'agisse de dégoût ou de peur, et ils sont également malheureux et pessimistes envers leur avenir.

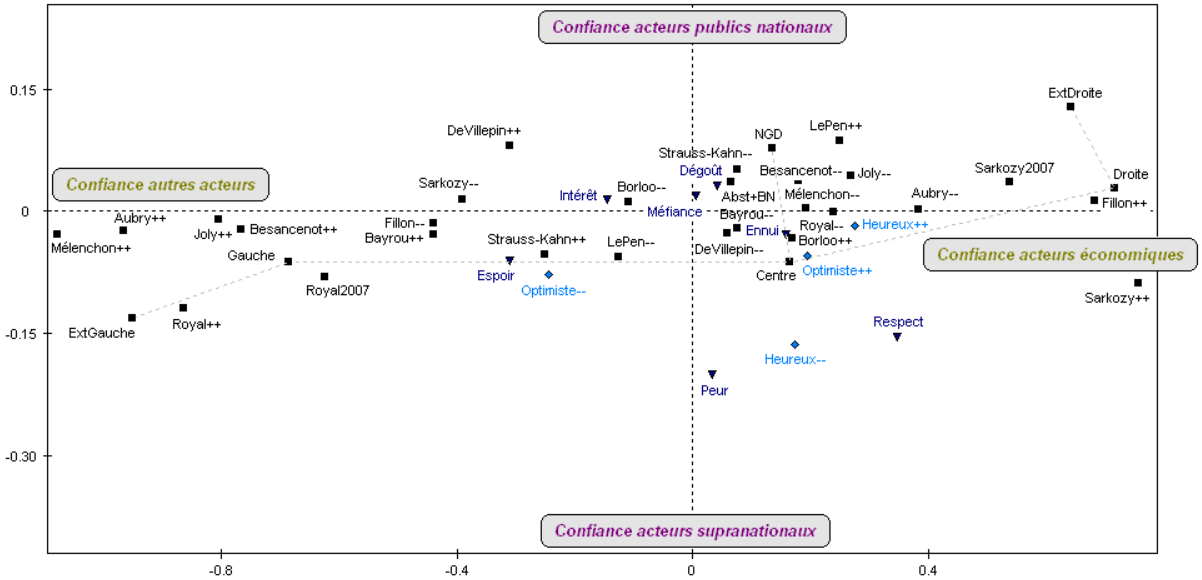
Figure 3. Caractéristiques politiques de l'axe 1



Le deuxième axe factoriel (*Figure 4*) est fortement structuré par le positionnement sur l'échelle gauche/droite. Il s'agit d'un axe gauche/droite : le positionnement à gauche, ou à l'extrême gauche, correspond à la confiance dans les syndicats ; tandis que le positionnement à droite, ou à l'extrême droite, correspond à la confiance dans les grandes entreprises privées. Le centre se trouve également au centre de cet axe. La confiance envers les personnalités politiques suit cet axe gauche/droite, ainsi que la reconstitution de vote au second tour de l'élection présidentielle de 2007. Les sentiments à l'égard de la politique se distinguent en fonction du type d'acteur vers lequel on tourne sa confiance : l'espoir est à gauche,

du côté des syndicats ; le respect est à droite, du côté des grandes entreprises privées.

Figure 4. Caractéristiques politiques du plan 2-3



L'axe 3, quant à lui, paraît moins clair à décrire : si les ninistes se retrouvent du côté de la confiance nationale, au même niveau en termes de projection que l'extrême droite et que la confiance dans Marine Le Pen mais aussi Dominique de Villepin, aucun bord politique ne semble spécifiquement confiant dans les acteurs supranationaux. Cet axe reste donc essentiellement structuré par le niveau de diplôme et de façon moindre par la profession de la personne.

Deux dimensions significatives de l'univers de la confiance : « les gens », « les institutions »

On peut isoler deux dimensions particulièrement significatives de l'univers de la confiance : la confiance dans « les autres », dans « les gens » et la confiance dans « les institutions ». Pour les mesurer, nous avons construit deux échelles d'attitude, à partir des critères de Loevinger, dont l'unidimensionnalité

semble satisfaisante, et dont la répartition des items couvre l'ensemble du continuum.

Échelle de confiance dans les gens[5]

« Pour chacun des groupes de personnes suivants, diriez-vous que vous leur faites tout à fait confiance, un peu confiance, pas beaucoup confiance ou pas du tout confiance ?

Les gens qui ont une opinion religieuse différente de la vôtre (Tout à fait confiance : 23% / Un peu confiance, pas beaucoup, pas du tout confiance)[6]

Les gens que vous connaissez personnellement (Tout à fait confiance : 57%) / Un peu confiance, pas beaucoup, pas du tout confiance)

Les gens d'une autre nationalité (Tout à fait, un peu confiance : 67%) / Pas beaucoup, pas du tout confiance)

Vos voisins (Tout à fait, un peu confiance : 74%) / Pas beaucoup, pas du tout confiance)

Les gens que vous rencontrez pour la première fois (Tout à fait, un peu, pas beaucoup confiance : 83% / Pas du tout confiance)

Votre famille (Tout à fait, un peu confiance : 91%) / Pas beaucoup, pas du tout confiance)

Il faut noter que deux questions dont nous avions fait l'essai n'appartiennent visiblement pas à la même dimension : « On peut faire confiance à la plupart des gens/On n'est jamais assez prudent » et « La plupart des gens cherchent à tirer profit de vous/ La plupart des gens font leur possible pour se conduire correctement ». Ce peut être parce que les questions de l'échelle visent les gens appartenant à un groupe précis, et non des groupes ou des gens en général, individus abstraits.

[5] Coefficient de Loevinger h=0,54.

[6] Le texte de la question est suivi d'une parenthèse où figure la réponse positive par rapport au sens de l'échelle suivi de sa fréquence, et séparé par / la réponse négative). Les questions sont classées dans l'ordre croissant des réponses positives. C'est-à-dire que la réponse positive à la première question est la plus discriminante.

Échelle de confiance dans les institutions[7]

« Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans chacune des organisations suivantes ?

- Les banques (Tout à fait, un peu confiance : 20%) /Pas beaucoup, pas du tout confiance)

- L'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Tout à fait, un peu confiance : 29% / Pas beaucoup, pas du tout confiance)

- L'Union européenne (Tout à fait, un peu confiance, pas beaucoup confiance : 41% / Pas du tout confiance)

- Les grandes conférences internationales, comme le G20 (Tout à fait, un peu confiance, pas beaucoup confiance : 63% / Pas du tout confiance)

- Les partis politiques (Tout à fait, un peu confiance, pas beaucoup confiance : 66% / Pas du tout confiance)

- Les grandes entreprises privées (Tout à fait, un peu confiance, pas beaucoup confiance : 75% / Pas du tout confiance)

- La police (Tout à fait, un peu confiance, pas beaucoup confiance : 84% / Pas du tout confiance)

- Les hôpitaux (Tout à fait, un peu confiance, pas beaucoup confiance : 91% / Pas du tout confiance)

La confiance dans les medias, les grandes entreprises publiques et les syndicats n'appartiennent pas à la même dimension[8].

Homogénéité ou hétérogénéité de l'univers de la confiance

Pour répondre à la question de l'homogénéité ou de l'hétérogénéité de l'univers de la confiance, il faut d'abord constater que ces deux

[7] Coefficient de Loevinger h=0,60.
[8] Ce résultat confirme l'interprétation du premier axe factoriel de l'AC dédoublée.

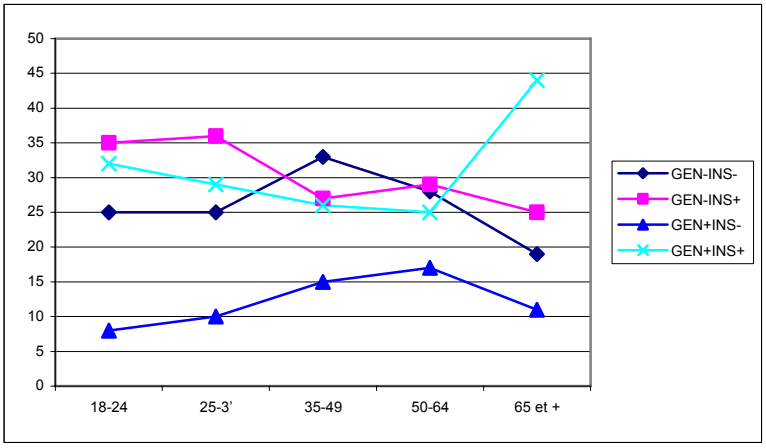
dimensions de la confiance ne sont pas indépendantes : il existe bien entre elles une certaine corrélation (gamma = +0,35). Mais en quoi diffèrent-elles ? On peut d'abord établir comment elles partagent la population à partir d'une double dichotomie fondée sur la médiane. Et construire ainsi une typologie, selon que l'on est ou non confiant dans les gens et que l'on a ou non confiance dans les institutions. On pourra ainsi analyser les différences d'attitude selon ces combinaisons de nos deux dimensions de la confiance.

Tableau 4. Typologie des dimensions de la confiance

			Confiance dans les gens		
			GENS –	GENS +	
			- (0-4)	+ (5)	Ensemble
Confiance dans les institutions	INST –	- (0-4)	27	13	40
	INST +	+ (5-8)	29	31	60
	Ensemble		56	44	

Typologie de la confiance selon l'âge

Figure 5. Typologie des dimensions de la confiance selon l'âge

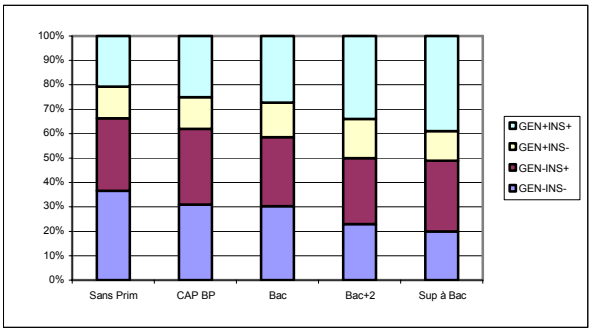


La méfiance conjuguée dans les gens et les institutions culmine chez les 35-49 ans. Le cumul des deux formes de confiance, le plus fréquent chez les jeunes tend ensuite à diminuer régulièrement jusqu'à 64 ans pour

ensuite atteindre son maximum chez les plus âgés. Mais c'est aussi parmi les 35-64 ans que culmine la défiance envers les institutions, liée à la confiance envers les gens.

Typologie des dimensions de la confiance selon le niveau d'études

Figure 6. Typologie des dimensions de la confiance selon le diplome



La confiance conjuguée aux gens et aux institutions augmente avec le niveau d'études, alors que diminue la méfiance généralisée. En revanche, la fréquence des confiances hétérogènes dépend peu du niveau d'étude

Typologie des dimensions de la confiance selon le sentiment d'être responsable de sa vie

On peut d'abord se demander quels sont les facteurs qui affectent les différences d'attitude à l'égard des gens et des institutions. Nous disposons d'une question qui porte sur le locus de contrôle, sur le sentiment d'être ou non responsable de ce qui vous arrive. Elle permet de constater que ceux qui ont l'impression que ce qui détermine leur vie ne dépend pas d'eux, mais d'influences externes (qui peuvent être alors aussi bien le hasard que Dieu ou la société), ont une probabilité plus grande de n'avoir confiance ni dans les gens ni dans les

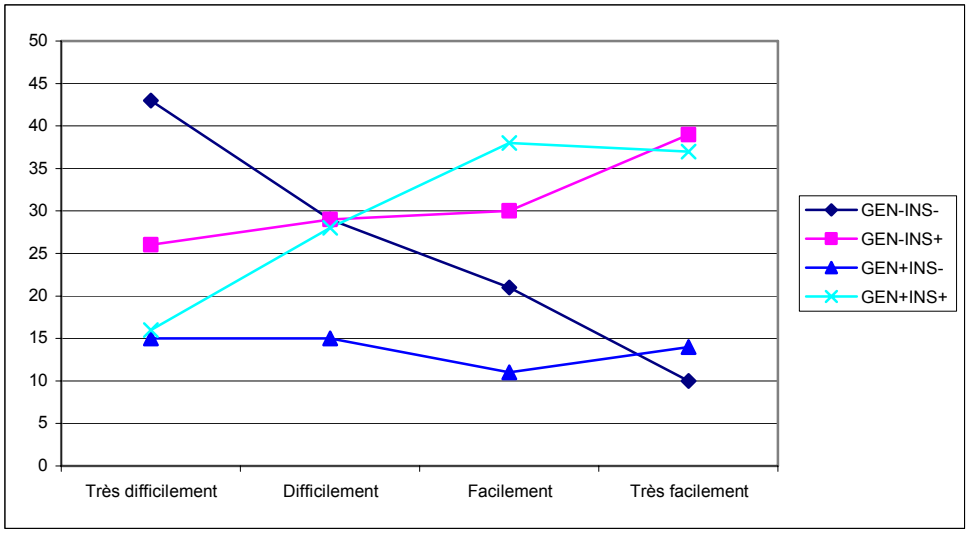
institutions. À l'opposé, plus on se sent responsable de sa vie, plus on a de chances d'avoir une confiance étendue (*Tableau 5*).

Tableau 5. Typologie des dimensions de la confiance
selon le sentiment d'être ou non responsable de sa vie

		« Je suis responsable de ce qui m'arrive »			Ensemble
		Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Pas vraiment, pas du tout d'accord	
GENS-	INS-	24	33	39	27
	INS+	24	32	26	29
GENS+	INS-	11	14	14	13
	INS+	39	31	21	31
		(288)	(854)	(352)	(1501)

Typologie des dimensions de la confiance selon le sentiment de vivre difficilement

Figure 7. Typologie des dimensions de la confiance
selon le sentiment de vivre difficilement



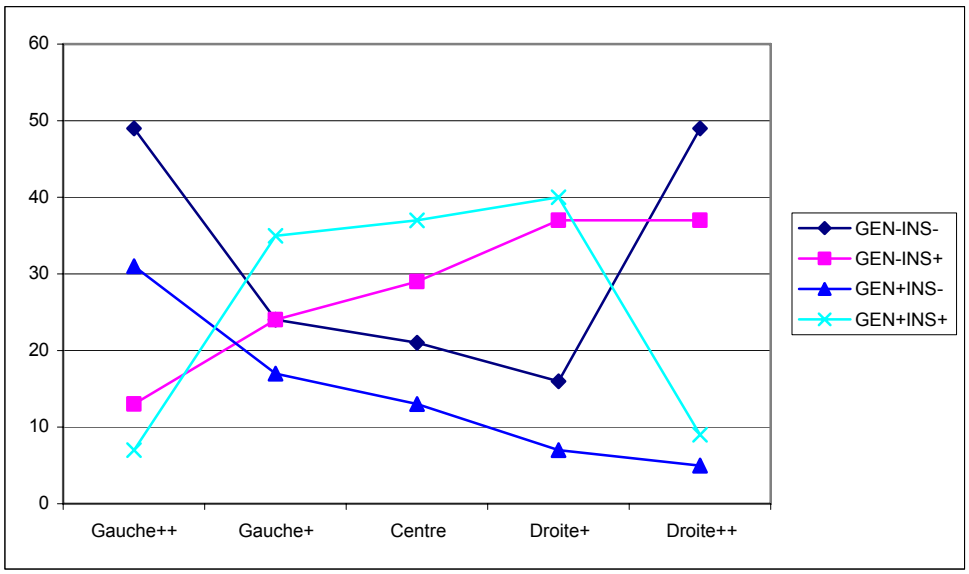
L'influence de facteurs psychologiques n'exclut pas, bien au contraire, le rôle des conditions matérielles d'existence. D'autant que les sentiments peuvent en dépendre. Ainsi le sentiment d'être pas vraiment ou pas du tout responsable de sa vie passe de 15% parmi ceux qui déclarent s'en sortir très ou

assez facilement avec les revenus du ménage à 40% quand il est très difficile de s'en sortir.

La Figure 7 illustre l'importance de la dimension économique que l'on a parfois tendance à sous-estimer par rapport à la dimension culturelle, nous en verrons d'autres exemples. La méfiance envers à la fois les gens et les institutions dépend directement du sentiment de vivre difficilement. À l'inverse, la confiance cumulant les gens et les institutions augmente avec la sécurité économique et également celle qui ne concerne que les institutions. En revanche, la confiance aux gens-méfiance à l'égard des institutions dépend peu de ce sentiment.

Typologie de la confiance selon l'autoposition

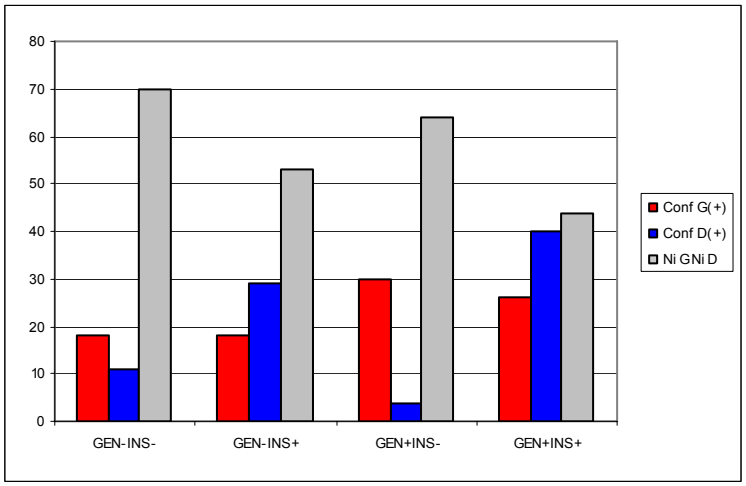
Figure 8. Typologie des dimensions de la confiance selon l'autoposition



La confiance « pure » dans les gens, qui s'accompagne d'une méfiance pour les institutions, apparaît clairement comme étant de gauche (augmentation régulière de la Droite ++ à la Gauche ++), de même que symétriquement la confiance « pure » dans les institutions, liée à une méfiance à l'égard des gens semble caractéristique de la droite.

On observe, aux deux extrêmes de l'axe Gauche-Droite, une certaine homogénéité entre les deux dimensions de la confiance. Le cumul des deux formes de confiance, gens et institutions, est rare à la fois en Gauche++ et en Droite++. De même, le cumul des deux formes de méfiance est très fréquente aussi bien en Gauche++ qu'en Droite++. Quant à ceux qui ne se situent ni à Gauche ni à Droite, ils sont également présents dans presque tous les types (de 27 à 31 %) sauf parmi ceux qui font confiance aux gens mais pas aux institutions (13 %). La proximité politique apporte quelques nuances. S'il se confirme que la Droite est plus méfiante envers les gens, une différence apparaît entre une extrême droite qui se place du côté de la méfiance envers les institutions et l'UMP de celui de la confiance.

Figure 9. Confiance dans la gauche ou la droite pour gouverner le pays selon la typologie des dimensions de la confiance

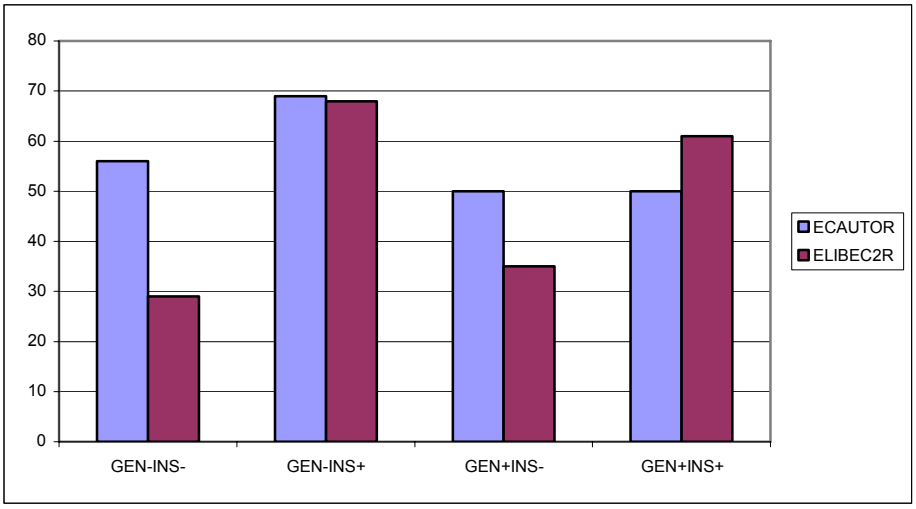


C'est parmi les confiants aux gens que se situent surtout ceux qui font confiance à la Gauche pour gouverner, et parmi les confiants aux institutions, ceux qui font confiance à la Droite. Notons qu'ainsi, c'est parmi les confiants dans les gens, mais méfiants envers les institutions, que la confiance dans la Droite est la plus rare, confiance à la Gauche le plus fréquent. Quant à ceux qui ne font confiance ni à la Gauche ni à la Droite pour gouverner, ils sont surtout présents parmi les méfiants aux institutions en particulier quand ils sont de plus méfiants par rapport aux gens.

Libéralisme économique et xéno-autoritarisme selon la typologie des dimensions de la confiance

Nous avons construit deux échelles d'attitude pour mesurer le *Libéralisme économique*[9] et le *xéno-autoritarisme*[10]. Elles nous permettent de caractériser les attitudes qui vont de pair avec nos deux dimensions de la confiance.

Figure 10. Échelles libéralisme économique et xéno-autoritarisme selon la typologie des dimensions de la confiance



Premiers observations : l'adhésion au *libéralisme économique* est plus élevée quand il y a confiance dans les institutions alors que le *xéno-autoritarisme*, lui, est plus fréquent quand il y a méfiance à l'égard des autres. Mais on peut affiner l'analyse en examinant la fréquence des différentes combinaisons de

[9] « Aujourd'hui les entreprises cherchent seulement à faire des profits, plus qu'à améliorer la qualité de leurs produits (plutôt pas, pas du tout d'accord) – « Aujourd'hui les grandes entreprises s'entendent entre elles pour maintenir leurs prix à un niveau anormalement élevé » (pas du tout d'accord) – « Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait, plutôt pas ou pas du tout d'accord avec l'affirmation suivante : " Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres "» (Plutôt d'accord, plutôt pas, pas du tout d'accord). Coefficient de Loevinger h=0,54.

[10] « Voici maintenant une liste de phrases. Pour chacune d'elles, êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord » : « Il faudrait rétablir la peine de mort » (tout à fait d'accord, plutôt, plutôt pas)- « Il y a trop d'immigrés en France » (tout à fait d'accord, plutôt, plutôt pas) - Les couples homosexuels devraient avoir le droit de se marier civilement » (pas du tout d'accord). Coefficient de Loevinger h=0,61.

ces deux attitudes dans chacun de nos types (*Tableau 6*). C'est bien la fréquence maximum de *libéralisme économique* associée au maximum de *xéno-autoritarisme* qui caractérise la confiance dans les institutions associée à la méfiance à l'égard des gens. À l'opposé, les confiants aux gens-méfiants envers les institutions, sont, eux, à la fois les moins libéraux économiques et les moins xéno-autoritaires. On est loin d'un populisme simpliste.

Tableau 6. Combinaisons libéralisme économique/xéno-autoritarisme
selon la typologie des dimensions de la confiance

		Libéralisme économique -		Libéralisme économique +		
		Xéno-Autoritarisme –	Xéno-Autoritarisme +	Xéno-Autoritarisme –	Xéno-Autoritarisme +	
GENS-	INS-	29	32	15	23	(404)
	INS+	13	19	18	49	(437)
GENS+	INS-	35	30	16	19	(202)
	INS+	23	15	26	35	(458)
Ensemble		23	23	20	34	(1501)

LA CONFIANCE DANS LE PERSONNEL POLITIQUE

Luc ROUBAN

La confiance que les citoyens portent aux hommes politiques est redevenue une question centrale dans le débat électoral d'aujourd'hui. La crise du politique renvoie principalement à des taux d'abstention records (confirmés lors des cantonales de 2011) qui traduisent en grande partie un désaveu, une posture critique de dénonciation d'un univers politique peu à même de répondre concrètement aux aspirations des électeurs. Mais cette crise est également morale et les « affaires » qui se sont multipliées depuis 2007 ont conjugué le procès en inefficacité avec un rejet plus général de la « classe politique », dont le mode de vie paraît en décalage complet avec un univers républicain.

La renaissance du Front national dans le paysage politique français vient confirmer une tentation populiste qui a toujours été présente dans l'histoire politique du pays. Néanmoins, il ne suffit pas de fustiger le populisme sur le ton indigné du « bobo » soucieux de « libéralisme culturel » qui regarde avec horreur le monde ouvrier et les classes populaires qui n'ont pas assez de diplômes[1]. Le

[1] Un bon exemple d'analyse électorale faite dans cette perspective culturaliste est le rapport de la Fondation Terra Nova, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 », Projet 2012, contribution n° 1, Paris, 2011. Un extrait parmi d'autres : « La classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche, elle n'est plus en phase avec l'ensemble de ses valeurs, elle ne peut plus être comme elle l'a été le moteur entraînant la constitution de la majorité électorale de la gauche. La volonté pour la gauche de mettre en œuvre une stratégie de classe autour de la classe ouvrière, et plus globalement

risque populiste, qui peut être d'ailleurs fortement alimenté par des postures intellectualistes assez cyniques, ne doit pas cacher la critique réelle et parfaitement légitime des dirigeants politiques qui ne cesse de croître quelles que soient les majorités au pouvoir. Alors que la proportion de Français ayant confiance dans le personnel politique était encore de 45 % en 1978, elle passe à 33 % en 2003 puis à moins de 25 % en 2011. La difficulté principale tient à ce que le populisme conduit à glisser d'un registre à l'autre : de la critique du personnel politique et de son inefficacité face aux difficultés sociales et à la crise économique ou bien des sources étroites de son recrutement, on peut en effet assez vite passer à la dénonciation de la démocratie elle-même, supposée ne profiter qu'à une oligarchie et favoriser la corruption puis, enfin, à une critique anti-intellectuelle rejetant toute analyse sociale : le peuple sait ce qui est bon pour lui, toute élite est inacceptable par définition. Historiquement, ces glissements se sont produits lors de crises économiques accompagnées de crises institutionnelles graves, notamment dans les années 1930 lorsque la nature même du régime parlementaire était en cause. Le trouble né dans les années 2000 de ces symptômes vient du fait que le régime de la Ve République n'est apparemment pas au centre des préoccupations politiques et qu'ils s'associent plutôt au blocage des projets sociaux portés par les partis politiques, rendant les alternances un peu vaines pour une part croissante de l'électorat.

Il faut donc s'interroger sur quoi repose désormais la confiance que les Français portent à leur personnel politique. Avant d'analyser les facteurs et les ressorts de cette confiance, il faut encore se pencher sur les raisons de ce retour en force d'une question que la Ve République était censée avoir faire disparaître.

---

autour des classes populaires, nécessiterait de renoncer à ses valeurs culturelles, c'est-à-dire de rompre avec la social-démocratie. » (p. 61). Rapport téléchargeable sur : http://www.tnova.fr/.

La confiance dans le personnel politique comme symptôme

Pourquoi cette question est-elle devenue aussi importante à la fin des années 2000 ? Pour répondre, il faut prendre en considération les mutations du système institutionnel et des relations de pouvoir au sein de la Ve République.

La relation de confiance entre les citoyens et le personnel politique est devenue d'autant plus stratégique que le quinquennat de Nicolas Sarkozy a été placé sous le signe d'une personnalisation forte du pouvoir au point de modifier l'équilibre habituel des institutions de la Ve République en confinant le Premier ministre au rôle de second secrétaire général de l'Elysée. À la politisation des débats de société, touchant même aux questions religieuses qu'une véritable politique libérale aurait dû épargner, s'est adjointe une proximité apparente du président aux préoccupations populaires, appelant des réactions rapides et médiatisées. Les registres de légitimation ont donc été quelque peu brouillés, cassant le modèle classique de l'autorité politique sous la Ve République fait de distance et de « sacralisation » présidentielle. À cela s'est ajouté un traitement « privatisé » des problèmes de société, l'appareil d'État devant se conformer aux critères de performance des grandes entreprises privées, critères se trouvant d'ailleurs appliqués aux ministres eux-mêmes. Un double mouvement conjugué de privatisation de l'action publique et de publicisation de l'action privée (notamment des modes opératoires des grandes entreprises) s'est donc opéré.

Cependant, cette privatisation ne s'est pas accompagnée d'une grande transformation du système élitaire, d'un brassage social qui aurait conduit les représentants des classes moyennes à occuper une place plus importante aux sommets de l'État. Par exemple, la Révision générale des politiques publiques

(RGPP) a été pilotée par une équipe très restreinte de hauts fonctionnaires ayant fait leurs classes dans les cabinets ministériels et revenant de pantouflage après avoir passé quelques années dans les états-majors des banques ou des grandes entreprises[2]. D'une manière générale, le quinquennat de Nicolas Sarkozy s'est appuyé sur une nouvelle alliance de l'élite politique et du patronat, clairement signifiée dès le début par le fameux dîner du Fouquet's. Au total, c'est un modèle conservateur qui a prévalu, renforçant encore un peu plus les filières élitistes des grandes écoles quels que soient les efforts qu'elles entreprenaient pour diversifier non seulement les recrutements, ce qui est le plus facile, mais surtout les profils gagnants à la sortie (faire carrière lorsqu'on est issu des couches populaires), ce qui est bien plus difficile et leur échappe en grande partie. L'image d'ensemble du quinquennat est donc celle d'une concentration inédite des élites du public et du privé, justifiée de manière idéologique en 2007 puis de manière économique après la crise de 2008 même si des fissures apparaissaient désormais au sein de l'alliance, l'État reprenant en partie la main face au Medef.

Deux modifications de fond vont donc faire de la confiance dans le personnel politique une étape décisive pour comprendre l'évolution du paysage politique français.

D'une part, le projet théorique d'une libéralisation de la société a échoué : des élites très concentrées fonctionnant en réseaux assez denses ont mis fin et à l'autonomie ministérielle et aux espoirs de mobilité des classes moyennes. La figure du « décideur » a pris soudain une nouvelle jeunesse au détriment des régulations institutionnelles classiques mais discrètes qui étaient inconnues du commun des mortels. Les hauts fonctionnaires ont dû céder le pas aux managers et les ministres ont reçu des « feuilles de route ». L'idée s'est développée selon laquelle l'avenir politique dépendait de la décision d'un seul ou de quelques-uns (le président, le G8, le G20, le patron du FMI, etc.). Le fantasme d'une

[2] Voir notre analyse : Luc Rouban, « Les élites de la réforme », *Revue française d'administration publique*, n° 136, 2010, pp. 865-880.

conjuration des puissants était désormais là pour alimenter le populisme. L'excès de volontarisme et de personnalisation dans un univers perçu comme opaque et dirigé à distance par des fonds de pension a renversé la représentation que l'on se faisait de la mondialisation. Celle-ci passait du rang de mouvement brownien assez indéchiffrable à celui d'un club de jet-setters se congratulant dans leurs villas de millionnaires. La question de la confiance est devenue centrale dès lors qu'une poignée d'hommes politiques revendiquait l'imputation des changements en cours et surtout la connaissance de la mondialisation. Le charisme des personnages s'est superposé à l'affirmation d'un nouveau registre de légitimation : la compétence dans la lutte contre la crise économique et la capacité de décrypter un système international multipolaire.

D'autre part, la politisation forte des réseaux de décision s'est traduite par la personnalisation des relations de pouvoir. Les moyens habituels de la politisation (réseaux de clubs et d'associations, échanges feutrés entre cabinets ministériels et partis politiques) faisaient place à des relations d'allégeance personnelle et la confiance du président devenait la seule référence des ministres. Le politique s'est inscrit dès lors sur le registre interpersonnel. Les métaphores sportives sont devenues plus fréquentes, car on avait constitué une « équipe ». On a retrouvé aux sommets de l'État des modes de relations charismatiques et réticulaires que l'on peut observer dans les états-majors des grands groupes privés. Cette culture de l'entreprise privée, faite d'une anxiété sur la relation personnelle que l'on a avec le « patron » mais aussi avec les « clients », se retrouve également au sein de l'UMP dans son fonctionnement interne[3]. Paradoxalement, les

[3] Comme en témoigne cette phrase de Jean-François Copé, citée par *Le Figaro* : « "Faisons comme les grandes boîtes, montrons de la considération à ceux qui s'adressent à nous" professe le numéro un du parti, qui revendique de s'inspirer des méthodes de management entrepreneurial. Les fédérations elles-mêmes sont pensées comme des filiales avec des objectifs à remplir ». Jean-Baptiste Garat et Judith Waintraub, « L'UMP à l'heure de Jean-François Copé », *Le Figaro*, 11 mai 2011, p. 2.

« arrangements » négociés au Parti socialiste autour des primaires pour la présidentielle de 2012 ont donné la même image d'une vie politique dominée par les relations interpersonnelles sans réel débat d'idées.

La concentration et la personnalisation du pouvoir rendent donc cruciale la confiance placée dans le personnel politique car le jeu des institutions passe désormais au second plan de la vie politique. Il faut cependant bien comprendre que l'inscription du pouvoir politique dans une relation de type interpersonnel n'a pas la même portée au niveau national, où elle était inconnue jusque-là, et au niveau local, où elle s'est développée spontanément dans le cadre de la décentralisation.

Les trois mondes politiques

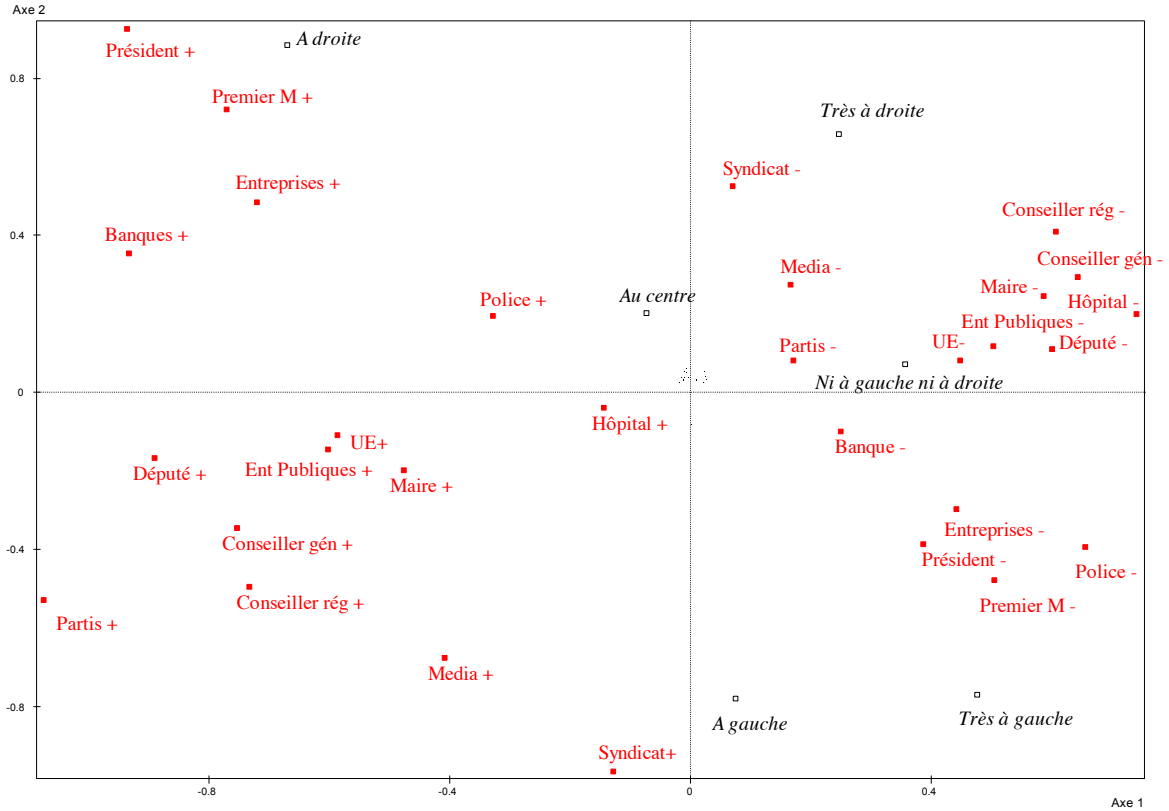
La vague 2 du Baromètre de la confiance nous apprend tout d'abord que la confiance portée aux élus nationaux n'est pas celle que l'on porte aux élus locaux. Le monde politique n'est pas perçu par les citoyens comme un monde homogène et le personnel politique ne constitue pas un groupe unifié. Le plan factoriel présenté dans le tableau 1 montre clairement qu'il faut distinguer, en positif comme en négatif, les réactions enregistrées à l'égard du pouvoir exécutif (le président, le Premier ministre) et les réactions suscitées par le pouvoir local (votre député, vos conseillers régionaux, votre conseiller général et votre maire). Les députés n'appartiennent pas au monde politique national mais sont intimement liés au monde politique local. Pour les citoyens, deux ensembles de personnels politiques coexistent donc. D'une part, les titulaires du pouvoir exécutif et, d'autre part, les acteurs de la représentation locale, deux ensembles que l'on peut désigner d'une part comme l'exécutif-national et d'autre part comme le représentatif-local, ce dernier appelant sans doute davantage de lien social immédiat. Ces deux ensembles ne répondent pas aux mêmes facteurs de confiance et structurent fortement l'espace politique français. On ne peut donc pas analyser d'un bloc la

confiance portée dans le personnel politique au risque, sinon, de créer des artefacts statistiques.

Le tableau 1 nous apprend également qu'il existe trois mondes dans la confiance portée au personnel politique en fonction du positionnement politique des personnes enquêtées. À droite du plan factoriel se situe un espace important de défiance totale, englobant aussi bien le personnel politique que les entreprises publiques, la police ou même l'hôpital, institution pourtant bien connue pour de hauts niveaux de confiance moyens. Cette défiance englobe également les banques, les entreprises privées et les partis politiques. Cet espace de défiance se situe exactement au « milieu » de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche. Les personnes proches de l'extrême-droite se méfient davantage des médias, des syndicats et des partis politiques alors que celles se situant plus au sud du plan et proches de l'extrême-gauche se méfient davantage des entreprises et de la police. On est ici au cœur du monde des « ni-ni », qui n'accordent plus leur confiance aux institutions.

À gauche du plan factoriel, on trouve en revanche deux autres groupes. Tout d'abord, au sud, celui des personnes proches de la gauche qui ont confiance dans le personnel politique local mais aussi dans l'Union européenne (quoique de manière bien plus ténue). Ensuite, au nord, celui des personnes proches de la droite ayant une forte confiance dans le pouvoir exécutif et dans les entreprises. Cette tripartition de la confiance politique résume presque à elle seule le paysage politique français un an avant l'élection présidentielle de 2012.

Tableau 1. Les univers de la confiance dans le personnel politique



L'échelle de confiance dans l'exécutif-national, qui va donc de 0 à 2 (puisqu'elle ne comprend que le président de la République et le Premier ministre) présente un alpha de Cronbach de 0,8 tout comme l'échelle de confiance dans le représentatif-local (qui va de 0 à 4). Il s'agit donc d'unités statistiques solides. La confiance portée au personnel local est dans l'ensemble supérieure, bien que cette confiance se soit sérieusement émoussée depuis la vague 1 du Baromètre. Si 26 % seulement des personnes enquêtées ont confiance dans les deux représentants du pouvoir exécutif, 23 % ont confiance dans les quatre représentants du pouvoir local.

Tableau 2. Le degré de confiance (très forte et assez forte) dans le personnel politique (%)

	Vague 2	Rappel vague 1
	Exécutif - National	Exécutif - National
0	61	60
1	13	11
2	26	30
	Représentatif - Local	Représentatif - Local
0	32	23
1	19	15
2	12	13
3	15	16
4	23	32

Les dimensions de la confiance

Pour analyser les dimensions de la confiance portée au personnel politique, on a mis en place une série d'indices statistiques recouvrant les principales dimensions de l'enquête :

Indice de politisation (intérêt pour la politique, prêt à manifester, proche d'un parti, regarder la télévision tous les jours),

Indice de confiance interpersonnelle (confiance spontanée dans les voisins, les connaissances personnelles, les rencontres occasionnelles, les personnes d'une autre religion),

Indice de satisfaction au travail (délégation de responsabilité, travail bien considéré, travail débouchant sur une promotion, travail utile),

Indice de sérénité personnelle (confiance dans son avenir personnel, sentiment de sérénité, sentiment de bonheur),

Indice de libéralisme culturel (rétablissement de la peine de mort, il y a trop d'immigrés, mariage des homosexuels),

Indice de libéralisme économique (confiance dans les entreprises pour réagir à la crise, les entreprises ne recherchent que le profit, les grandes entreprises s'entendent entre elles).

Des analyses de régression ainsi que des tris croisés permettent de repérer quels sont les indices jouant le plus sur l'évolution de la confiance politique au niveau national et au niveau local. En ce qui concerne l'exécutif-national, trois dimensions sont à privilégier : le degré de libéralisme économique, lui-même fortement associé à l'auto-positionnement politique et, mais dans une moindre mesure comme on peut le voir sur le tableau 3, le degré de confiance interpersonnelle. La confiance dans l'exécutif-national est très clairement associée à un positionnement politique de droite comme à un degré élevé de libéralisme économique. La confiance interpersonnelle joue beaucoup moins. On peut dire que la confiance dans l'exécutif-national relève du seul engagement partisan. Une analyse de régression montre que le positionnement sur l'axe gauche-droite joue en priorité avant le niveau de libéralisme économique.

Tableau 3. Les facteurs isolés de confiance dans le personnel national

	Confiance 0	Confiance 2
Indice de libéralisme économique 0-3	74 % à 20 %	15 % à 63 %
Revenus du ménage Très insuffisants-confortables	76 % à 29 %	11 % à 53 %
Positionnement gauche-droite	96 % très à gauche 88 % à gauche 71 % ni-ni	74 % à droite 40 % très à droite 28 % au centre
Indice de confiance interpersonnelle 0-4	85 % à 55 %	9 % à 31 %

Note : le tableau se lit ainsi : lorsque l'indice de libéralisme économique passe de la note 0 à la note 3, le degré 0 de confiance dans le personnel national passe de 74 % à 20 % alors que le degré 2 de confiance passe de 15 % à 63 %.

Il en va tout autrement de la confiance dans le personnel politique local même si ce dernier peut appartenir à l'UMP. Les clivages politiques ne jouent presque plus. La défiance caractérise les extrêmes des deux camps ou chez

les ni-ni alors que la confiance est également répartie dans les modérés de droite et de gauche. En revanche, les facteurs décisifs de la confiance sont à trouver dans le degré de libéralisme culturel, dans le niveau de sérénité personnelle et surtout dans le taux de confiance interpersonnelle. Une analyse de régression indique que la confiance interpersonnelle reste toujours le facteur décisif du niveau de confiance avant le niveau de libéralisme culturel et le niveau de diplôme.

Tableau 4. Les facteurs isolés de confiance dans le personnel local

	Confiance 0	Confiance 4
Indice de confiance interpersonnelle 0-4	68 % à 20 %	2 % à 53 %
Indice de libéralisme culturel 0-3	51 % à 22 %	13 % à 29 %
Indice de sérénité personnelle 0-3	49 % à 22 %	15 % à 32 %
Positionnement gauche-droite	Ni-ni 46 % Très à droite 44 % Très à gauche 39 %	À droite 31 % À gauche 26 % Centre 20 %

Les facteurs de confiance dans le personnel local n'ont pas le même poids en fonction de la taille de la commune où habitent les enquêtés. L'indice de libéralisme culturel a plus de poids dans les communes rurales alors que c'est le niveau de confiance interpersonnelle puis le positionnement politique (les personnes de gauche sont plus confiantes dans le personnel local) qui l'emportent dans les communes entre 2 000 et 100 000 habitants. Dans les villes de plus de 100 000 habitants, le premier facteur est constitué par la confiance interpersonnelle suivi par le niveau de diplôme. Dans l'agglomération parisienne, le facteur dominant est le niveau de libéralisme culturel.

Les classes de confiance

Comment se combinent les diverses variables indépendantes ? Peut-on identifier des groupes relativement homogènes de personnes partageant les

mêmes caractéristiques ? Un classement ascendant hiérarchique permet de mettre au jour trois classes d'individus.

En ce qui concerne l'exécutif-national, on peut distinguer les ni-ni (30 % des réponses), un groupe « de droite » (28 %) et un groupe « de gauche » (42 %) dont les traits sont particulièrement contrastés. Seul le second groupe présente un niveau élevé de confiance dans l'exécutif-national. Le groupe des ni-ni réunit surtout des salariés modestes (on a traité ici les actifs afin de compenser la forte présence des retraités dans l'échantillon), très peu politisés, abstentionnistes, peu diplômés, pensant en presque totalité que les hommes politiques sont corrompus. On remarquera qu'il ne s'agit pas seulement de jeunes car la moitié d'entre eux ont entre 25 et 50 ans. Le groupe « de gauche » est encore plus défiant mais rassemble beaucoup plus de diplômés, de salariés du secteur public et de personnes fortement politisées. On remarquera en revanche que ce groupe ne se distingue pas des ni-ni par sa proportion de salariés modestes ou de niveau moyen. Et ils portent également un regard peu amène sur la corruption du personnel politique. Le groupe « de droite » est surtout celui des retraités aisés ayant un haut niveau de diplôme.

Tableau 5. Les trois classes de confiance dans l'exécutif-national

	NI-NI	Droite	Gauche
N	448 (30 %)	420 (28 %)	615 (42 %)
Confiance + et ++	9 %	81 %	2 %
Politisation 3 et 4	17 %	39 %	49 %
Statut	42 % salariés privé 11 % chômeurs	42 % retraités	27 % retraités 21 % salariés du public
Salariés supérieurs (actifs)	9 %	23 %	16 %
Salariés moyens (actifs)	30 %	26 %	45 %
Salariés modestes	68 %	43 %	57 %
Entre 25 et 50 ans	50 %	32 %	38 %
Sup à Bac+2	19 %	37 %	32 %
Position politique	Ni-ni 80 %, 12 % très à droite	67 % à droite	82 % à gauche et très à gauche
Corruption des politiques	85 %	35 %	72 %
Vote 2e tour 2007	Sarkozy 45 %, Royal 19 %, BNA 31 %	Sarkozy 89 %, Royal 4 %, BNA 6 %	Sarkozy 9 %, Royal 75 %, BNA 13 %

La confiance portée dans le personnel politique local ne repose pas sur la même combinaison de facteurs et ne produit donc pas les mêmes classes d'analyse. Si l'on retrouve effectivement une classe de ni-ni, celle-ci n'est pas la plus négative. Une classe de « mécontents » apparaît qui regroupe tous ceux n'ayant aucune confiance dans le personnel politique local mais sans que cette défiance soit caractérisée par un positionnement politique précis. De manière symétrique, apparaît une classe de « bourgeois âgés », très confiants dans le personnel local et composée en grande partie de personnes de plus de 65 ans assez fortement diplômées. Cette confiance s'appuie sur un haut niveau de confiance interpersonnelle et de libéralisme culturel. Mais là non plus on ne peut déceler un clivage politique, contrairement à ce qui se produit au niveau national. La perception des élus locaux reste conditionnée par des enjeux locaux et des relations interpersonnelles. Elle n'est pas surdéterminée par une vision idéologique

d'ensemble de la classe politique ou de l'action de celle-ci, même si la classe des « mécontents » présente un tropisme de gauche. Et elle n'est pas non plus la conséquence mécanique du niveau de revenus comme le montre le faible écart sur ce terrain entre les « mécontents » et les « bourgeois âgés ». De la même façon, le niveau atteint sur l'indice de libéralisme économique ne joue pas. Enfin, la taille de la commune ne joue pas sur la répartition entre les trois classes de confiance.

Tableau 6. Les trois classes de la confiance dans le représentatif-local

	Mécontents	NI-NI	Bourgeois âgés
N	486 (32%)	495 (33 %)	502 (34 %)
Confiance + et ++	1 %	24 %	87 %
Position politique	Gauche, centre, droite	79 % de ni-ni, 15 % très à droite, 0 à gauche	Gauche, centre, droite
Salariés supérieurs (actifs)	13 %	10 %	24 %
Salariés modestes (actifs)	56 %	65 %	49 %
Revenus insuffisants	59 %	73 %	50 %
65 ans et +	10 %	12 %	32 %
Sup à Bac+2	27 %	22 %	38 %
Vote 2e tour 2007	Sarkozy 36 %, Royal 48 %, BNA 14 %	Sarkozy 49 %, Royal 16 %, BNA 30 %	Sarkozy 42 %, Royal 49 %, BNA 4 %
Libéralisme culturel 2-3	50 %	40 %	65 %
Confiance interpersonnelle 3-4	59 %	58 %	86 %
Corruption des politiques	75 %	79 %	44 %

Les ressorts de la confiance

L'enquête permet de savoir quelles sont les caractéristiques les plus importantes chez un homme politique pour qu'on lui accorde sa confiance. Les questions Q15 et Q15b conduisent les enquêtés à répondre sur le premier puis le second ressort de leur confiance. L'analyse des couples d'items ainsi obtenus permet de dégager des réponses, apparemment indifférenciées et polysémiques, des concepts-clés renvoyant à des dimensions différentes de la confiance.

Le premier concept est celui « d'être à la hauteur de ses fonctions », ce qui renvoie à la dimension institutionnelle de la confiance et à la perception d'une adéquation entre le rôle prescrit de l'élu et son rôle effectif (37,6 % des réponses), suivi par l'« honnêteté », concept associé à l'idée de promesses et qui renvoie à la dimension personnelle de la confiance mais aussi à une certaine projection dans l'avenir afin d'en réduire l'incertitude (25,8 % des réponses). Le troisième concept est celui de « bien connaître ses dossiers », faisant référence à la compétence professionnelle (17,5 % des réponses), le quatrième concept étant celui de la « proximité » entendue ici au sens social et non territorial du terme (17,3 % des réponses). Seuls 2 % environ des réponses n'ont pu être classées.

Les ressorts de la confiance sont à peu près les mêmes pour l'exécutif-national et pour le représentatif-local. Pour le premier, plus la confiance augmente et plus l'accent est mis sur le fait d'être à la hauteur de ses fonctions (c'est la réponse de plus de la moitié de ceux qui se situent sur la note 2 de l'indice de confiance) comme sur le fait de bien connaître ses dossiers. En revanche, la part prise par l'honnêteté en général décroît (passant de 30 % chez ceux qui n'ont aucune confiance à 17 % chez ceux qui sont sur la note 2 de l'indice de confiance), tout comme celle de la proximité.

En ce qui concerne la confiance accordée aux élus locaux, on enregistre les mêmes évolutions, celles-ci étant cependant bien moins contrastées. On remarque surtout que la proximité (sociale) n'est pas un concept valorisé de manière particulière et sa distribution statistique reste presque inchangée autour de la moyenne que les personnes se situent sur le degré 0 de l'indice de confiance locale ou sur l'indice 4. De la même façon, la taille de la commune où habitent les enquêtés n'influe en rien sur la distribution générale des réponses.

En bref, la confiance au niveau national ou local dans le personnel politique s'appuie sur un jugement normatif concernant une méta-compétence de nature institutionnelle impliquant une évaluation au regard de ce qu'est censé faire le titulaire des fonctions, qu'il soit président, maire ou député (« être à la hauteur de ses fonctions ») et sur la reconnaissance d'une compétence professionnelle en quelque sorte opérationnelle (« bien connaître ses dossiers »). La confiance s'appuie donc clairement sur la notion de compétence sociale au sens large, renvoyant à des savoir-faire multiples, qu'il s'agisse de savoir « garder son rang » et donc d'être à la hauteur de sa tâche de représentation ou bien encore de « travailler ses dossiers ». Cette compétence est « reconnue » à travers deux filtres : au niveau national à travers le filtre idéologique du positionnement politique à l'égard de la droite parlementaire et au niveau local à travers le filtre des relations interpersonnelles et des réseaux d'échange qui peuvent s'établir concrètement ou potentiellement entre les élus et les électeurs.

La défiance s'alimente en revanche au procès d'un manque général d'honnêteté et de distance aux citoyens. On voit bien là comment prend racine le populisme puisqu'il s'agit de dénoncer une posture globale adoptée par une élite qui ne ressemble pas au peuple. La frontière confiance – défiance passe évidemment par une distribution différente des diplômes. Ce sont les plus diplômés (ayant au minimum le niveau Bac + 2) qui privilégient à hauteur de 53 % des concepts de compétence alors que 59 % de ceux qui n'ont pas plus que le baccalauréat privilégient l'honnêteté et 67 % la proximité des élus.

Si l'on examine les classes de confiance dans l'exécutif-national, on voit que seul le « groupe de droite » met l'accent sur la compétence globale des élus alors que les ni-ni et le « groupe de gauche » donnent la priorité à l'honnêteté et à la proximité. Il en est de même au sein des classes de confiance du représentatif-local, les « bourgeois âgés » étant 44 % à préférer le fait d'être à la hauteur de ses fonctions contre 35 % chez les « mécontents » ou les ni-ni et 21 % à

mettre l'accent sur la connaissance des dossiers contre 17 % des « mécontents » et 14 % des ni-ni.

Quelles que soient les limites de l'exercice (il manque sans doute des questions sur les pratiques réelles de contact avec les élus au niveau local), il apparaît néanmoins que la défiance dans le personnel politique, qui atteint des sommets lors de la réalisation de la vague 2 du Baromètre, n'est pas la version symétrique de la confiance. Elle ne conduit pas à dénier la compétence des élus mais bien à situer l'échange politique sur un autre registre de légitimation qui est celui de la ressemblance sociale et donc, indirectement, à dénoncer la fermeture du système politique ou bien encore la faible mobilité sociale des classes populaires en France. La montée en force de la défiance peut donc s'interpréter comme le rejet de la notion de compétence sociale des élites politiques et le rejet de l'argumentaire économiste sur lequel repose largement le quinquennat de Nicolas Sarkozy mais aussi d'un certain nombre de leaders du Parti socialiste.

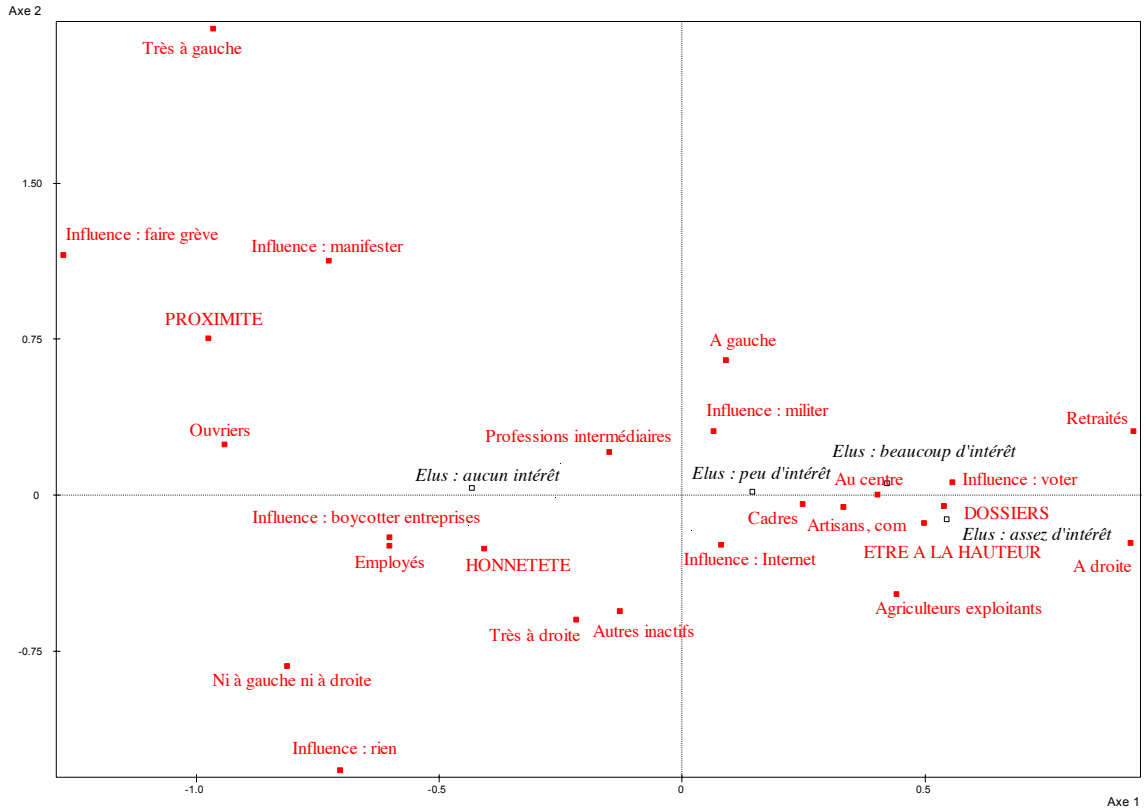
Est-ce à dire que la crise de confiance dans le personnel politique, qui s'appuie sur la recherche d'une proximité sociale des élus et d'une qualité morale qu'on leur dénie actuellement, serait le signe d'une « autre citoyenneté », d'un désir de participation qui contournerait la routine électorale ? La thèse est développée aujourd'hui d'une compétence civique élargie qui mobiliserait d'autres ressources sociales que le vote ou l'adhésion aux règles de la démocratie représentative pour exprimer ses choix[4]. L'enquête montre effectivement que le vote est considéré comme le meilleur moyen d'influence sur les décisions par 43 % de ceux qui soulignent le besoin de proximité contre 64 % qui font confiance surtout en fonction de la compétence des élus (41 % contre 55 % chez les seuls actifs). De

[4] Voir par exemple la synthèse de Julien Talpin, « Ces moments qui façonnent les hommes. Éléments pour une approche pragmatiste de la compétence civique », *Revue française de science politique*, 60 (1), février 2010, pp. 91-115.

même, on remarque que les membres du premier groupe se situent au même niveau de l'indice de politisation que les membres du second (63 % se situent sur les notes 2, 3 et 4 de l'indice, 58 % chez les seuls actifs). La défiance ne s'appuie donc pas nécessairement sur une dépolitisation mais bien plutôt sur le rejet des mécanismes actuels de la démocratie représentative.

On a fait figurer dans le tableau 7 le plan factoriel montrant la distance entre l'espace de la confiance appuyée sur la compétence politique, espace qui est celui de la droite, du centre mais aussi de la gauche et l'espace de la défiance appuyée, du côté de l'extrême-gauche, sur la proximité et, du côté de l'extrême-droite sur l'absence d'honnêteté. Ce plan factoriel montre que les divers concepts de la confiance s'associent à des modes privilégiés d'influence politique. Si le vote caractérise l'espace de la confiance, la grève, la manifestation et le boycott sont des marqueurs de la défiance, modes d'influence inégalement répartis suivant l'orientation politique des répondants. On a projeté également sur ce plan en variable illustrative en noir les réponses à la question 18 portant sur le degré de sollicitude que les hommes politiques peuvent avoir pour les citoyens ordinaires.

Tableau 7. Les concepts politiques de la confiance et de la défiance



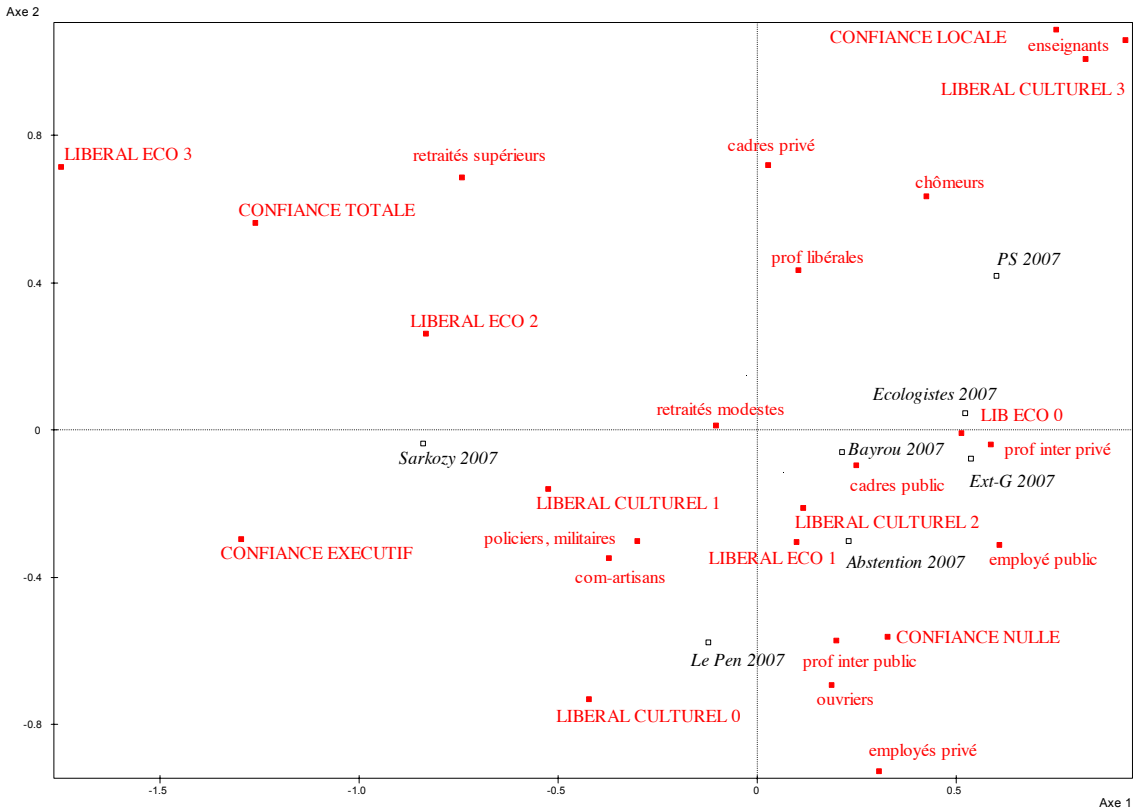
Le marquage social de la confiance

L'analyse des résultats montre que la confiance dans le personnel politique révèle une des fractures les plus importantes de la société française, celle d'une dualité largement recouverte par des critères socioprofessionnels. Autrement dit, la confiance semble n'être plus le fait que des diplômés et des catégories supérieures, les salariés précaires, au chômage ou ayant des difficultés économiques se réfugiant de plus en plus dans une attitude de rejet global du personnel politique, quels que soient ses résultats réels. Dans ces conditions, le bilan du quinquennat pas plus que toutes les évaluations de politiques

publiques ne pourront avoir d'importance à leurs yeux. On peut alors franchir les frontières du rationnel pour des nostalgies de communion populaire.

L'importance proportionnellement énorme des ni-ni (le tiers de l'échantillon) aussi bien au niveau local qu'au niveau national conduit à dessiner une carte de la confiance dans le personnel politique que l'on a reproduite sur le plan factoriel du tableau 8. Le croisement de ceux qui ont confiance ou pas dans l'exécutif-national et dans le représentatif-local conduit à quatre positions théoriques. Mais, comme on peut le voir, la confiance dans l'exécutif-national est du même ordre, minoritaire, que celle que l'on peut avoir dans l'ensemble du personnel politique et se situe dans le même espace politique, celui des électeurs ayant un fort taux de libéralisme économique et un faible taux de libéralisme culturel (on a projeté en noir le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2007). L'univers de la confiance nulle est bien celui des professions modestes, de l'abstention et des extrémismes.

Tableau 8. Les dimensions sociales de la confiance



Conclusion

On pourrait bien entendu s'arrêter sur la décroissance sensible des taux de confiance dans le personnel politique sur le long terme. Cependant, deux points plus théoriques doivent attirer l'attention.

La défiance peut être considérée comme l'expression d'une recherche non pas seulement d'un autre style politique, puisque cette crise touche autant le local que le national, mais d'une autorité politique renouvelée s'appuyant davantage sur la morale que sur l'efficacité. C'est ici que l'on retrouve toute

l'ambiguïté des évolutions récentes du personnel politique, autant dans ses discours que dans sa pratique quotidienne. Le fait d'avoir déplacé les rôles politiques de la sacralité habituelle sous la Ve République vers une fonctionnalité d'entreprise (même sociale) n'a fait que renforcer les phénomènes de défiance en valorisant la pratique utilitaire du pouvoir.

Le second point tient précisément au fait qu'une étape est en passe d'être franchie vers ce que l'on a appelé ailleurs la démocratie utilitaire[5]. Cet utilitarisme s'exprime chez ceux qui ont confiance dans les élus sur le terrain de la compétence qu'ils leur reconnaissent mais tout autant chez ceux qui n'ont pas confiance sur le terrain de la distance sociale qu'ils leur reprochent. Dans un cas comme dans l'autre, la fonction même de représentation s'efface derrière soit la professionnalisation de l'élu soit son rôle de porte-parole de certains intérêts sociaux. L'idée d'un débat d'intérêt général tenant compte des contradictions d'intérêts au sein de la société est évacuée au profit d'un mandat plus ou moins impératif.

[5] Luc Rouban, « La méfiance envers les élites politiques ou la démocratie utilitaire », *Cahiers français*, « Les démocraties ingouvernables ? », n° 356, mai-juin 2010, pp. 55-61.

LES DYNAMIQUES DE LA CONFIANCE DANS LES ACTEURS POLITIQUES

Daniel BOY et Jean CHICHE

Le constat d'une baisse de la confiance dans les institutions politiques ainsi que dans les représentants en charge du pouvoir est devenu banal dans la science politique contemporaine. Passant en revue la littérature consacrée à cette question en 2004, Margaret Levi et Laura Stoker[1], rappellent que l'introduction dans les enquêtes électorales de questions relatives à l'appréciation des gouvernants et des systèmes politiques a été faite par D. Stokes au début des années 60. Depuis cette date, les mesures du degré de confiance se sont multipliées dans les grandes enquêtes nationales et internationales d'une part pour évaluer les évolutions sur la longue durée, d'autre part pour rendre compte des différences nationales, enfin pour analyser plus finement les différents types de relations impliquées par la notion de « confiance ». Sans revenir ici dans le détail sur les significations souvent complexes et changeantes de ce terme[2], on s'accorde en tous cas le plus souvent à faire une distinction fondamentale entre la confiance (ou défiance) dirigée vers les institutions (le système politique en général ou l'un de ses composants) et la confiance (ou défiance) envers des personnes (les représentants en charge du pouvoir exécutif, législatif ou judiciaire). Plusieurs auteurs estiment du

[1] Levi (Margaret) and Stoker (Laura), "Political Trust and Trustworthiness", *Annual Review of Political Science*, vol. 3, 2000.

[2] Sur ce point, voir Luhmann (Niklas), « Confiance et familiarité : problèmes et alternatives », *Réseaux*, « La confiance », n° 108, 2001 ; *La Confiance : un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, Paris, Economica, Études sociologiques, 2006.

reste que la confiance à l'égard des institutions est un mécanisme beaucoup plus complexe que la confiance à l'égard des personnes[3]. La raison de cette différence serait que la confiance repose principalement sur des relations entre humains alors que les institutions sont des entités abstraites « habitées » par des personnes que nous ne connaissons nullement et dont l'évaluation est donc particulièrement difficile. Si cette thèse peut sembler raisonnable, on peut cependant s'interroger sur les ressorts profonds de la confiance dans les acteurs politiques. Hors le cas très restreint des élus locaux, qu'une petite partie des électeurs côtoie de façon épisodique, la confiance dans les acteurs politiques repose nécessairement sur des informations de seconde main : réputation, échos dans la presse locale ou nationale, informations glanées sur le web, etc. De plus, la spécificité nationale des acteurs politiques rend malaisées les comparaisons internationales qui abondent dans les études centrées sur la confiance. Cette raison explique peut-être que, bien qu'en théorie plus simple à comprendre, la confiance dans les acteurs politiques ne fasse pas l'objet d'une attention aussi développée que la confiance dans les institutions. Pourtant, entre deux échéances électorales et plus encore lors des périodes électorales, les courbes de confiance des différents acteurs politiques sont régulièrement publiées et commentées par les médias sans qu'il soit toujours facile de comprendre quel type de confiance est en question. À la lecture de ces courbes, comprendre ce qui motive les gains ou les pertes de confiance des acteurs politiques est donc un enjeu décisif pour la science politique.

Mais au-delà du cercle des études consacrées à la confiance dans les acteurs politiques, un autre secteur de recherche s'intéresse de près au même problème : celui des études centrées sur l'image des candidats dans les campagnes électorales[4]. Sans doute ces études ne reposent-elles pas prioritairement sur la notion de « confiance ». Elles n'en traitent pas moins de problèmes voisins puisqu'elles se consacrent le plus souvent à la mesure de « qualités » que l'on attribue ou non à des acteurs politiques en situation de

[3] Voir par exemple Hardin (Russel), “Do We Want Trust in Government?”, Mark E. Warren, *Democracy and Trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
[4] Voir en particulier Hacker (Kenneth L.), *Presidential Candidate Images*, Oxford, Rowman and Littlefield Publishers inc., 2004.

campagne électorale[5]. Or ces qualités reposent pour l'essentiel sur la notion de confiance puisqu'elles consistent en jugements portés sur la compétence, l'honnêteté, la proximité avec les électeurs, etc. L'un des problèmes que posent les études de confiance dans les acteurs politiques dans les périodes électorales est celui des gains et pertes de confiance, vraisemblablement liées à la dynamique des images de candidats. Compétence, honnêteté et proximité sont des qualités enviables sur le marché électoral, les candidats s'en disputent le monopole tout au long des campagnes électorales et l'on peut supposer que le résultat de cette bataille, orchestrée par les médias, résulte en gains et/ou pertes du capital de confiance que possède un(e) candidat(e). Qu'est-ce qui motive, du point de vue des électeurs, la stabilité de la confiance dans les acteurs politiques ou son évolution négative (pertes de confiance) ou positive (gains de confiance) ? La littérature sur ce point n'est pas très abondante. Dans l'un des ouvrages majeurs consacrés aux images des candidats, Carolyn Funk[6] analyse les conséquences d'un « scandale » dans lequel un responsable politique est impliqué. Sans examiner ce cas extrême, il est clair que des événements précédant la campagne électorale ou situés dans cette même campagne peuvent affecter l'image des responsables politiques et, partant, le degré de confiance dont ils bénéficient. Éléments de discours, décisions politiques, comportements, attitudes constituent autant d'éléments de jugements qui peuvent contribuer à confirmer ou à modifier l'image des acteurs politiques et qui, par là-même, confortent ou entament le capital de confiance qu'ils détiennent. Comment s'opèrent ces transformations ? Certains électeurs sont-ils plus enclins à réviser leurs jugements ? Quelles relations observe-t-on entre les proximités politiques et la propension à perdre ou gagner confiance dans un acteur politique ? C'est à ce type de question que nous allons chercher à répondre ici.

[5] Pour un exemple récent, voir Boy (Daniel) et Chiche (Jean), « L'image des candidats dans le temps de la décision électorales », Pascal Perrineau (dir.), *Le Vote de rupture : les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, Chroniques électorales, 2008.

[6] Voir Funk (Carolyn L.), "When Things Go Sour: Reaction to Scandal", in Kenneth L. Hacker, *Presidential Candidate Images*, Oxford, Rowman and Littlefield Publishers inc., 2004.

Les dynamiques de confiance : constats de base et premières interprétations

Pour mettre en perspective cette étude, il est utile de se référer à une question qui a été posée dans des termes identiques lors de l'enquête postélectorale du CEVIPOF en 1988 et dans la dernière vague du Baromètre de la confiance du CEVIPOF :

Tableau 2. Quand vous pensez à la politique,
pouvez-vous me dire ce que vous éprouvez d'abord… ?

	1988	**2011**	Évolution
De l'intérêt	20	15	-5
De la méfiance	29	39	10
De l'enthousiasme	1	0	-1
De l'ennui	10	12	1
Du respect	6	2	-5
Du dégoût	4	23	19
De l'espoir	22	6	-16
De la peur	3	2	-1
Sans réponse	4	1	-3
Total	100 (3847)	100 (1501)	0

Les évolutions notées dans ce tableau donnent la mesure du discrédit qui frappe la politique aujourd'hui en référence à la situation mesurée il y a plus de vingt ans : baisse de l'espoir (- 16 points de pourcentage), de l'intérêt (- 5), du respect (- 5) et, à l'inverse, augmentation du dégoût (+ 19) et de la méfiance (+ 10).

Cet état d'esprit se reflète dans les trois séries de questions que nous allons utiliser plus spécifiquement ici pour traiter du problème de la confiance dans des personnalités politiques.

La première est une simple mesure de confiance dans laquelle la personne interrogée attribue une note de confiance (de 1 à 10) à une série de personnalités politiques.

La seconde ajoute à la notion de confiance un aspect dynamique permettant d'évaluer les gains et pertes de confiance. La troisième, de type « ouvert », permet de commenter librement les raisons d'une perte ou d'un gain de confiance :

1) Quand vous pensez à chacune des personnalités suivantes, êtes-vous plutôt défiant ou plutôt confiant vis-à-vis de lui/d'elle ? (notes de 1 à 10)

2) Voici un certain nombre d'hommes ou de femmes politiques (Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal, François Bayrou, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, François Fillon, Marine Le Pen, Eva Joly). Pour chacun(e) d'entre eux (elles) :

Vous n'avez jamais eu confiance en lui (elle)

Vous n'aviez pas confiance en lui (elle) mais il/elle a gagné votre confiance

Vous avez toujours eu confiance en lui/elle

Vous aviez confiance en lui/elle, mais vous l'avez perdu

3) Qu'est-ce qui vous a conduit à gagner confiance en (REPRISE NOM PERSONNALITÉ) ? Quel événement ?
Qu'est-ce qui vous a conduit à perdre confiance en (REPRISE NOM PERSONNALITÉ) ? Quel événement ?

Tableau 3. L'évolution de la confiance dans huit acteurs politiques : notes moyennes et mesures dynamiques

	Note de confiance moyenne	Vous n'aviez pas confiance en lui (elle) mais il/elle a gagné votre confiance	Vous avez toujours eu confiance en lui/elle	Vous n'avez jamais eu confiance en lui (elle)	Vous aviez confiance en lui/elle, mais vous l'avez perdu	Total
N. Sarkozy	3,7	4	23	51	22	100
S. Royal	3,2	6	13	59	22	100
F. Bayrou	3,7	14	14	52	20	100
F. Fillon	4,6	16	28	45	11	100
M. Aubry	3,9	17	19	55	9	100
D. Strauss-Kahn	5,1	27	28	37	9	100
M. Le Pen	2,9	15	8	75	2	100
E. Joly	3,7	19	19	55	7	100

La lecture de ce premier tableau confirme que, dans notre Baromètre de la confiance, la règle majoritaire est la défiance plus que la confiance : pour la quasi-totalité des acteurs nommés, c'est l'option : « Vous n'avez jamais eu confiance » qui domine. De même les « notes moyennes de confiance » se situent toujours en dessous de la moyenne : seuls D. Strauss-Kahn et F. Fillon dépassent la note 4. Mais si l'exception que constituait, à la date de l'enquête, l'image de D. Strauss-Kahn rappelle la popularité exceptionnelle du candidat potentiel du PS, il est clair qu'elle n'a évidemment plus cours au moment où ces lignes sont écrites[7]. Deuxième fait marquant de ces résultats, les pertes de confiance les plus significatives sont le fait des trois candidats arrivés en tête au premier tour de l'élection présidentielle de 2007, N. Sarkozy, S. Royal et F. Bayrou. Ces pertes de confiance sont du même ordre de grandeur pour ces trois personnalités politiques, autour de 20 % et celle qui concerne le président sortant, 22 %, est à peine supérieure à celle de ses deux principaux challengers de 2007.

Ces itinéraires de confiance sont-ils en relation avec des caractéristiques sociodémographiques spécifiques ? Pour le vérifier, on a trié les deux variables retraçant les évolutions de confiance de N. Sarkozy et S. Royal par

[7] Juillet 2011.

les données sociodémographiques présentes dans l'enquête (genre, âge, profession etc.). Les tableaux 2 et 3 donnent les résultats de ces analyses pour deux variables que l'on pouvait imaginer déterminantes[8] : le niveau d'études et le revenu du foyer[9].

Tableau 4. Itinéraires de confiance de N. Sarkozy selon le diplôme et le revenu subjectif du foyer

Confiance dans N. Sarkozy	Quel est le diplôme le plus élevé que vous ayez obtenu ?					Ensemble
	Sans diplôme / BEPC	CAP / BEP	Baccalauréat	Bac +2 (DEUG, DUT, BTS)	Supérieur à Bac +2	
Vous n'aviez pas confiance en lui mais il a gagné votre confiance	5	3	5	10	6	5
Vous avez toujours eu confiance en lui	18	22	22	18	26	22
Vous n'avez jamais eu confiance en lui	55	53	49	49	47	51
Vous aviez confiance en lui mais vous l'avez perdue	22	22	24	23	21	22
	100	100	100	100	100	100

Confiance dans : N. Sarkozy	Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre ménage ?				Ensemble
	Très difficilement	Difficilement	Facilement	Très facilement	
Vous n'aviez pas confiance en lui mais il a gagné votre confiance	3	5	5	5	5
Vous avez toujours eu confiance en lui	11	18	30	49	22
Vous n'avez jamais eu confiance en lui	67	51	47	24	51
Vous aviez confiance en lui mais vous l'avez perdue	18	26	18	22	22
Total	100	100	100	100	100

[8] Les tris selon le genre et l'âge n'ont pas donné de résultats significatifs.

[9] Il s'agit ici d'un indicateur subjectif de revenu mesuré par la question suivante : Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre ménage ? (Très difficilement, Difficilement, Facilement, Très facilement).

Tableau 5. Itinéraires de confiance de S. Royal selon le diplôme
et le revenu subjectif du foyer

Confiance dans : S. Royal	Quel est le diplôme le plus élevé que vous ayez obtenu ?					Ensemble
	Sans diplôme / BEPC	CAP / BEP	Baccalauréat	Bac +2 (DEUG, DUT, BTS)	Supérieur à Bac +2	
Vous n'aviez pas confiance en elle mais elle a gagné votre confiance	7	5	5	5	6	6
Vous avez toujours eu confiance en elle	12	17	14	14	10	14
Vous n'avez jamais eu confiance en elle	66	58	64	63	57	60
Vous aviez confiance en elle, mais vous l'avez perdue	16	20	18	18	26	20
	100	100	100	100	100	100

Confiance dans : S. Royal	Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre ménage ?				Ensemble
	Très difficilement	Difficilement	Facilement	Très facilement	
Vous n'aviez pas confiance en elle mais elle a gagné votre confiance	5	6	5	3	6
Vous avez toujours eu confiance en elle	16	15	11	3	14
Vous n'avez jamais eu confiance en elle	57	58	65	76	60
Vous aviez confiance en elle, mais vous l'avez perdue	22	21	19	19	20
Total	100	100	100	100	100

Au total, il apparaît que les relations entre capital culturel et économique d'une part et itinéraires de confiance de l'autre ne sont pas très déterminantes. Dans le cas de N. Sarkozy, les gains et pertes de confiance sont équivalents quel que soit le diplôme. Les pertes sont légèrement plus élevées parmi ceux qui s'en sortent « difficilement » avec les revenus du foyer, mais non par ceux qui s'en sortent « très difficilement ».

Le cas de S. Royal ne diffère pas fondamentalement du précédent puisque la seule relation observée, très modeste, concerne les diplômés de l'université, un peu plus nombreux à déclarer avoir « perdu confiance » (26 % pour 20 % en moyenne).

Dans un deuxième temps, on a recherché dans quelle mesure les itinéraires de confiance pouvaient être en relation avec les caractéristiques politiques et en particulier avec les votes déclarés lors de l'élection présidentielle de 2007. Pour simplifier les analyses, nous les avons centrées sur les deux candidats sélectionnés pour le second tour, N. Sarkozy et S. Royal.

Tableau 6. Itinéraires de confiance de N. Sarkozy selon le vote au second tour de la présidentielle

Confiance dans : N. Sarkozy	Vote au second tour de la présidentielle 2007			Total
	N. Sarkozy	S. Royal	Abstention, blanc, non inscrit	
Vous n'aviez pas confiance en lui mais il a gagné votre confiance	7	2	6	5
Vous avez toujours eu confiance en lui	46	1	12	22
Vous n'avez jamais eu confiance en lui	10	90	62	51
Vous aviez confiance en lui, mais vous l'avez perdue	38	7	20	22
	100	100	100	100

Tableau 7. Itinéraires de confiance de S. Royal selon le vote au second tour de la présidentielle

Confiance dans : S. Royal	Vote au second tour de la présidentielle 2007			Total
	N. Sarkozy	S. Royal	Abstention, blanc, non inscrit	
Vous n'aviez pas confiance en elle mais il/elle a gagné votre confiance	3	9	5	6
Vous avez toujours eu confiance elle	3	27	12	14
Vous n'avez jamais eu confiance en elle	88	22	69	60
Vous aviez confiance en elle, mais vous l'avez perdue	6	42	13	20
	100	100	100	100

Dans les deux cas, la perte de confiance est maximale parmi ceux qui déclarent avoir voté pour le candidat en question[10]. On peut interpréter ce

[10] On vérifie la même règle dans le cas des votants en faveur de F. Bayrou au premier tour de la présidentielle : parmi eux, 43 % indiquent « avoir perdu confiance » contre 20 % en moyenne.

résultat en pensant que le vote en faveur d'un candidat suppose un investissement de confiance, et que la déception qui suit est fonction de cet investissement. Cet investissement de confiance est-il le même pour tous les électeurs, c'est-à-dire quel que soient les attachements partisans ? On peut faire l'hypothèse que le fait d'être proche du parti du candidat choisi préservera de la déception, alors qu'un éloignement partisan maximisera la déception. Pour vérifier cette hypothèse, nous avons différencié les itinéraires de confiance à l'égard des candidats pour lesquels les électeurs ont voté au second tour, selon les proximités partisanes.

Tableau 8. Itinéraires de confiance de N. Sarkozy parmi ceux qui ont voté pour lui au second tour, selon les proximités partisanes

	Vote pour N. Sarkozy au 2e tour et proche de :					
Confiance dans : N. Sarkozy	Aucun parti	Gauche ou Écologiste	Centre	UMP	Extrême Droite	Ensemble
Vous n'aviez pas confiance en lui (elle) mais il/elle a gagné votre confiance	10	11	8	8	1	7
Vous avez toujours eu confiance en lui (elle)	21	23	35	69	25	46
Vous n'avez jamais eu confiance en lui (elle)	17	9	12	2	20	10
Vous aviez confiance en lui/elle, mais vous l'avez perdue	53	57	46	21	54	38
Total	100	100	100	100	100	100
N=	(126)	(35)	(52)	(284)	(101)	(598)

Tableau 9. Itinéraires de confiance de S. Royal parmi ceux qui ont voté pour elle au second tour, selon les proximités partisanes

	Vote S. Royal au 2e tour et proche de :						
	Aucun parti	Extrême Gauche PC	PS MRG	Ecologiste	Centre	UMP Exd	Ensemble
Vous n'aviez pas confiance en lui (elle) mais il/elle a gagné votre confiance	7	10	10	3	23	*	9
Vous avez toujours eu confiance en lui (elle)	22	35	32	18	4	*	27
Vous n'avez jamais eu confiance en lui (elle)	44	17	13	31	15	*	22
Vous aviez confiance en lui/elle, mais vous l'avez perdue	27	38	46	48	58	*	42
Total	100	100	100	100	100	*	100
N=	(86)	(77)	(242)	(88)	(26)	(9)	(528)

La lecture des tableaux 6 et 7 indique que notre hypothèse se vérifie bien dans le cas du vote en faveur de N. Sarkozy : parmi ses électeurs du second tour qui se déclarent « proches de l'UMP », 69 % continuent à lui faire confiance (contre 46 % en moyenne). Inversement 54 % de ses électeurs du second tour qui se déclarent « proches de l'extrême droite » ont perdu confiance en lui.

Mais cette règle ne s'applique pas dans le cas de S. Royal : quelles que soient les proximités partisanes, y compris lorsqu'il s'agit d'une proximité à l'égard du Parti socialiste, le pourcentage d'électeurs ayant perdu confiance est du même ordre.

Pour expliciter le sens des itinéraires de confiance, nous avons en second lieu considéré les résultats de la question ouverte posée aux personnes ayant déclaré qu'elles avaient « perdu confiance » : *« Qu'est-ce qui vous a conduit à perdre confiance en (REPRISE NOM PERSONNALITÉ) ? Quel événement ? ».* Dans le cas de N. Sarkozy, 266 personnes interrogées fournissent une réponse explicite, prise en note dans son intégralité par l'enquêteur. Compte tenu de ce faible effectif, nous avons procédé à un codage manuel de ces réponses. L'ensemble de ces textes peut être regroupé en trois catégories signifiantes auxquelles s'ajoute un groupe de réponses inclassables ou dépourvues d'information (par exemple : « tout » ou « ne sait pas »).

La première catégorie concerne des réponses où figure explicitement le mot de « promesses », et qui reprochent à N. Sarkozy de n'avoir pas tenu ses engagements.

La seconde comprend des commentaires sur le manque de justice sociale ou sur la dégradation du pouvoir d'achat.

La troisième regroupe des critiques sur le style du président, son manque de tenue dans la fonction ou son mode de gouvernance jugé trop personnel et parfois désordonné.

Tableau 10. Réponses à la question ouverte *Qu'est-ce qui vous a conduit à perdre confiance en N. Sarkozy ?*

	Effectifs	%
Promesses	77	29
Injustice, inégalités	62	23
Style	88	33
Autres, inclassables	39	15
Total	266	100

Au total, ces trois catégories ont des fréquences assez proches. Mais une analyse de ces résultats en fonction d'une série de variables socio-démographiques et politiques montre que deux types de réponses s'opposent :

Les reproches centrés sur les promesses non tenues (29 % en moyenne) sont en général plus fréquents parmi les classes populaires (39 % chez les ouvriers), les faibles niveaux d'études (47 % en niveau CAP BEP), les répondants « Pas du tout intéressés par la politique » (44 %).

À l'inverse, les critiques concernant le « style » (33 % en moyenne) sont plus fréquentes parmi les diplômés (49 % pour le niveau supérieur à bac + 2), les personnes âgées (52 % parmi les 65 ans et plus), parmi ceux qui s'intéressent « beaucoup » à la politique (46 %) ou encore parmi qui estiment « qu'en règle générale les dirigeants politiques français sont honnêtes » (60 %).

Les réponses qui mentionnent le problème de la justice sociale ou des inégalités se distribuent de façon à peu près équivalentes dans les différents groupes sociodémographiques ou politiques.

Les dynamiques de confiance : analyse structurelle

Afin de saisir dans une même analyse les similitudes et les oppositions de toutes les dynamiques de confiances politiques des personnalités testées dans le questionnaire, nous avons recouru à l'analyse des correspondances

multiples (ACM)[11]. Y a-t-il une ou des dimensions distinctes de la confiance accordée ou retirée aux hommes ou femmes politiques potentiellement candidats à l'élection présidentielle ? Peux-t-on envisager un espace de la confiance politique structuré selon ces dimensions ?

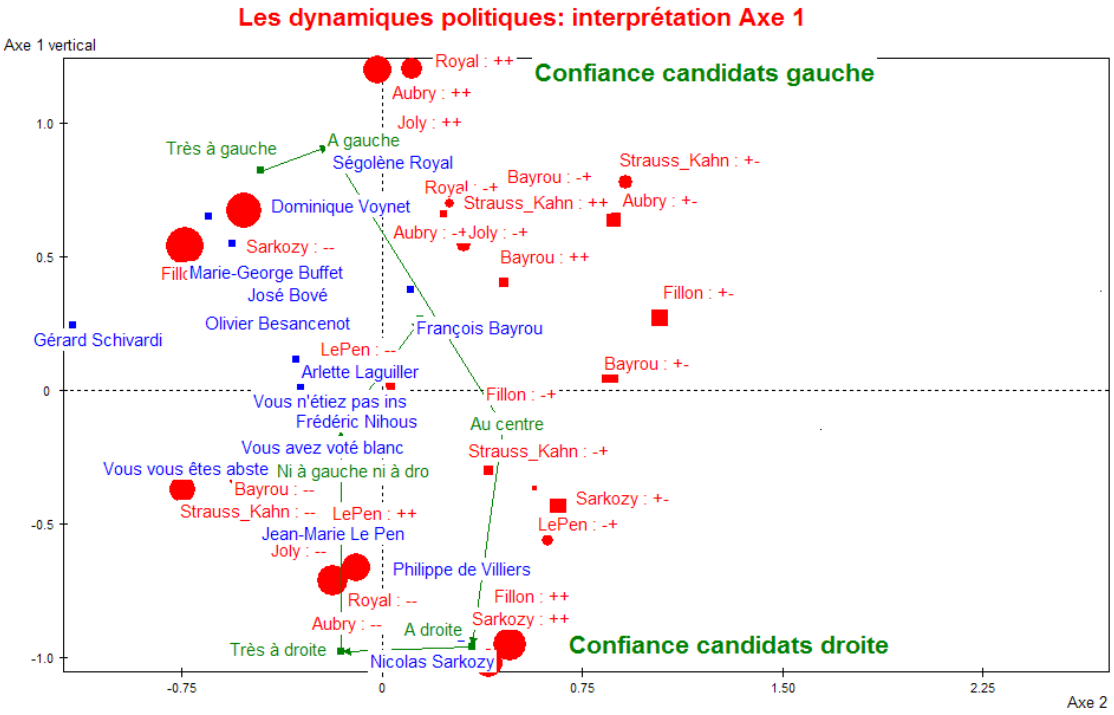
Ici les analyses ne seront plus limitées comme dans la première partie de cette étude aux itinéraires de confiance des principaux candidats de l'élection présidentielle de 2007 mais à la série complète des huit personnalités dont on a testé le capital de confiance. Le tableau soumis à l'analyse est donc constitué en lignes des 1501 individus ayant répondu à notre enquête et en colonnes des huit questions de dynamique de confiance. Chaque question comporte quatre modalités de réponses, le tableau analysé aura donc 32 variables actives. Nous y avons adjoint des questions d'ordre socio-démographique, d'orientation politique, et de contexte sur la politique en général.

Les huit personnalités testées sont : M. Aubry, S. Royal, D. Strauss-Kahn, E. Joly, F. Bayrou, F. Fillon, N. Sarkozy et M. Le Pen. Sur les plans factoriels de l'ACM suivants, les itinéraires de confiance peuvent être repérés à partir des codes qui indiquent le positionnement d'un acteur politique et le sens de son itinéraire de confiance comme dans les exemples suivants :

Vous n'aviez pas confiance en lui (elle) mais il/elle a gagné votre confiance	Sarkozy - +	Royal - +	Etc.
Vous avez toujours eu confiance en lui (elle)	Sarkozy + +	Royal + +	
Vous n'avez jamais eu confiance en lui (elle)	Sarkozy - -	Royal - -	
Vous aviez confiance en lui (elle), mais vous l'avez perdu	Sarkozy + -	Royal + -	

[11] Nous avons utilisé l'ACM spécifique qui permets de neutraliser les modalités de non intérêt comme les sans réponses quand elles ont un faible effectif. Chiche, Jean, Le Roux, Brigitte [2010]. Développements récents en analyse géométrique des données, *Modulad* N°42, http://www-rocq.inria.fr/axis/modulad/.

Graphique 1. Axe 1 : représentation des variables



Le premier facteur a une valeur propre associée de 0,352, ce qui représente, en taux modifié, 55% de l'inertie totale du nuage[12].

Cet axe, – voir graphique 1 – oppose les répondants les plus confiants dans les personnalités de la droite de gouvernement – N. Sarkozy, F. Fillon -, défiants dans les hommes ou femmes de gauche – S. Royal, M. Aubry, E. Joly et dans une moindre mesure D. Strauss-Kahn, aux Français qui ont toujours eu confiance en S. Royal, M. Aubry ou D. Strauss-Kahn et qui ont toujours été défiants à l'égard des personnalités de droite. Les « toujours confiants » en M. Le Pen se situent près des répondants confiants dans les hommes de droite.

La projection sur cet axe de l'échelle politique (en variable illustrative) démontre qu'il est clairement structuré par la dimension gauche-droite. Les positions « très à gauche » et « à gauche » sont proches l'une de l'autre comme sont proches les positions extrême-droite et droite. Ces deux pôles s'opposent en haut et en bas de l'axe et sont totalement corrélés aux confiants de gauche (défiants

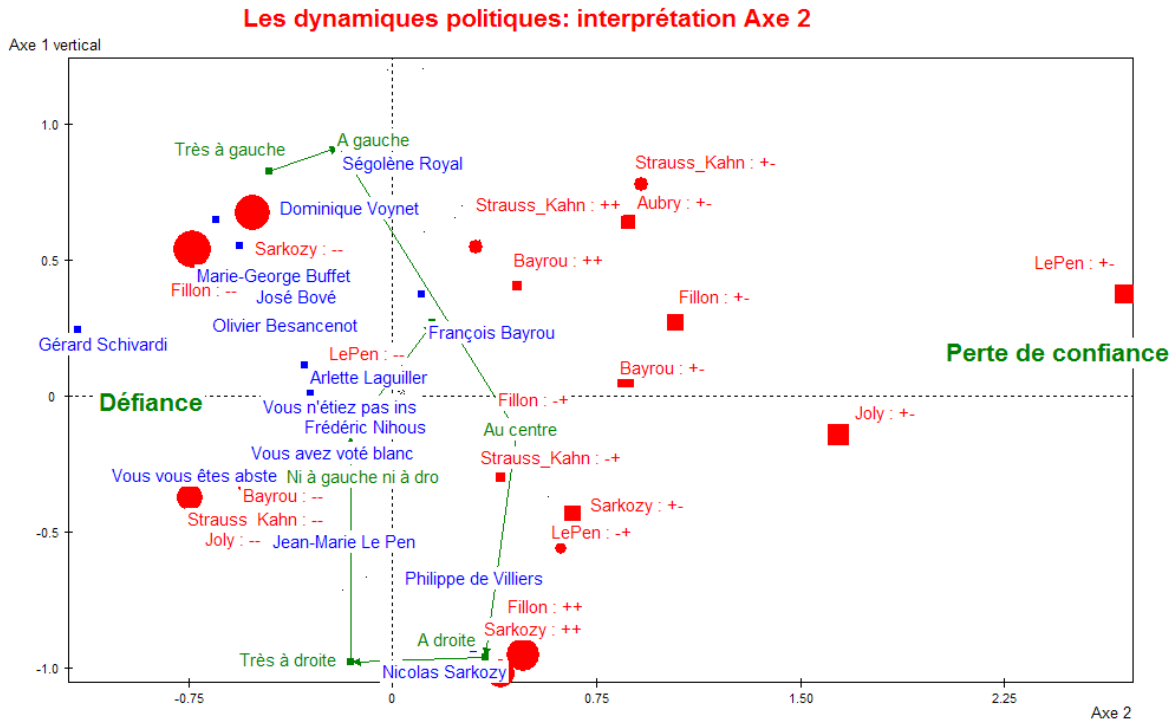
[12] Soit 55% de l'information du tableau analysé.

de droite) face aux confiants de droite (défiants de gauche). Les « ni gauche, ni droite » sont projetées à faible distance des positions « droite » et « extrême droite ». Les « toujours confiants » en M. Le Pen sont bien caractérisés par ce refus de se positionner sur l'échelle gauche-droite.

La position « centre » de l'échelle est projetée très près du centre du nuage et donc en position intermédiaire. La confiance gagnée par D. Strauss Kahn et F. Fillon est corrélée au centre.

La confiance perdue pour N. Sarkozy est très proche et très corrélée à la confiance gagnée par M Le Pen. N. Sarkozy semble avoir perdu l'électorat lepéniste qu'il avait conquis en 2007 et qui lui avait assurée sa victoire à l'élection. La projection du vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2007 est conforme aux deux pôles décrits.

Graphique 2. Axe 2 : représentation des variables

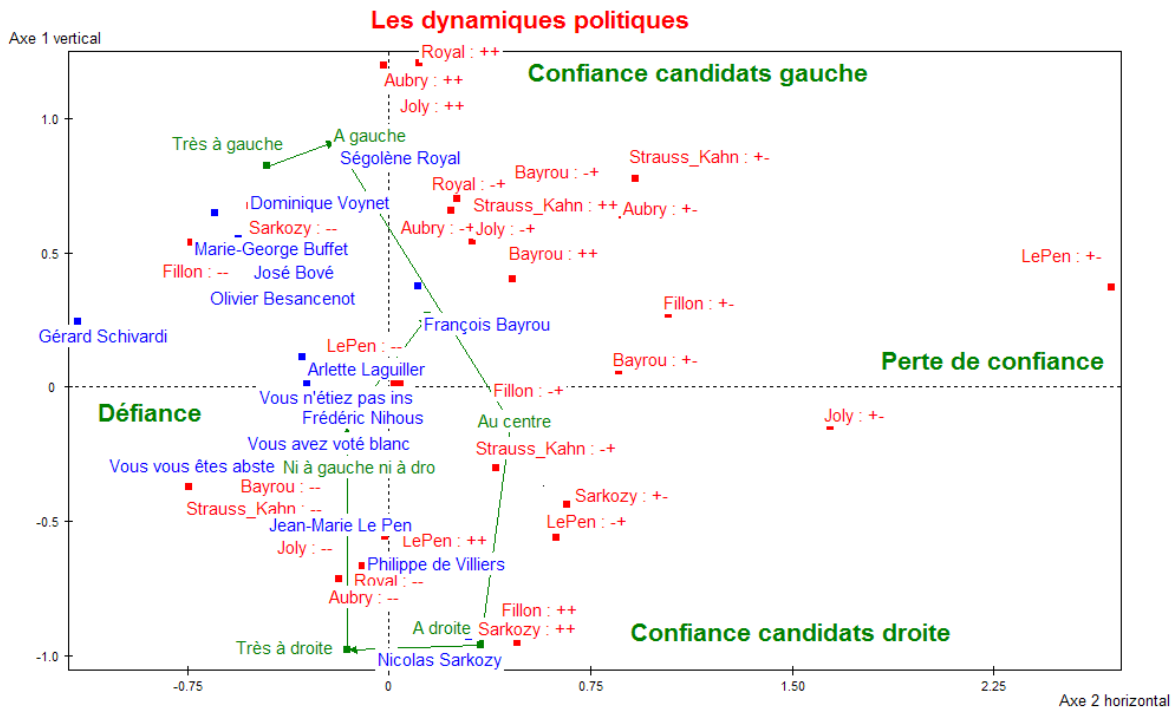


Le second facteur a une valeur propre de 0,242, ce que représente 18% de l'inertie du nuage. (Voir graphique 2). Il oppose la défiance

systématique (la réponse « jamais eu confiance » dans les personnalités) à la confiance perdue (la réponse « perdu confiance » dans les personnalités). C'est pour l'essentiel la défiance dans l'exécutif – N. Sarkozy, F. Fillon – qui structure cet axe. On notera toutefois que la défiance en D. Strauss-Kahn, F. Bayrou ou E. Joly sont projetés du même côté de l'axe indiquant une proximité dans le rejet. La projection du vote au premier tour de la présidentielle de 2007 comme de l'échelle gauche-droite en variables illustratives permettent de caractériser le rejet de l'exécutif comme un pôle de répondants de gauche, c'est-à-dire ayant voté pour un ou une candidate de gauche en 2007. Le pôle des défiants des candidats réformiste, centriste ou écologiste est de son côté caractérisé par des individus plus abstentionnistes ou « ni gauche ni droite ».

La partie opposée de l'axe représente les pertes de confiance dans M. Le Pen, E. Joly, puis dans les personnalités de gauche et de droite. Aucune variable illustrative testée ne rend compte de ces pertes de confiance.

Graphique 3. Plan 1-2 : représentations des variables



Le plan 1-2, graphique 3, présente la double opposition que nous avons explicitée au facteur 1 et 2. D'une part entre la confiance dans les

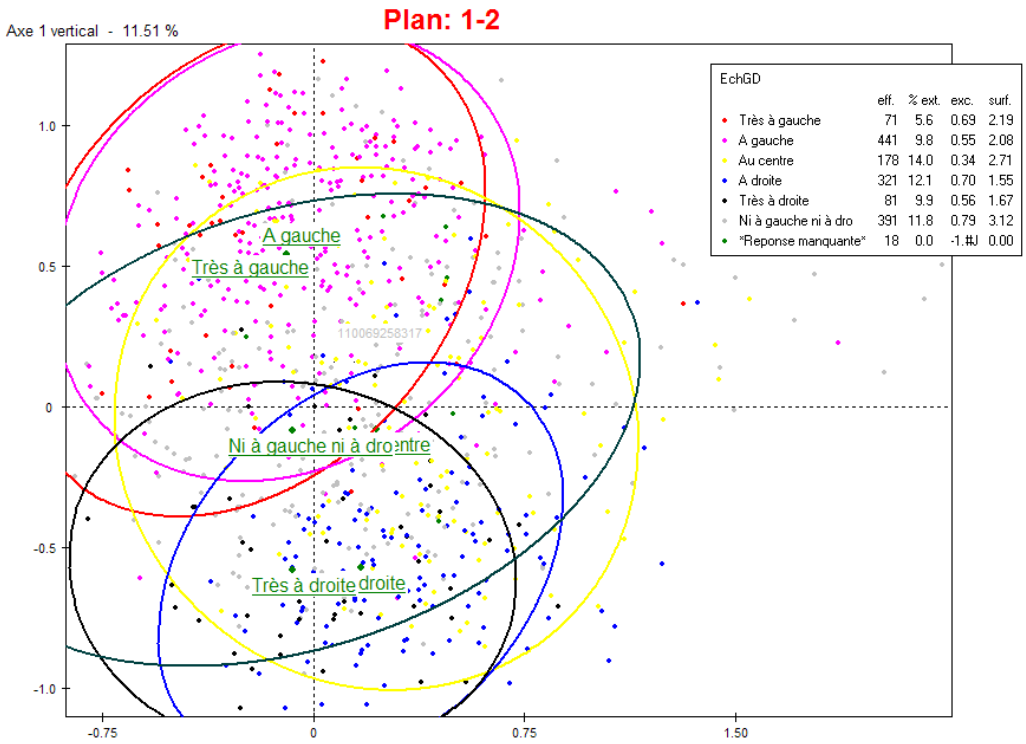
personnalités de gauche opposée à la confiance dans les personnalités de droite et d'autre part l'opposition entre défiance et perte de confiance.

Les niveaux de revenus par unités de consommation sont bien corrélés au facteur 1, en revanche les variables socio-démographiques ou culturelles classiques (sexe, âge, CSP, diplôme) ne sont pas corrélés aux facteurs.

Ce plan est donc avant tout d'ordre politique. C'est l'axe gauche-droite et le vote antérieur qui structurent les deux dimensions.

Le graphique 4 représente le nuage des individus dans ce plan structuré par l'échelle gauche-droite. Nous avons tracé les ellipses de concentrations de chacune des positions de l'échelle.

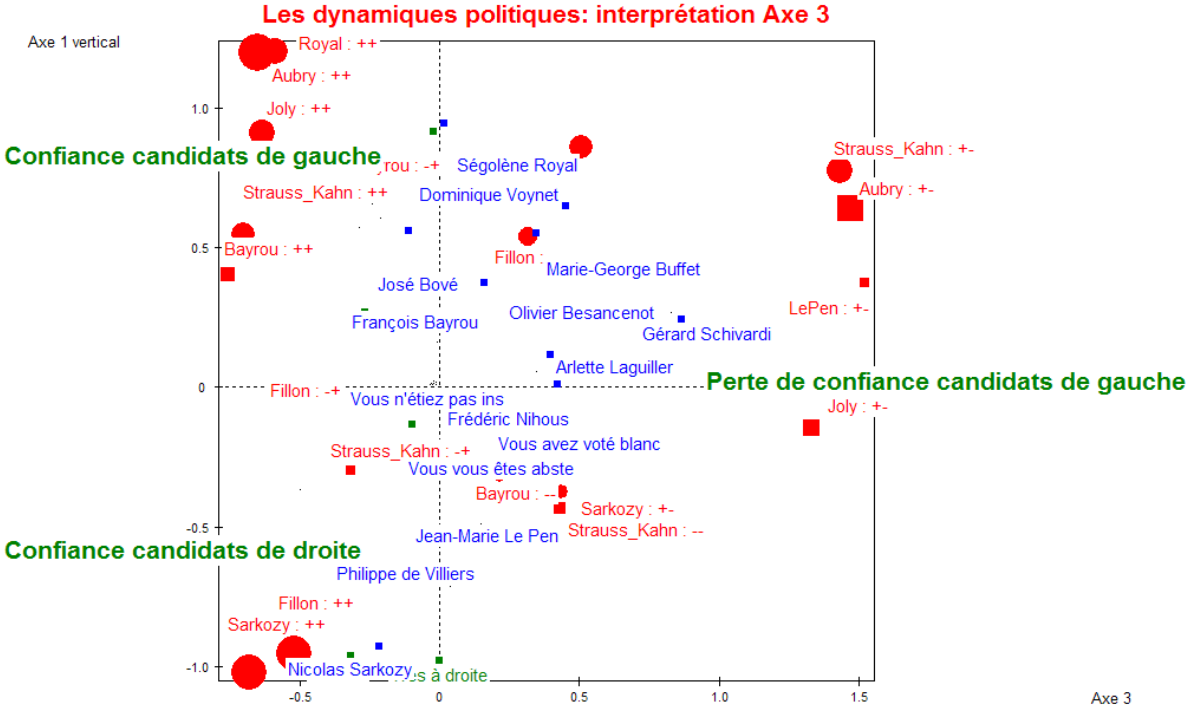
Graphique 4. Nuage des individus et ellipses de concentration des positions sur l'échelle gauche-droite[13]



Ce graphique montre à la fois une grande variance des positions individuelles et une vraie coupure entre gauche, droite et « ni gauche ni droite » ainsi que centre quasi confondus. Les ellipses des sympathisants de droite et d'extrême droite sont proches mais ont des zones d'intersection non nulles, tandis que les ellipses des sympathisants de gauche et d'extrême gauche sont quasi confondues indiquant de fortes ressemblances entre les individus dont elles sont les indicatrices. Les ellipses du centre et des ninistes sont très larges, transcendant les frontières politiques et mordent très largement sur les ellipses de gauche et de droite.

[13] Sur la méthode des ellipses voir les aspects mathématiques dans J Chiche, B Le Roux art cité supra.
Légende des ellipses **Eff** = Effectif de chaque classe. Ici les positions de l'échelle gauche-droite, **% ext** = pourcentage de points extérieurs à l'ellipse. Nombre d »'individus s'étant situé sur une position de l'échelle ne sont pas inclus dans l'échelle **Ext** = Coefficient d'excentricité de l'ellipse. Plus le coefficient est proche de 1, plus l'ellipse a une forme allongée et est bien expliquée dans le plan factoriel, **Surf**= surface de l'ellipse. Indicateur d'étendue. Plus la surface est importante, plus les individus qu'elle englobe sont éparpillés.

Graphique 5. Plan 1-3 : représentations des variables

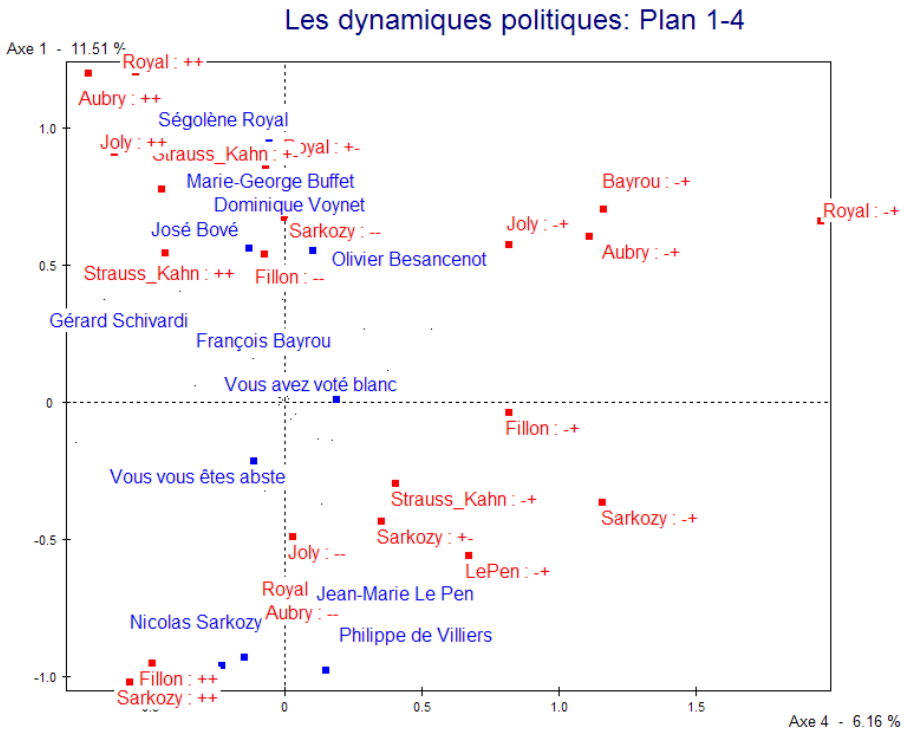


Le troisième facteur (voir graphique 5) dont la valeur propre associée est égale à de 0,201 représente 9,2% de l'inertie du nuage. Cet axe est celui de la perte de confiance dans les candidats de gauche D. Strauss-Kahn, M. Aubry, E. Joly. Ces pertes de confiance sont essentiellement corrélées aux électorats de gauche au premier tour de la présidentielle de 2007. Ces électeurs semblent peu convaincus par les personnalités en position d'être candidats à la prochaine élection de 2012.

Ce pôle de la confiance perdue à gauche s'oppose au pôle de la confiance conservée aux mêmes personnalités de gauche. Il y a donc un clivage dans l'électorat de gauche et durant la campagne électorale la construction des images de ceux ou celles qui seront effectivement candidats sera essentielle pour (re) gagner ces électeurs défiants. Il faut encore noter que cette perte de confiance est liée à des votes d'extrême gauche lors de l'élection présidentielle de 2007 : les votes en faveur de M.-G. Buffet, G. Schivardi, O. Besancenot et A. Laguiller sont tous positionnés du côté de l'axe exprimant la perte de confiance dans la gauche.

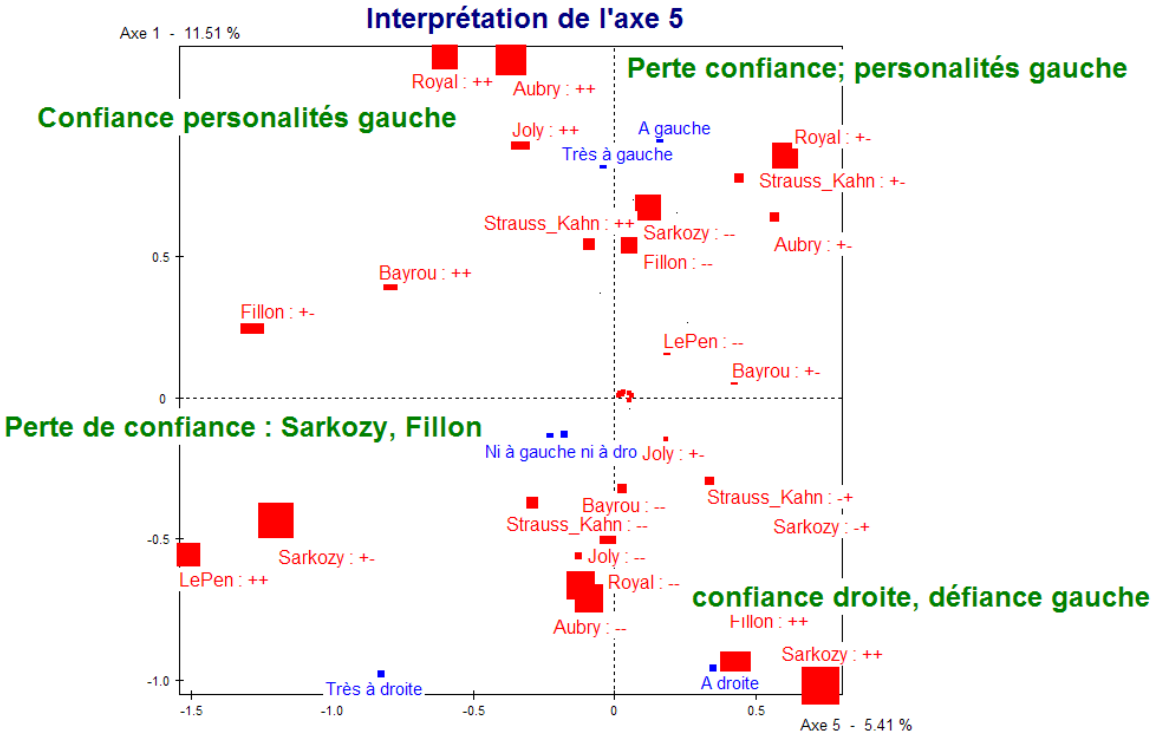
Reste enfin sur ce même axe la confiance perdue en M. Le Pen, modalité dont l'effectif est très faible, qui se projette aussi sur le pôle des confiances perdues à gauche. Ce positionnement élargit le sens de cette perte de confiance en lui donnant la signification, plus large, d'une perte de confiance dans l'opposition au pouvoir en place.

Graphique 6. Les dynamiques de confiance dans le plan 1-4



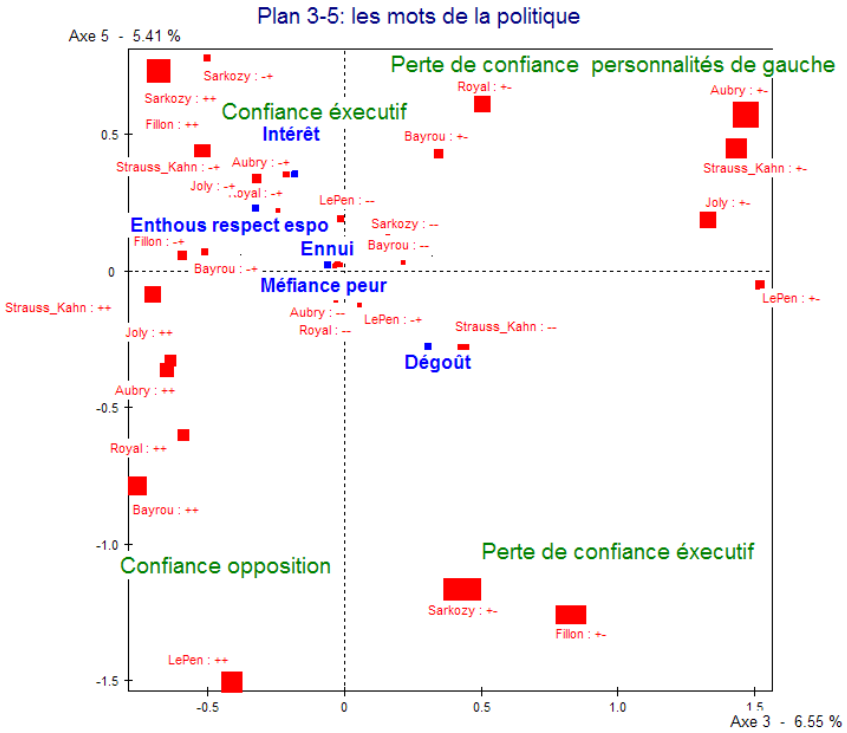
Le quatrième facteur (voir graphique 6), avec une valeur propre de 0,188 représente 7,2% de l'information du tableau analysé. Il met en évidence les confiances gagnées par S. Royal, F. Bayrou, M. Aubry et dans une moindre mesure E. Joly et F. Fillon. On notera que N. Sarkozy, M. Le Pen et D. Strauss-Kahn ne sont pas déterminants dans la construction de ce facteur. Ces gains de confiance s'opposent à toutes les autres dynamiques de confiance.

Graphique 7. Plan 1-5 : interprétation de l'axe 5



Le cinquième facteur, graphique 7, même s'il ne représente que 4,2% de la variance, est intéressant, dans la mesure où il complète utilement l'analyse. Cet axe est celui de la confiance perdue dans l'exécutif. Les contributions des modalités des confiances perdues de N. Sarkozy et F. Fillon sont très élevées, respectivement 22,36 et 17,83. Cette perte de confiance est corrélée avec la confiance maintenue aux candidats de gauche et à M. Le Pen. Ce pôle est opposé à un pôle de défiants ou de confiance perdue dans les personnalités de gauche, confiants dans l'exécutif.

Graphique 8. Dynamiques de confiance et mots évoqués par la politique dans le plan 3-5



Le graphique 8 montre le plan 3-5. Il met en évidence quatre classes importantes d'électeurs.

La confiance maintenue dans l'exécutif, la confiance dans les personnalités de gauche et dans M. Le Pen, la confiance perdue dans l'exécutif et la perte de confiance dans les candidats de gauche.

Le sentiment éprouvé par les personnes interrogées à l'égard de la politique, mesuré à partir de la question des mots caractérisant la politique est bien corrélé à ce plan (voir le graphique 9). C'est le seul espace factoriel dans lequel les mots sont hiérarchisés du plus négatif au plus positif. Intérêt, enthousiasme, espoir[14] sont projetés avec la confiance maintenue dans l'exécutif. Ennui et méfiance sont neutres – projetés au centre du nuage –. Le dégoût est projeté avec la classe caractérisée par la perte de confiance dans l'exécutif.

[14] Pour simplifier la représentation des mots associés à la politique, nous avons regroupé dans une même catégorie les mentions positives « intérêt » « enthousiasme » et « espoir », et dans une autre catégorie les mots « méfiance » et « peur ».

Conclusion

Deux perspectives différentes ont été successivement adoptées dans cette étude, menant à des conclusions qui ne sont pas directement comparables. Dans la première partie, nous avons centré la recherche sur les candidats qui, en 2007, ont été des personnalités politiques de premier plan à la fois lors en raison de leur notoriété dans la campagne électorale – confirmée par les sondages pré-électoraux – et à cause de leurs résultats lors de l'élection elle-même. Le fait de centrer cette partie de notre étude sur ces candidats spécifiques nous a permis de montrer que, paradoxalement, ce sont ces candidats, figurant au premier plan en 2007, qui ont subi la plus forte perte de confiance. Sans doute cette perte s'explique-t-elle facilement dans le cas de N. Sarkozy puisque c'est sans doute moins le candidat de 2007 qui est jugé ici que le président dont la politique est pour partie désavouée. Dans les cas des deux autres candidats de 2007, S. Royal et F. Bayrou, on doit supposer que ce sont leurs qualités (ou défauts de qualités) d'opposant ou d'alternative politique qui sont évalués ici. Dans tous les cas, il semble que, gouvernants ou opposants, ces personnalités politiques ont fait l'objet d'investissements de confiance plus élevés que des personnalités de second plan (en tous cas lors de la campagne de 2007). C'est à l'aune de ces investissements de confiance qu'ils sont jugés aujourd'hui.

Cette première perspective de recherche a aussi permis de remarquer que, au moins dans le cas de N. Sarkozy, les électeurs apparaissent d'autant plus déçus qu'ils n'étaient pas, au moment du vote en sa faveur proches, de sa formation politique, l'UMP. En d'autres termes, un électeur proche de la gauche, du centre ou de l'extrême droite qui, malgré sa proximité partisane, a voté pour le candidat N. Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle a plus fréquemment perdu confiance en lui qu'un électeur proche de l'UMP. Cette règle peut s'interpréter de deux façons, sans doute complémentaires :

> En votant en contradiction avec son appartenance partisane, un électeur se trouve dans une situation de tension ou de pressions croisées qui mène à une plus grande

exigence vis-à-vis du candidat choisi. Que celui-ci déçoive si peu que ce soit, et la confiance fait défaut sans recours.

À l'inverse, la proximité maintenue avec le parti du candidat pour lequel on a voté préserve d'une perte de confiance à son égard.

Dans la deuxième partie de cette recherche le raisonnement s'est fondé sur de plus larges bases : cette fois, c'est l'ensemble des itinéraires de confiance, illustrés par une série de variables sociodémographiques et politiques, qui a été soumis à l'analyse géométrique des données bases différentes. Les résultats, décrits sur une suite de cinq facteurs, sont relativement complexes à interpréter. Sans revenir ici sur le détail de chaque plan factoriel, quelques enseignements ou hypothèses d'interprétation plus larges peuvent être proposées.

Il faut tout d'abord constater que, contrairement à ce qui advient fréquemment lorsque l'on traite des problèmes de confiance, ce n'est pas une opposition globale confiance/défiance qui apparaît en premier lieu mais une confiance/défiance étroitement structurée par une dimension droite/gauche : l'axe oppose sur un pôle des confiances stables dans des acteurs politiques de gauche et des défiances stables dans des candidats de droite et sur l'autre pôle des confiances stables dans des acteurs politiques de droite et des défiances stables dans des candidats de gauche. La structure politique que constitue la dimension gauche/droite n'est donc nullement détruite par la notion de confiance, les deux dimensions se combinent pour constituer les deux pôles du premier axe de cette analyse.

Le second axe est monopolisé par la notion de défiance, qu'il s'agisse d'une défiance stable, ou d'une confiance perdue. Ici le rejet des acteurs politiques est plus systématique puisque la défiance ou la perte de confiance concerne aussi bien des personnalités de gauche que de droite.

Le plan formé par les axes 1 et 2 permet de faire la différence entre une confiance conditionnelle c'est-à-dire de gauche *ou* de droite et une défiance universelle, envers la gauche *et* envers la droite (qu'il s'agisse d'une défiance stable ou d'une confiance perdue).

Le troisième axe permet de décrire une modalité spécifique de la perte de confiance, celle qui concerne les candidats potentiels de la gauche (auxquels s'ajoute la candidate de l'extrême droite). Cette perte de confiance spécifique est associée à un

vote d'extrême gauche en 2007. Cet axe permet donc principalement de mettre en évidence entre une sensibilité d'extrême gauche méfiante à l'égard d'une gauche « modérée ».

Les gains de confiance sont rares, ils n'apparaissent que dans les seuls axes 4 et 5. L'axe 5 permet de décrire une variété spécifique de la confiance que l'on pourrait décrire comme « légitimiste » : il s'agit d'une confiance dans le système qui s'accompagne d'une vision positive de la politique signalée par la proximité des mots « intérêt », « enthousiasme », « respect », « espoir » alors qu'à l'opposé, du côté de la confiance perdue dans le pouvoir en place figure le mot « dégoût ».

Au total, les données socio-démographiques telles que le genre, l'âge, la profession, le niveau d'études ou le revenu du foyer expliquent très peu les itinéraires de confiance. Ce résultat peut surprendre puisque, traditionnellement, la confiance institutionnelle ou interpersonnelle est liée au niveau de bien-être et aux caractéristiques culturelles[15]. Mais il est vrai qu'ici nous mesurons des degrés de confiance envers des personnalités se situant dans un espace politique bien déterminé. Et l'on observe en effet que les dynamiques de confiance sont très fortement liées aux positionnements politiques, et en particulier à la position sur l'échelle gauche-droite. Ces résultats nous rappellent que la confiance (et sa dynamique positive ou négative) est vraisemblablement le produit d'une « image de synthèse » entre les différents qualités (et défauts) attribués à un acteur politique. Or ces images, on l'a montré dans une recherche précédente[16], sont très fortement liées aux proximités idéologiques (choix partisans, échelle gauche-droite). Et les électeurs tendent à préférer un candidat à la fois en fonction de son appartenance à un camp politique et de l'image (aux multiples facettes) qu'il renvoie. De ce point de vue, la « confiance » dans un acteur politique apparaît comme un élément crucial des choix électoraux à venir.

[15] Voir par exemple Inglehart (Ronald), “Trust, well-Being and democracy”, Mark E Warren, *Democracy and Trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

[16] Boy (Daniel) et Chiche (Jean), « L’image des candidats dans le temps de la décision électorales », Pascal Perrineau (dir.), *Le Vote de rupture : les élections présidentielle et législatives d’avril-juin 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, Chroniques électorales, 2008.

LA PRÉCARITÉ : TERREAU DE LA DÉFIANCE VIS-À-VIS DU POLITIQUE ?

Mariette SINEAU[1] et Viviane LE HAY[2]

Cette contribution appréhende la confiance selon une approche sociologique, mais sous un angle peu étudié jusque-là, à savoir la précarité des individus. La montée du « précariat », défini comme l'absence de sécurité dans la vie sociale et professionnelle, a été analysée de près par certains juristes comme Alain Supiot (2010), par des économistes comme Guy Standing (2011) et par des sociologues, dont les plus connus sont Robert Castel (2003 et 1995), Serge Paugam (2000) ou Dominique Schnapper (1994). Par contraste, les travaux des politologues s'intéressant aux effets politiques de la précarité sont assez rares (Cautrès et Brouard, 2006 ; Mayer et Palier, 2007). C'est à combler une telle lacune que nous nous employons ici.

L'interrogation qui fait l'objet de notre recherche se pose avec d'autant plus d'acuité dans le contexte d'une crise qui prend aujourd'hui un tour résolument social et précipite chaque jour davantage les individus dans l'insécurité. L'aggravation actuelle de la précarité est directement liée, en particulier, à la hausse

[1] Centre de recherches politiques de Sciences Po, CNRS – Sciences Po Paris.
[2] Centre Émile Durkheim, CNRS – Sciences Po Bordeaux.

du chômage et plus encore à l'arrivée en fin de droits de nombreux chômeurs qui ne peuvent plus bénéficier d'aucune aide sociale[3]. Elle tient aussi à la multiplication des temps partiels et des contrats à durée déterminée (CDD). Ces derniers, loin de n'affecter que les seuls salariés du secteur privé concernent aussi beaucoup les salariés du secteur public. En 2011, le nombre des contractuels de la fonction publique excédait les 800 000 personnes.

À partir des données du Baromètre de la confiance politique, on s'efforcera, dans ce travail, de répondre aux deux interrogations suivantes. D'une part, on vérifiera l'hypothèse selon laquelle la précarité est un facteur structurant de la défiance, envisagée sous son angle politique mais aussi interpersonnel. D'autre part, on se demandera si la dégradation de la confiance politique qui s'est produite en un an – bien lisible à travers l'évolution des attitudes de la vague 1 à la vague 2 du Baromètre – a été, ou non, plus accentuée chez les précaires que chez les actifs stables. Si tel était le cas, cela indiquerait alors que le vécu d'une précarité exacerbée par la crise a nourri la défiance grandissante des Français envers la politique.

Présentation de l'outil de mesure : l'indice de précarité

Afin de prendre la mesure des effets politiques de l'insécurité professionnelle (chômage, contrat à durée déterminée, temps partiel, etc.), nous avons élaboré un indice de précarité, qui, par définition, ne concerne que les seuls

[3] Pour 2010, le nombre de chômeurs avoisine les 4 millions et celui des chômeurs en fin de droit est évalué à 1 million. Parmi eux, 600 000 personnes n'auront droit à aucune indemnité soit parce que le revenu de leur conjoint les empêche de toucher le Revenu de solidarité active (RSA), soit parce qu'elles n'ont pas cotisé assez longtemps pour bénéficier de l'Allocation spécifique de solidarité (ASS). Ces chiffres s'expliquent en partie par le fait que les critères d'octroi des aides sociales ont été durcis de même que l'indemnisation du chômage.

actifs de l'échantillon du Baromètre de la confiance politique (vague 2), soit 816 personnes sur 1501.

L'outil exclut donc de son champ d'analyse les retraités et ceux qui n'ont jamais été actifs. Cet indice a été construit à partir de quatre questions. Deux d'entre elles se rapportent à la précarité objective. Sont concernés, d'un côté, les individus qui sont au chômage, à la recherche d'un premier emploi ou à temps partiel, de l'autre, ceux qui sont en contrats précaires (CDD, intérim, stage, contrat aidé). Deux autres questions, qui cernent une précarité plus subjective, sélectionnent, d'une part, les individus qui ont le « sentiment de ne pas pouvoir s'en sortir avec les revenus du foyer » et, de l'autre, ceux qui considèrent qu'il y a « beaucoup de risque », pour qu'eux, ou quelqu'un de leur foyer, se retrouvent au chômage.

L'indice ainsi conçu comprend, après regroupement, trois valeurs : la première regroupe les actifs dits « stables » ou « protégés » n'ayant aucun élément de précarité, la deuxième valeur touche les actifs n'offrant qu'un seul élément de précarité et enfin la troisième concerne les « grands précaires », cumulant 2 à 4 attributs (regroupés ici pour des raisons d'effectifs). La répartition des actifs selon les trois positions de l'indice est la suivante : près d'un quart sont des actifs stables, quelque 40 % présentent un seul attribut de précarité et 35 % sont des « grands précaires » qui en totalisent deux ou plus (*Tableau A*).

Tableau A. L'indice de précarité, en 2010

	Effectifs	%
0 attribut	194	24
1 attribut	333	41
2-4 attributs	289	35
TOTAL	816	100

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Le groupe des actifs en situation de grande précarité (2 à 4 attributs) offre sans surprise un profil que l'on peut qualifier de surdéterminé sociologiquement. Les grands précaires sont féminins, jeunes, célibataires, peu diplômés et surreprésentés dans les catégories « employés » et « ouvriers ». Politiquement, les précaires ont tendance à pencher, plus que les actifs stables, du côté de l'extrême droite (*Tableau B*).

Tableau B. Le profil socio-politique des 3 catégories d'actifs : stables, peu précaires, très précaires, en 2010

	Stables	Peu précaires	Très précaires
% de femmes	57	46	73
% de moins de 35 ans	42	30	47
% de célibataires	18	24	24
% de diplômés < Bac	14	34	25
% d'employés	22	29	34
% d'ouvriers	14	30	31
% de vote Le Pen en 2007	9	10	13
% de proximité déclarée avec un parti d'extrême droite	8	12	13
% de très à droite sur l'axe G-D	7	9	14

Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

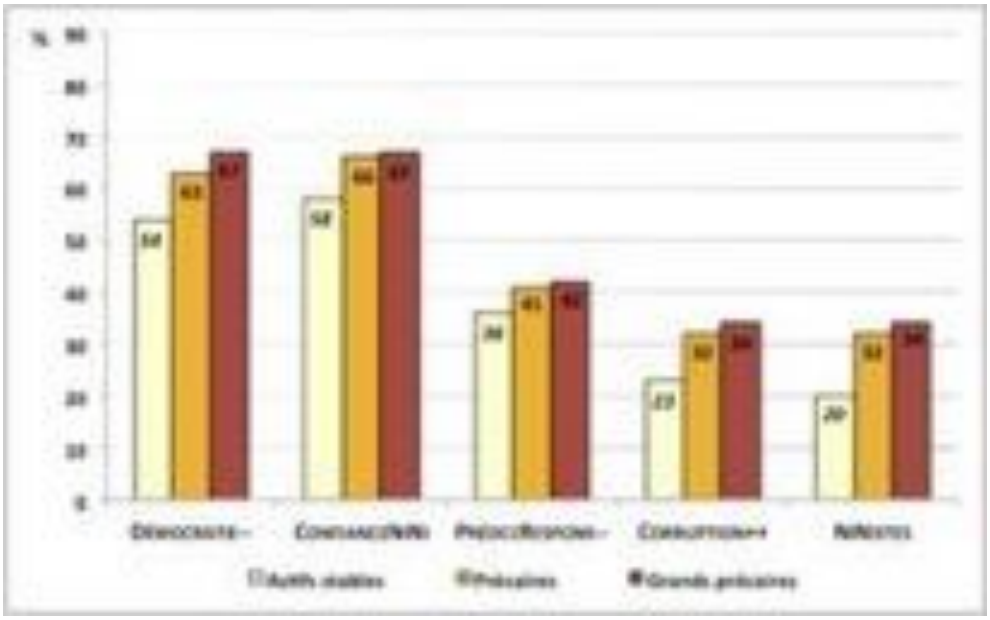
Précarité et défiance, en 2010

À partir de la vague 1 comme de la vague 2 du Baromètre, nous vérifions que la précarité va de pair avec des attitudes de défiance politique. Si l'on examine pour l'instant les seuls résultats de la vague 2, force est de constater que, sur la plupart des indicateurs utilisés, des écarts importants se font jour entre d'un côté les représentations politiques des actifs que nous qualifierons de « stables » et de l'autre les représentations politiques des actifs affectés par un ou

plusieurs attributs de précarité. Souvent supérieurs à 10 points, les écarts avoisinent parfois les 20 points de pourcentage.

Observons tout d'abord que le sentiment général de défiance vis-à-vis de la politique augmente chez les interviewés à mesure qu'ils offrent un ou plusieurs traits de précarité (*Graphe 1*). Ainsi, la proportion de ceux qui considèrent que « la démocratie ne fonctionne pas bien » passe de 54 % chez les actifs stables à 63 % chez ceux qui possèdent un attribut de précarité et à 67 % chez ceux qui en cumulent 2 ou 4. Ainsi encore, la part des interviewés tombant d'accord avec l'idée qu'« il y a plus de corruption qu'avant » passe de moins du quart à plus du tiers, en fonction des degrés de l'indice. Enfin, ceux qu'on pourrait appeler les désabusés de la politique se recrutent en priorité parmi les grands précaires : 67 % d'entre eux (contre 58 % des actifs stables) déclarent ne « faire confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner le pays », quand plus d'un tiers (20 % des stables) se placent en situation de refus des repères traditionnels, ne se situant « ni à gauche ni à droite ». D'ailleurs, les grands précaires sont aussi, proportionnellement, les moins nombreux à croire à l'efficacité du vote pour influencer les décisions (44 % contre 55 % des actifs protégés).

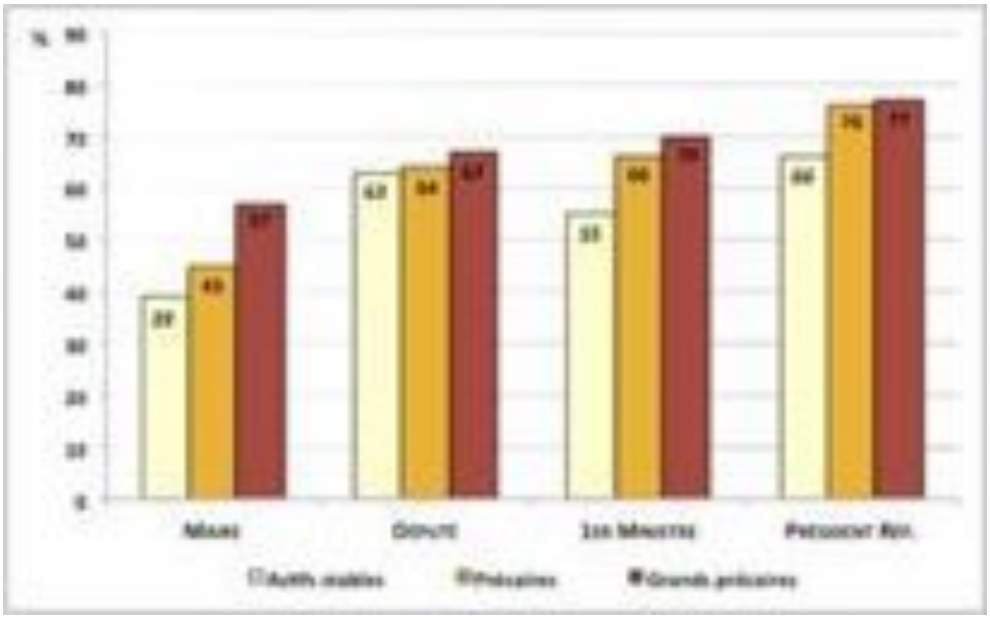
Graphe 1. La défiance générale vis-à-vis de la politique en décembre 2010, selon l'indice de précarité



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Considérons maintenant la défiance à l'encontre des divers acteurs de la scène politique, du maire jusqu'au président de la République. Elle augmente, elle aussi de manière plus ou moins régulière chez les interviewés, selon leur classement sur l'indice (*Graphe 2*). Tout semble se passer comme si les actifs en état d'insécurité sociale attribuaient la responsabilité directe de leur situation aux représentants qu'ils ont élus et qui se sont montrés inaptes à améliorer leur vie quotidienne.

Graphe 2. La défiance vis-à-vis des acteurs politiques en décembre 2010, selon l'indice de précarité



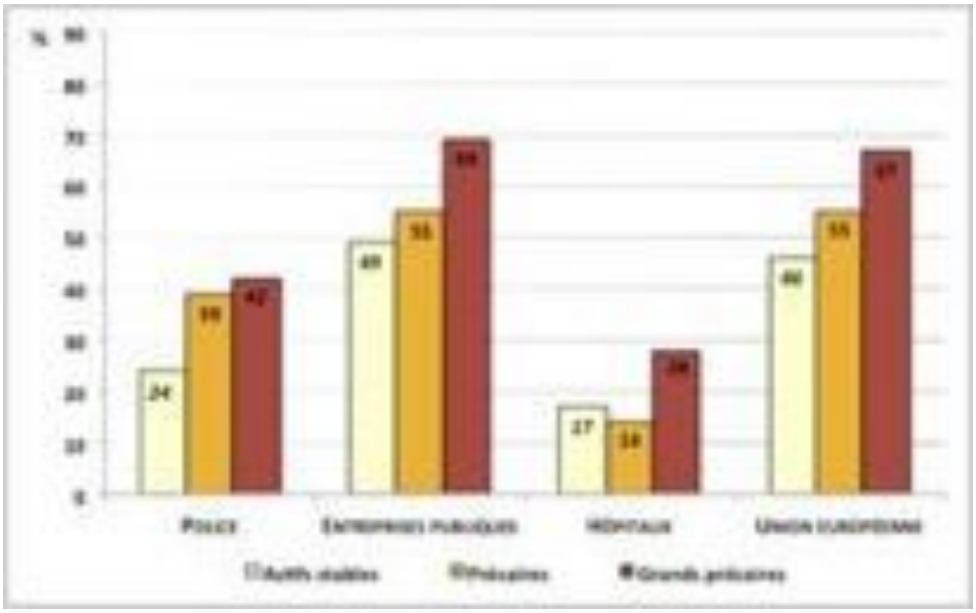
Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Les précaires comme les stables accordent plus volontiers leur confiance aux acteurs locaux qu'aux responsables nationaux (lesquels sont affectés du discrédit maximum). Toutefois, on remarque que la défiance vis-à-vis des maires est celle qui varie le plus en fonction des degrés de l'indice de précarité. Les écarts de défiance manifestée à leur endroit atteignent 18 points entre actifs stables et actifs très précaires (contre 15 points pour le Premier ministre et 11 pour le président de la République). Sans doute peut-on faire l'hypothèse que les grands précaires ont été les plus fortement déçus par des élus de proximité sur qui ils croyaient pouvoir compter, et qui, pour raison de rigueur budgétaire, n'ont pas joué autant qu'ils l'auraient dû leur rôle de bouclier contre les effets sociaux de la crise.

Si l'on examine la défiance envers certaines institutions (*Graphe 3*), on constate qu'elle va, elle aussi, *crescendo* à mesure que les individus sont marqués du sceau de la précarité. Ainsi, la défiance portée aux hôpitaux

s'accroît de 11 points quand on passe des actifs stables aux plus précaires, de 18 points s'agissant de la police, de 20 points s'agissant des entreprises publiques, et enfin de 21 points s'agissant de l'Union européenne. Là encore, les plus fragiles se montrent les plus sévères envers des institutions vues comme incapables d'assurer leur défense face aux aléas de la crise : protection de la santé, des biens et des personnes, sauvegarde des emplois et des services publics.

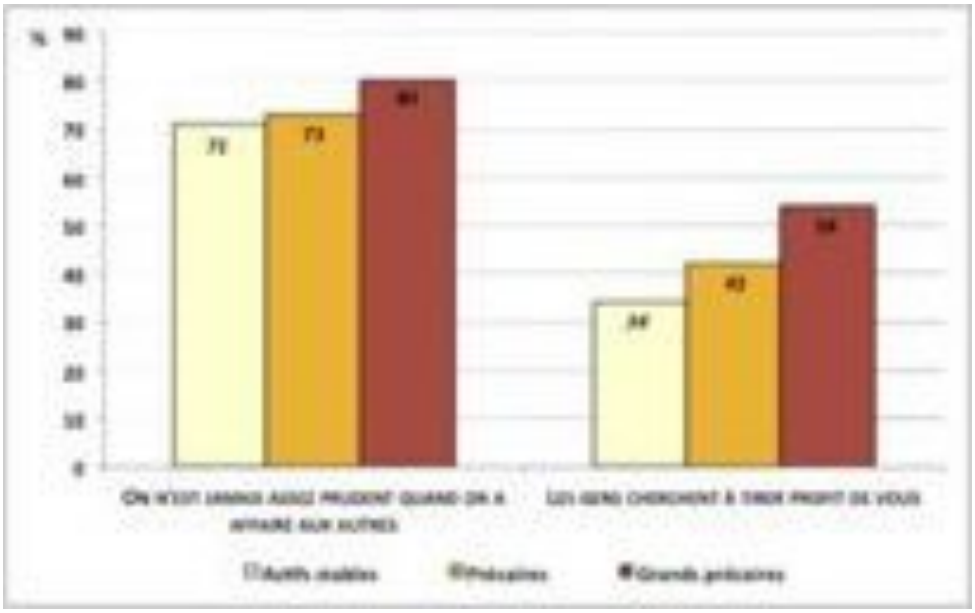
Graphe 3. La défiance vis-à-vis de certaines institutions en décembre 2010, selon l'indice de précarité



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Si la précarité nourrit la défiance envers la politique comme envers les acteurs qui l'animent et les institutions qui l'encadrent, elle est aussi au principe de la défiance interpersonnelle (*Graphe 4*). Ainsi, dans l'enquête 2010, la part des actifs qui pensent que « la plupart des gens cherchent à tirer profit de vous » passe du tiers (34 %) à plus de la moitié (54 %), soit un écart de 20 points, en fonction des positions occupées sur l'indice ; tandis que la part des actifs déclarant qu'« on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres » passe de 71 % à 80 %.

Graphe 4. La défiance interpersonnelle en décembre 2010, selon l'indice de précarité

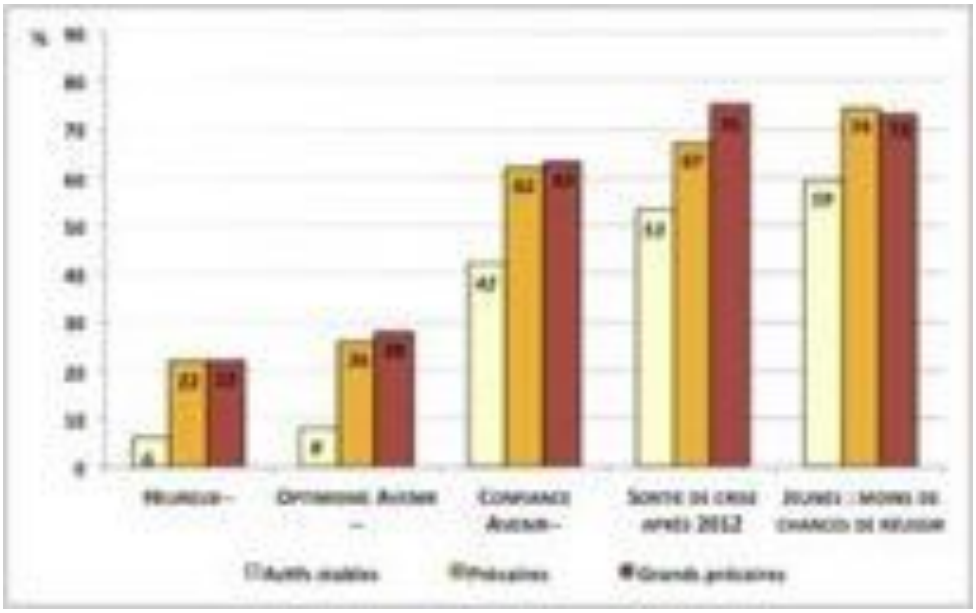


Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

La défiance politique et interpersonnelle exprimée par les précaires va de pair, chez eux, avec un profond pessimisme pour soi et pour le pays (*Graphe 5*). On a une perception d'autant plus sombre de l'avenir que l'on a une conscience plus aiguë de vivre dans la précarité. Certes, les interviewés, qu'ils soient stables ou précaires, croient bien davantage à leur destin individuel et à leur « bonheur privé » qu'au destin collectif de leur pays, s'affirmant ainsi moins pessimistes pour eux-mêmes qu'ils ne le sont pour la France. Cependant, que l'on considère leur perception *ego-tropique* ou *socio-tropique*, l'une et l'autre attitudes sont structurées par le vécu de la précarité. Considérons les représentations *ego-tropiques* : le sentiment de ne pas être « heureux » passe de 6 % à 22 % (écart de 16 points) suivant les trois grades de l'indice, le fait de se dire « pas optimiste pour son avenir personnel » s'élève de 8 % à 28 % (20 points), et enfin les réponses négatives à la question : « Y a-t-il, dans les années récentes, un ou des événements qui vous ont conduit à avoir confiance dans l'avenir » grimpe de 42 % à 63 % (21

points). Examinons maintenant les représentations socio-tropiques, comme la date de « sortie de crise économique pour la France » : un peu plus de la moitié (53 %) des actifs stables la situent « plus tard » qu'en 2012 contre trois quart des plus précaires (22 points d'écart). De même, 59 % des premiers considèrent que « les jeunes d'aujourd'hui ont moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain », contre 73 % des deuxièmes (écart de 14 points).

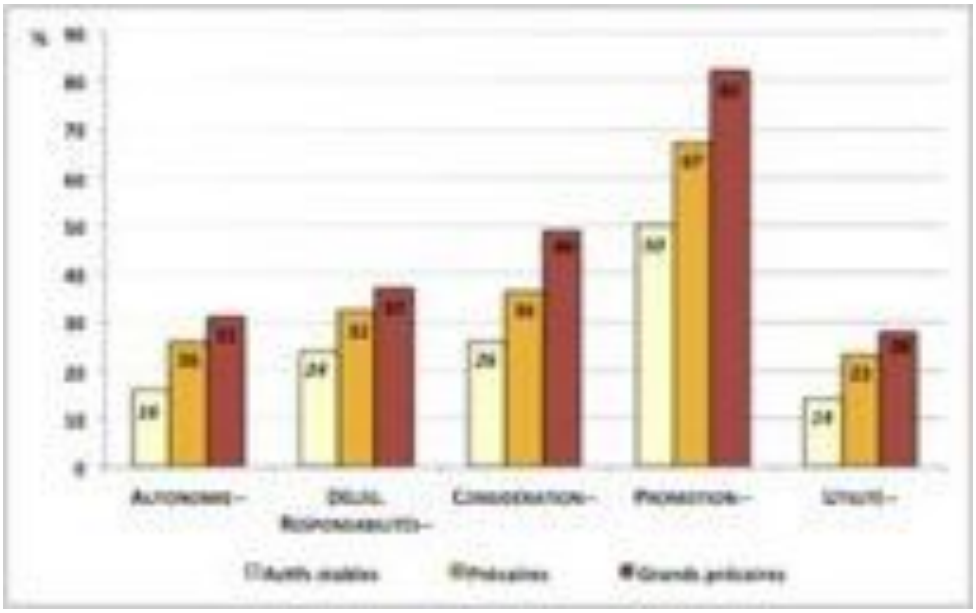
Graphe 5. La défiance personnelle, le pessimisme ego- et socio-tropique en décembre 2010, selon l'indice de précarité



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Enfin, l'état de précarité influence aussi, comme il est logique, le sentiment de satisfaction et d'épanouissement au travail (*Graphe 6*). Sur les questions se rapportant à l'autonomie réelle dans le travail, à la délégation de responsabilité, au sentiment d'avoir un travail « bien considéré », comme sur les questions touchant à l'espoir de promotion ou à l'utilité sociale du travail, le degré d'insatisfaction exprimé varie de 14 à 32 points d'écarts en pourcentage selon les degrés de l'indice, allant parfois jusqu'à doubler, quand on passe des actifs « protégés » aux grands précaires.

Graphe 6. Le sentiment d'insatisfaction au travail en décembre 2010, selon l'indice de précarité

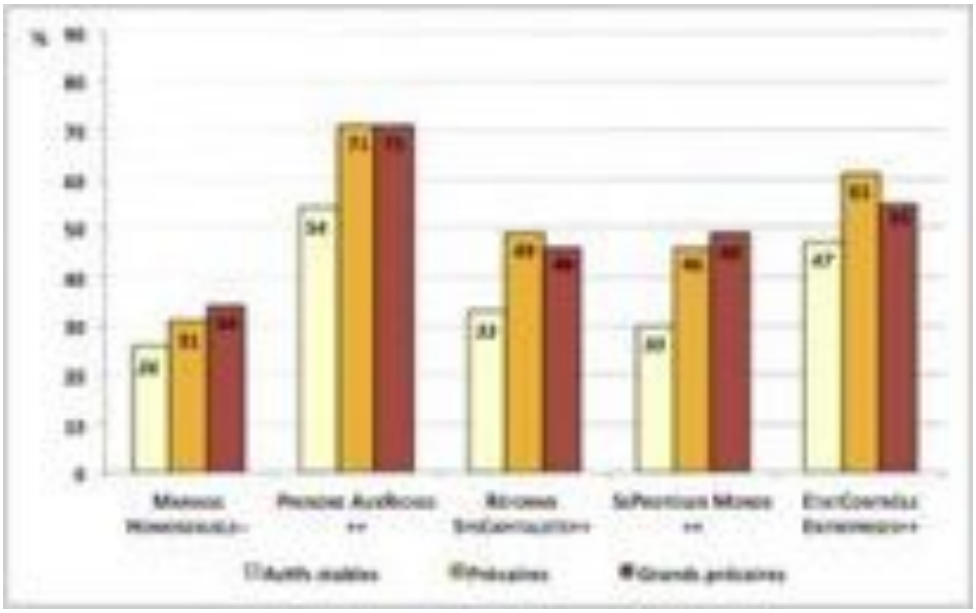


Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Au total, il est permis de conclure, à ce stade, que l'expérience vécue de la précarité semble profondément marquer les individus, les incitant à exprimer des attitudes de défiance et de pessimisme tous azimuts. Cette expérience affecte leur rapport à la politique, leur rapport aux autres et au travail. Dès lors, on ne s'étonnera guère que les grands précaires adhèrent à des valeurs spécifiques (*Graphe 7*). Ils sont un peu moins souvent portés à adhérer aux normes du « libéralisme culturel » : c'est le cas lorsqu'il s'agit d'accorder aux couples homosexuels le droit de se marier civilement (8 points d'écart). Leurs positions sur la peine de mort et la peur de l'immigration, en revanche, ne les différencient guère de celles des actifs stables (respectivement + 2 points et + 4 points). En réalité, ce sont surtout leurs choix de politique économique qui les font se distinguer des actifs stables. Les grands précaires sont en demande d'une politique redistributive qui « prenne aux riches pour donner aux pauvres » (+ 17 points) et souhaitent voir

réformer en profondeur un système capitaliste qui les laisse sur le chemin (+ 13 points). Enfin, ils sont en demande d'un État plus interventionniste vis-à-vis des entreprises (+ 8 points), tandis qu'ils adhèrent à un protectionnisme économique susceptible de préserver la France du vent mauvais de la concurrence, dans un « marché total » vu comme potentiellement destructeur d'emplois (+ 19 points).

Graphe 7. Valeurs culturelles et choix économiques en décembre 2010, selon l'indice de précarité



Source : Baromètre de la confiance politique, vague 2

Ainsi, la précarité inciterait bien moins les individus à épouser des normes autoritaires au plan culturel qu'à rallier les valeurs de l'antilibéralisme économique. Ce constat est d'une grande importance dès lors qu'on s'interroge sur l'efficacité de la campagne de Marine Le Pen, plus souvent portée à dénoncer les méfaits de la mondialisation néo-libérale et à délivrer un discours « social » qu'à s'insurger par exemple contre le mariage homosexuel. Le discours de la présidente du Front a d'autant plus de chances d'être entendu des précaires qu'ils sont les plus sceptiques quant à la capacité des forces traditionnelles, de gauche comme de droite, à résoudre les problèmes qui les touchent de plein fouet : chômage, pouvoir d'achat, insécurité, fiscalité. Sur toutes ces questions, ils se donnent à voir comme

les grands désenchantés de l'action politique : plus de dix points les séparent des actifs stables.

« L'effet précarité » à l'épreuve de la régression logistique

La question qui se pose *in fine* est de savoir si « l'effet précarité » observé dans notre recherche à partir de tris croisés se maintient, toutes choses égales par ailleurs. L'interrogation est d'autant plus fondée que la population des grands précaires que nous étudions est, nous l'avons dit dès l'introduction, une population très typée d'un point de vue sociologique, surreprésentée en particulier chez les femmes, mais aussi chez les jeunes et les non bacheliers. Par conséquent, on pourrait penser que, derrière l'effet précarité, se dissimule en réalité un *artefact* lié aux effets déterminants de l'une ou l'autre de ces variables.

Pour vérifier ou infirmer cette hypothèse, nous avons réalisé des modèles de régressions logistiques, qui, pour les principales variables de comportement politique étudiées, contrôlent, outre les effets de la précarité, ceux du sexe, de l'âge, du diplôme et de la catégorie d'agglomération. Les résultats confirment – une fois prises en compte ces caractéristiques sociodémographiques traditionnelles – un très large maintien des effets de la précarité sur les attitudes politiques. Sur les 33 variables prises en compte[4], seules cinq ont infirmé notre

[4] Variables testées (les variables en gras indiquent celles pour lesquelles, *ceteris paribus*, l'effet précarité n'est pas significatif) : Fonctionnement de la démocratie / Préoccupation des responsables politiques pour les gens / Évolution du niveau de la corruption / **Confiance dans la gauche et dans la droite pour gouverner** / Positionnement sur une échelle gauche-droite / Confiance dans son maire / **Confiance dans son conseiller général / Confiance dans son conseiller régional / Confiance dans son député** / Confiance dans son député européen / Confiance dans le Premier ministre actuel / Confiance dans le président de la République actuel / Confiance dans la police / Confiance dans les entreprises publiques / Confiance dans les hôpitaux / Confiance dans l'Union européenne / **« On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres »** / « Les gens cherchent à tirer profit de vous » /

hypothèse de départ, selon laquelle la précarité serait un facteur structurant de la défiance à la fois d'un point de vue politique, mais aussi interpersonnel[5] : pour seulement cinq variables, l'effet précarité n'est pas significatif[6]. Cela indique que, *ceteris paribus*, le fait pour un individu de se trouver confronté à l'insécurité professionnelle ou à des difficultés d'ordre financier influe de façon incontestable sur les dimensions étudiées. Dans 28 cas sur 33, il ne s'agit en aucun cas d'un *artefact* lié à l'étude d'une population jeune, féminine et peu diplômée en particulier.

Deux constats complémentaires affinent cette conclusion préliminaire. Tout d'abord, c'est la première marche vers la précarité, c'est-à-dire le fait de présenter *au moins* un attribut de précarité, qui marque le passage vers la défiance. Autrement dit, ce sont les populations stables qui se distinguent de l'ensemble des populations non stables par une plus grande confiance et un optimisme exacerbé. Un seul pas vers la précarité suffit à ouvrir les vannes de la défiance, qu'elle soit politique ou interpersonnelle, ce qui a pour effet indirect, toutes choses égales par ailleurs, de réunir précaires et grands précaires autour d'un sentiment commun de défiance et de pessimisme.

En second lieu, si cinq variables ne vérifient pas cette tendance[7], elles témoignent en réalité d'une dynamique temporelle des représentations et d'un effet de contexte particulièrement intéressant à souligner. En

---

Sentiment d'être heureux / Optimisme pour son avenir personnel / Perte de confiance dans l'avenir / État d'esprit actuel : méfiance / État d'esprit actuel : lassitude / Date de sortie de crise de la France / « Les jeunes auront moins de chances que leurs parents de réussir dans la société / Travail : autonomie / Travail : délégation de responsabilité / Considération dans le travail / Travail : espoir d'une promotion / Travail : impression de servir à quelque chose / « Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres » / Souhaite réformer le système capitaliste en profondeur / Estime que la France doit se protéger du monde d'aujourd'hui.

[5] Pour le lecteur désireux de disposer de plus amples informations relatives aux résultats issus des régressions, il est possible de contacter les auteurs (mariette.sineau@sciences-po.fr ; v.le.hay@sciencespobordeaux.fr).

[6] Il s'agit plus concrètement et fort logiquement des variables pour lesquelles l'écart entre « stables » et « grands précaires » est le plus faible, inférieur à 10 points de pourcentage.

[7] Rappelons-les : Confiance dans la gauche et dans la droite pour gouverner / Confiance dans son conseiller général / Confiance dans son conseiller régional / Confiance dans son député / « On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ».

effet, et cela sera approfondi dans la section suivante, les réponses enregistrées à partir de ces variables sont le symptôme d'une trajectoire spécifique des actifs stables : plus confiants que les précaires à la fin de l'année 2009, ils rejoignent ces derniers de façon spectaculaire en décembre 2010. Dès lors, si l'effet précarité disparaît en deuxième vague du Baromètre de la confiance politique pour certaines variables, cela peut également être interprété comme le signe d'un contexte politique peu propice à la confiance, et au sein duquel la défiance, qui touchait jusqu'alors les plus démunis, gagne désormais l'ensemble de la population (*Graphe 9* par exemple). Cette dernière hypothèse, qui appréhende les dimensions de la confiance dans une perspective dynamique (entre décembre 2009 et décembre 2010), fait l'objet du paragraphe à venir.

Le rôle des précaires dans la dynamique de défiance (2009-2010)

La question à laquelle nous voudrions répondre maintenant est la suivante : la dégradation de la confiance politique qui s'est produite en un an est-elle plus prononcée chez les actifs précaires que chez les actifs protégés ? Pour répondre à cette interrogation, nous allons comparer l'évolution des attitudes, de la vague 1 à la vague 2 du Baromètre, chez les trois catégories de répondants : actifs stables, actifs peu précaires, actifs très précaires. Nous présentons les résultats sous forme de courbes. Ces images, qui sont aussi des outils d'analyse, sont à interpréter à l'aune de deux critères : d'une part l'évolution différentielle des attitudes vers plus ou moins de défiance (écarts en points de pourcentage), d'autre part le niveau même de la défiance. Notre interprétation se fonde ici essentiellement sur les représentations graphiques qui suivent. Cependant, nous ne nous sommes pas contentées de raisonner à partir des seuls écarts de pourcentage mesurés en

points pour comparer l'importance relative des évolutions temporelles entre actifs stables, actifs peu précaires et actifs très précaires. L'ensemble des conclusions énoncées ici ont été contrôlées par le calcul d'un indicateur qui permet de comparer le niveau d'une hausse ou d'une baisse *de façon relative*, en tenant compte du point de départ[8] : il s'agit de la transformation logistique, encore appelée *logit*. La mesure en termes de *logit* présente un ensemble de propriétés qui la rendent préférable à toute autre : en effet, « elle ne donne un poids excessif ni aux fortes variations relatives affectant de petites proportions, ni aux fortes variations absolues affectant de fortes proportions »[9]. Nous avons vérifié par le calcul des *logits* que les tendances observées n'étaient pas le produit d'un *artefact*. En d'autres termes, les évolutions enregistrées à partir des graphiques utilisés ne sont pas des « trompe-l'œil » et se trouvent confirmées par l'utilisation des *logits* : les pentes des courbes, plus ou moins accusées selon que l'on considère les actifs stables, les actifs peu précaires ou les actifs très précaires, peuvent être interprétées directement comme des dynamiques plus ou moins prononcées vers la confiance ou la défiance.

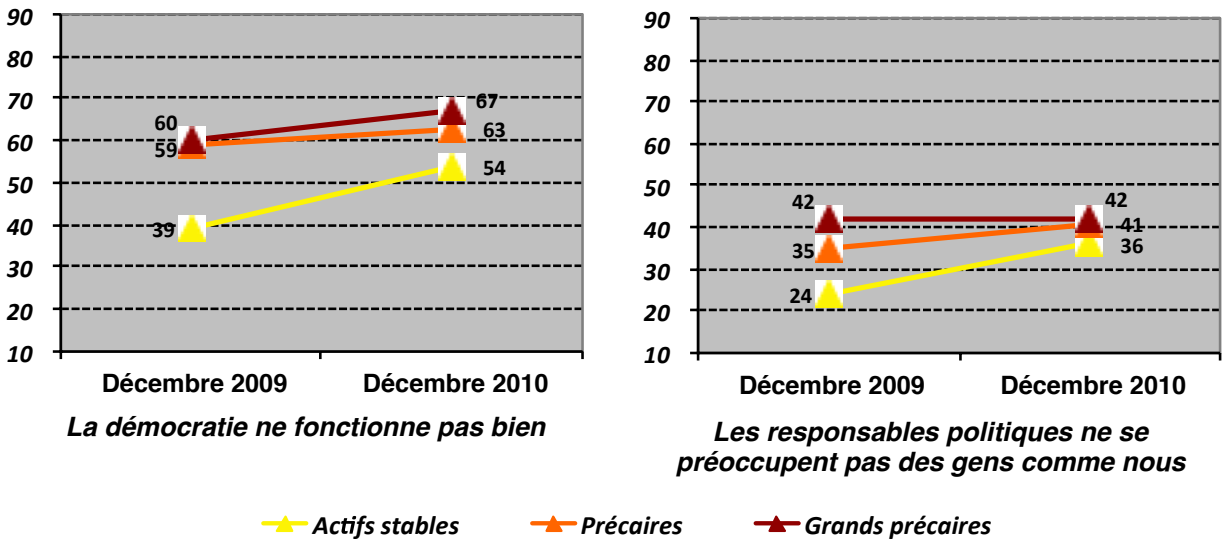
Dès lors, nous aurons l'occasion d'observer que la dégradation de la confiance politique qui s'est produite de 2009 à 2010 n'est pas toujours à imputer aux plus précaires. Le constat, nous allons le voir, est variable selon les indicateurs. Ainsi, les jugements négatifs visant le fonctionnement du système démocratique – en hausse chez les trois catégories d'actifs – ont progressé davantage chez les stables (+15 points) que chez les précaires (+7 points). Chez les premiers, la proportion d'opinions négatives s'élève de moins de 40 % à plus de la moitié, quand chez les précaires, elle ne progresse que de 60 % à 67 % (*Graphe 8*). C'est aussi chez les actifs stables qu'augmente le plus fortement la défiance envers

[8] Étant entendu qu'une augmentation de 10 points de 2% à 12% (ou la tendance initiale est multipliée par 6) ne peut être interprétée à la même aune qu'une augmentation de 10 points de 40% à 50% par exemple.

[9] Cf. Nicole Tabard, Alain Chenu, « Les transformations socioprofessionnelles du territoire français, 1982-1990 », *Population*, 48 (6), p. 1766.

des responsables politiques perçus comme indifférents aux besoins des citoyens. Pour expliquer ces résultats, on peut faire l'hypothèse suivant laquelle le contexte économique et social est perçu comme si dégradé, la crainte du chômage si forte, pour soi et pour les proches, que même les plus protégés des actifs en viennent à perdre foi dans le système comme dans les acteurs politiques. Il se produit ainsi une sorte d'arasement général du socle de confiance.

Graphe 8. L'évolution de la défiance générale vis-à-vis de la politique entre décembre 2009 et décembre 2010, selon l'indice de précarité (%)

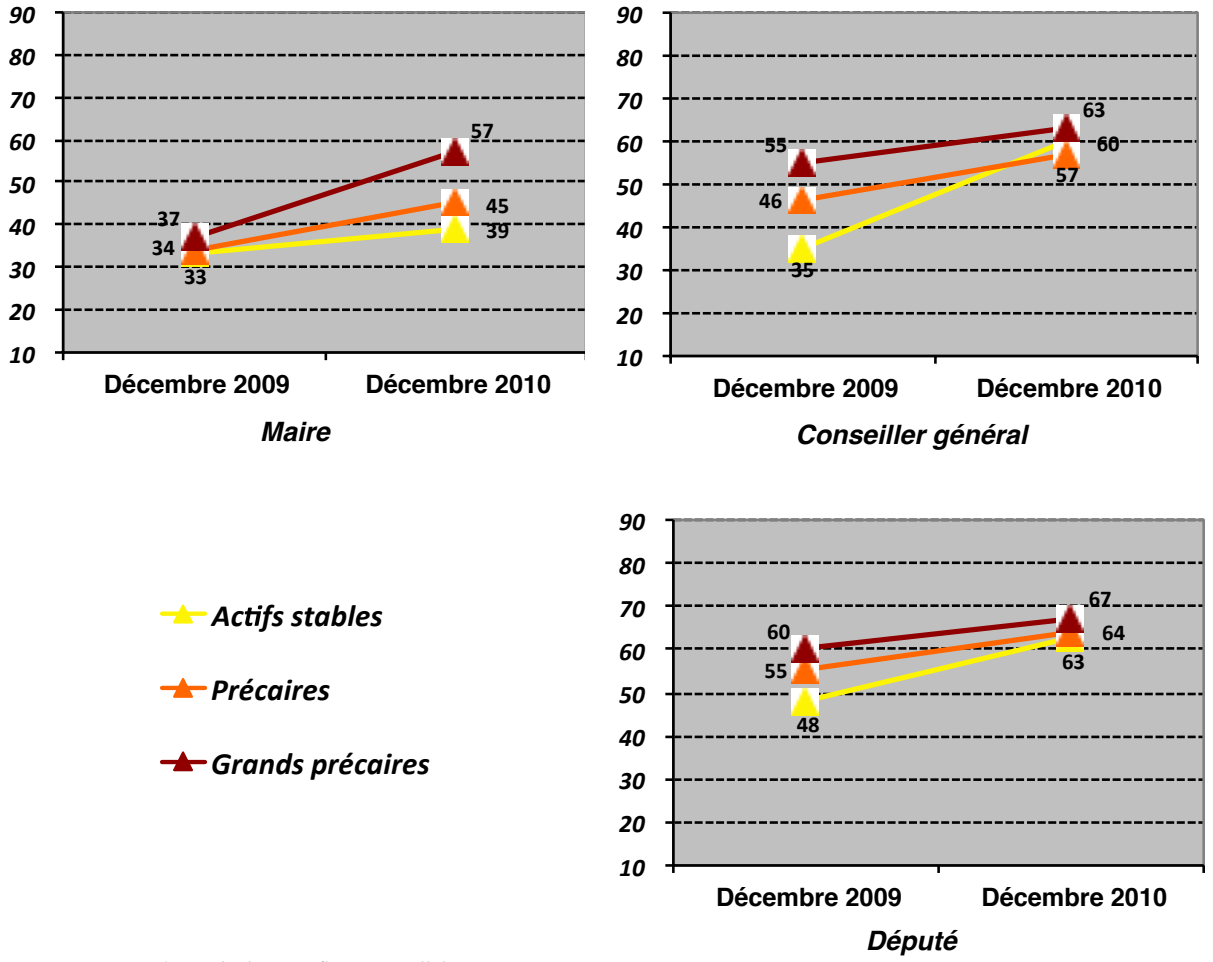


Source : Baromètre de la confiance politique, vagues 1 et 2

Considérons maintenant le niveau de défiance vis-à-vis des acteurs locaux que sont les maires : assez peu élevé en 2009, chez les trois catégories d'actifs (variant de 33 % à 37 %), il a augmenté de façon spectaculaire chez les grands précaires, passant de 37 % à 57 % (*Graphe 9*). En un an, les premiers magistrats ont gardé la confiance des actifs protégés mais ont perdu celle des actifs les plus affectés par le vécu de la précarité. Sans doute peut-on émettre l'hypothèse raisonnable que, pour des raisons budgétaires, ces élus de terrain ont été dans l'incapacité grandissante de répondre à toutes les demandes d'aide et

d'allocation émanant de ceux de leurs administrés en voie de précarisation, en mal d'emploi, de logement et de ressources.

Graphe 9. L'évolution de la défiance vis-à-vis des acteurs politiques entre décembre 2009 et décembre 2010, selon l'indice de précarité (%)



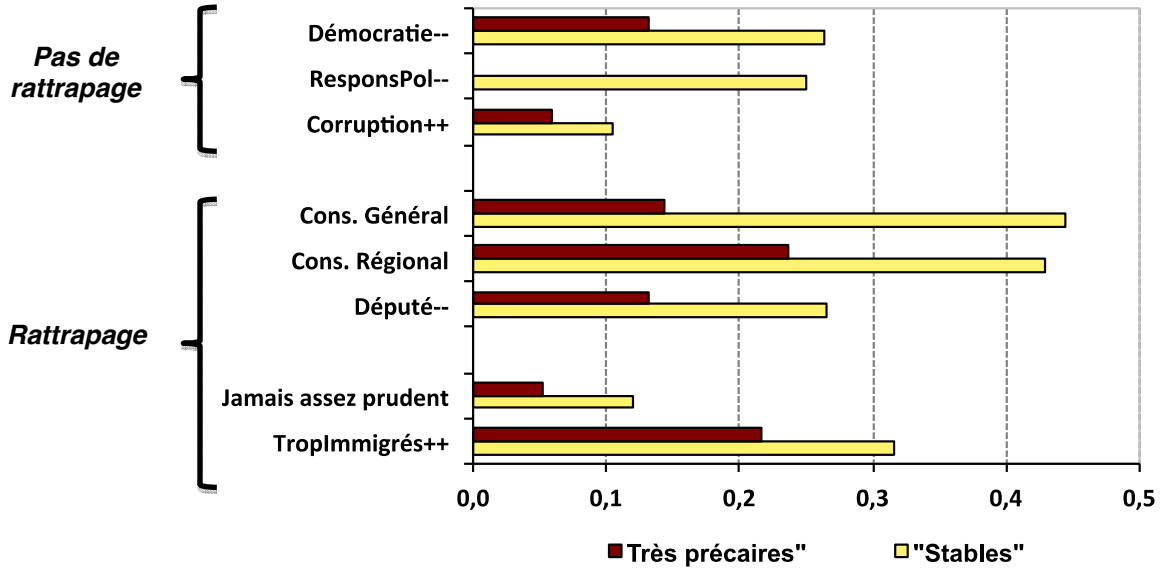
Source : Baromètre de la confiance politique, vagues 1 et 2

Au contraire, le niveau de défiance vis-à-vis des conseillers généraux comme vis-à-vis des députés, qui était assez bas chez les actifs stables en 2009, atteint chez eux des sommets en 2010 (progressant de +25 points et +15 points). Autrement dit, les élus de la nation comme les élus du département qui, en 2009, n'avaient perdu que la seule confiance des précaires, sont, en 2010, touchés par le discrédit de l'ensemble des actifs, stables compris. Au fur et à mesure que la

crise fait sentir ses effets délétères sur la société, la défiance envers les responsables se généralise jusque et y compris au sein des segments aujourd'hui indemnes de l'expérience de la précarité.

Cette dynamique spécifique des actifs stables explique, comme nous l'avons précédemment souligné, le fait que l'effet précarité disparaisse *ceteris paribus* dans certaines situations particulières. Il s'agit en réalité d'un cas de figure bien spécifique, qui voit la défiance des actifs stables augmenter à un point tel qu'ils rejoignent les niveaux atteints par les plus précaires, pour ne plus les différencier. On peut observer un effet de rattrapage des positions des plus favorisés vers celles des plus précaires, à partir de plusieurs autres variables. Cela signifie alors qu'entre les deux vagues d'enquête, la défiance des stables augmente plus vite que celle des plus précaires. Ce phénomène peut-être illustré en se fondant sur les *logits* (*Graphe 10*). Pour ces variables néanmoins (fonctionnement de la démocratie, préoccupation des hommes politiques pour les gens, évolution du niveau de la corruption), des écarts significatifs en régression se maintiennent encore en 2010, indiquant en quelque sorte que le phénomène de rattrapage n'est pas achevé.

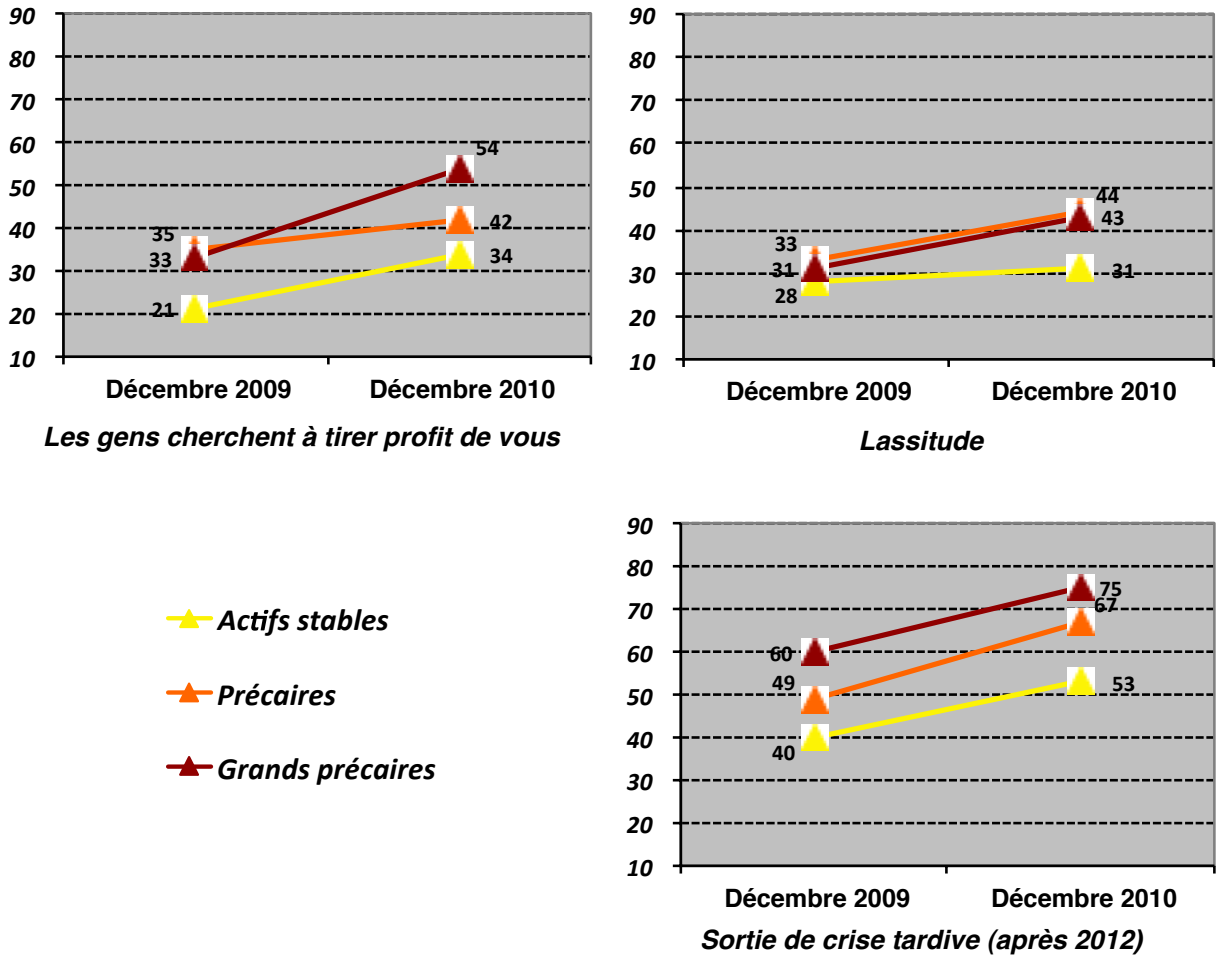
Graphe 10. Variables pour lesquelles la défiance des « stables » augmente plus vite que celle des « très précaires » (mesures du *logit* entre les deux vagues d'enquête)



Source : Baromètre de la confiance politique, vagues 1 et 2

Si, en un an, la défiance politique a eu tendance – sauf exception – à diffuser au-delà du cercle des seuls précaires pour concerner aussi les actifs protégés, en revanche, la hausse de la défiance interpersonnelle et du pessimisme pour le pays émane en priorité des précaires. En un an, la part de ceux qui pensent que les gens cherchent à tirer profit de vous a progressé de 19 points chez eux contre 13 chez les stables. En un an, la part de ceux qui sont touchés par la lassitude a progressé de 11 points chez les premiers contre 3 chez les seconds. Quant à la progression du pessimisme socio-tropique, évalué à partir de la date de sortie de crise pour la France, elle est aussi plus prononcée chez les précaires (*Graphe 11*).

Graphe 11. L'évolution de la défiance interpersonnelle, personnelle et du pessimisme socio-tropique entre décembre 2009 et décembre 2010, selon l'indice de précarité (%)

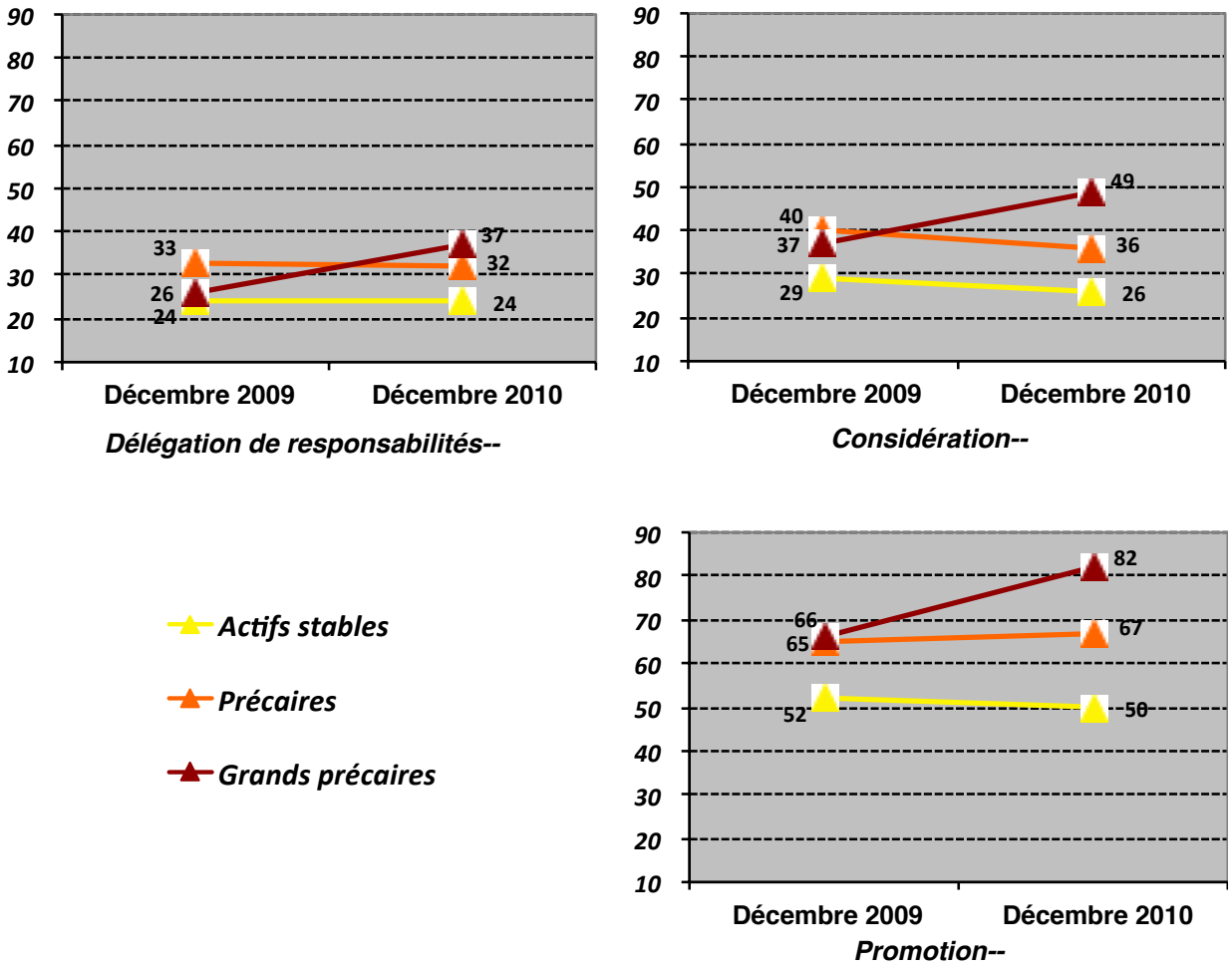


Source : Baromètre de la confiance politique, vagues 1 et 2

Enfin, on observera que le sentiment d'insatisfaction et, pourrait-on dire, de désespérance au travail a, en un an, subi une montée en flèche chez les grands précaires, alors même que les actifs stables ou ne présentant qu'un seul attribut de précarité sont, quant à eux, restés très constants sur cette dimension. Le fait est avéré quand on considère les items relatifs à la délégation de responsabilité, à la considération qui entoure le travail et enfin aux chances de promotion (*Graphe 12*). Le temps a fait ici son œuvre de sape : l'expérience de la

précarité sur une durée longue, en l'occurrence une année, aboutit à ce que les actifs qui la subissent soient les plus nombreux, proportionnellement, à voir en noir leurs perspectives professionnelles, et à perdre espoir que leur statut s'améliore, alors même qu'ils n'apparaissaient pas les plus désabusés en décembre 2009.

Graphe 12. L'évolution de l'insatisfaction au travail entre décembre 2009 et décembre 2010, selon l'indice de précarité (%)



Source : Baromètre de la confiance politique, vagues 1 et 2

Au terme de cette recherche, trois points méritent d'être soulignés. On a pu démontrer empiriquement, à partir des enquêtes du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, que le vécu de l'insécurité sociale est au cœur de la défiance envers la politique et les acteurs de la démocratie. Il est aussi à

la base de la défiance envers les autres. Par ailleurs, les précaires se définissent moins par des valeurs autoritaires et ethnocentriques (comme le rétablissement de la peine de mort ou la peur des immigrés) que par des préoccupations de nature économique et sociale, qui laissent transparaître leur besoin de protection face aux aléas de la crise[10]. Enfin et surtout, l'évolution des représentations politiques de 2009 à 2010 permet de souligner l'émergence d'un phénomène de halo. Les acteurs de la scène politique ont d'abord perdu la confiance des éléments les moins intégrés socialement, soit les plus précaires, ceux-là mêmes qui, en général, nourrissent l'abstentionnisme ordinaire. En 2010, ces mêmes acteurs sont, à presque tous les niveaux de la hiérarchie du pouvoir, en passe de désespérer aussi les citoyens qui montrent les signes d'une intégration réussie par le travail et le niveau de revenus. Nos résultats d'enquête sont à rapprocher de comportements électoraux bien réels, à savoir le taux record d'abstention enregistré aux cantonales 2011. Quand plus de 55 % de l'électorat décide de s'abstenir, on peut légitimement supposer que ce boycott des urnes n'émane pas seulement des citoyens les plus fragiles, en état d'auto-exclusion politique. Mais qu'il s'agit d'un acte-sanction témoignant d'une perte de confiance collective des citoyens ordinaires.

[10] Un sondage *CSA/ 20 Minutes/BFMTV/RMC* réalisé les 28 et 29 mars 2011 auprès de 1004 personnes montre d'ailleurs que pour l'ensemble des Français, l'immigration (13%) et l'insécurité (17%) ne sont pas les priorités des sondés mais bien la lutte contre le chômage (48%) et l'amélioration du pouvoir d'achat (44%).

Bibliographie

Algan (Yann) et Cahuc (Pierre), *La Société de défiance : comment le modèle social s'autodétruit*, Paris, Éditions de la Rue d'Ulm, CEPREMAP, 2007, 100 p.

Baier (Annette), "Trust and Anti-Trust", *Ethics*, 96 (2), 1986, pp. 231-260.

Balme (Richard), Marie (Jean-Louis) et Rozenberg (Olivier), « Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique », *Revue internationale de politique comparée*, « Confiance et capital social », 10 (3), 2003, pp. 433-461.

Benzécri (Françoise) et Benzécri (Jean-Paul), « Tableau des notes obtenues par les candidats à l'école polytechnique : analyse avec dédoublement des colonnes [concours X] », *Pratique de l'analyse des données, 1- Analyse des correspondances*, Exposé élémentaire, Paris, Dunod, 1980.

Bianco (William), *Trust: Representatives and Constituents*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1994, 216 p.

Boy (Daniel) et Chiche (Jean), « L'image des candidats dans le temps de la décision électorales », Pascal Perrineau (dir.), *Le Vote de rupture : les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, Chroniques électorales, 2008, pp. 77-96.

Castel (Robert), *L'Insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?, Paris,* Seuil, La République des idées, 2003, 95 p.

Castel (Robert), *Métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, 490 p.

Cautrès (Bruno) et Brouard (Sylvain), *Chômage et attitudes politiques*, Baromètre politique français (2006-2007), 2e vague, Paris, CEVIPOF, automne 2006, 30 p. http://www.cevipof.com/bpf/barometre/vague2/v2-synthese/BPF-V2_Brouard-Cautres_ChomageEtAttitudes.pdf

Chanvril (Flora), « L'analyse des correspondances dédoublée pour pallier à un effet Guttman en analyse géométrique des données » : une application à l'European Social Survey », document de travail, Paris, Sciences Po, 2008. http://ess.sciencespo.com

Citrin (Jack), "Comment: The Political Relevance of Trust in Government", *The American Political Science Review*, 68 (3), 1974, pp. 973-988.

Dogan (Mattei), « Méfiance et corruption : discrédit des élites politiques », *Revue internationale de politique comparée*, « Confiance et capital social », 10 (3), 2003, pp. 415-432.

Funk (Carolyn L.), "When Things Go Sour: Reaction to Scandal", in Kenneth L. Hacker, *Presidential Candidate Images*, Oxford, Rowman and Littlefield Publishers inc., 2004, pp. 65 84.

Hacker (Kenneth L.), *Presidential Candidate Images*, Oxford, Rowman and Littlefield Publishers inc., 2004, 249 p.

Hardin (Russel), “Do We Want Trust in Government?”, Mark E. Warren, *Democracy and Trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 22-41.

Hardin (Russel), *Trust and Trustworthiness*, New York, Russell Sage Foundation, 2002, 256 p.

Hetherington (Marc), “The Political Relevance of Political Trust”, *The American Political Science Review*, 92 (4), 1998, pp. 791-808.

Inglehart (Ronald), “Trust, well-Being and democracy”, Mark E Warren, *Democracy and Trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 88-120.

Le Roux (Brigitte) et Rouanet (Henri), *Analyse des données multidimensionnelles : statistique en sciences humaines*, Paris, Dunod, 1993, 309 p.

Levi (Margaret) and Stoker (Laura), “Political Trust and Trustworthiness”, *Annual Review of Political Science*, vol. 3, 2000, pp. 475-508.

Luhmann (Niklas), « Confiance et familiarité : problèmes et alternatives », *Réseaux*, « La confiance », n° 108, 2001, pp. 15-35.

Luhmann (Niklas), *La Confiance : un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, Paris, Economica, Études sociologiques, 2006, 123 p.

Mayer (Nonna), « Les conséquences politiques du "capital social" : le cas français », *Revue internationale de politique comparée*, « Confiance et capital social », 10 (3), 2003, pp. 381-395.

Mayer (Nonna) et Palier (Bruno) avec la collaboration de Viviane Le Hay, *La Perception des enjeux économiques et sociaux et leur influence sur le vote du 22 avril 2007*, Panel électoral français, 1ère vague, 29 mars-21 avril 2007, Paris, CEVIPOF, 2007, 12 p.
http://www.cevipof.com/PEF/2007/V1/rapports/PerceptionDesEnjeux_NM-BP.pdf

Michelat (Guy) et Kerrouche (Éric), « Les échelles d’attitude », *Revue internationale de politique comparée*, « Les pouvoirs de la table : les méthodologies quantitatives de l'analyse comparée (II) », 6 (2), 1999, pp. 463-512.

Miller (Arthur), “Political Issues and Trust in Government: 1964-1970”, *The American Political Science Review*, 68 (3), 1974, pp. 951-972.

Möllering (Guido), “The Nature of Trust: from Georg Simmel to a Theory of Expectation: Interpretation and Suspension”, *Sociology*, 35 (2), 2001, pp. 403-420.

O’Neill (Onora), *A Question of Trust,* Cambridge, Cambridge University Press, BBC Reith Lectures, 2002, 108 p.

Paugam (Serge), *Le Salarié de la précarité : les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, Presses universitaires de France, 2000, 437 p.

Pettit (Philip), “The Cunning of Trust”, *Philosophy and Public Affairs*, 24 (3), 1995, pp. 202-225.

Putman (Robert), “Bowling Alone: America’s Declining Social Capital”, *The Journal of Democracy*, 6 (1), 1995, pp. 65-78.

Putnam (Robert) et al, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1993, 280 p.

Quéré (Louis), « Les "dispositifs de confiance" dans l'espace public », *Réseaux*, n° 132, 2005, pp. 185-217.

Schnapper (Dominique), *L'Épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, Folio Actuel, 1994, 273 p.

Seligman (Adam), « Complexité du rôle, risque et émergence de la confiance », *Réseaux*, « La confiance », n° 108, 2001, pp. 37-61.

Standing (Guy), *The Precariat: The New Dangerous Class*, Basingstoke, Bloomsbury, 2011, 192 p.

Supiot (Alain), *L'Esprit de Philadelphie : la justice sociale face au marché total*, Paris, Seuil, 2010, 179 p.

Sztompka (Piotr), "Trust, Distrust and Two Paradoxes of Democracy", *European Journal of Social Theory*, 1 (1), July 1998, pp. 19-32.

Thiebault (Jean-Louis) (dir.), « Confiance et capital social », *Revue internationale de politique comparée*, 10 (3), 2003, 172 p.

Uslaner (Eric), *The Moral Foundations of Trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 298 p.

Warren (Mark E.), *Democracy and Trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 370 p.

Déjà parus

Cahier n° 1 (janvier 1988, rééd. février 1989)
L'élection présidentielle de 1988 : données de base

Cahier n° 2 (mars 1988)
L'élection présidentielle de 1988 : journée d'étude 29 janvier 1988

Cahier n° 3 (octobre 1988)
Approche politique de la grève en France 1966-1988

Cahier n° 4 (juin 1989)
Crise et radicalisation politique : années 30-années 80

Cahier n° 5 (novembre 1989) épuisé
Les organisations syndicales et professionnelles agricoles en Europe

Numéro spécial (septembre 1990) épuisé
L'électeur français en questions : tableaux de résultats

Cahier n° 7 (mars 1992)
Conflictualité en France depuis 1986 : le cas de Peugeot-Sochaux

Cahier n° 8 (décembre 1992) épuisé
Changement social, changement politique à Aulnay-sous-Bois

Pré actes du colloque, tomes 1, 2 et bibliographie (mars 1993)
L'engagement politique : déclin ou mutation ?

Cahier n° 9 (septembre 1993)
Le modèle français de production de la loi

Cahier n° 10, 2 tomes (juin 1994)
Les associations dans la société française : un état des lieux

Cahier n° 11 (décembre 1994)
Les syndicats européens et les élections européennes : matinée d'étude du CEVIPOF du 27 mai 1994
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/459/publication_pdf_cahier.11.pdf

Cahier n° 12 (février 1995) épuisé
Attitudes politiques des agriculteurs : analyses & commentaires
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/458/publication_pdf_cahierducevipof12.pdf

Cahier n° 13 (septembre 1995)
Les collectifs anti-front national

Cahier n° 14 (décembre 1995)
L'espace politique en milieu rural : les maires des communes de moins de 10 000 habitants

Cahier n° 15 (juin 1996)
La famille dans la construction de l'Europe politique : actes du colloque L'Europe des familles, Paris, CNRS, 17-18 novembre 1995

Cahier n° 16 (mai 1997)
La République aujourd'hui : mythe ou processus
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/454/publication_pdf_cahier.16.pdf

Cahier n° 17 (juin 1997)
Les énarques en cabinets : 1984-1996
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/453/publication_pdf_cahierducevipof17.pdf

Cahier n° 18 (novembre 1997)
La Citoyenneté. Le Libéralisme. La Démocratie

Cahier n° 19 (mai 1998)
Le dialogue national pour l'Europe : un débat européen à l'épreuve des réalités locales »
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/451/publication_pdf_cahier.19.pdf

Cahier n° 20 (août 1998)
Le Racisme. Le Multiculturalisme
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/450/publication_pdf_cahier.20.pdf

Cahier n° 21 (janvier 1999) épuisé
Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : une évolution inévitable ? Irréversible ?
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/449/publication_pdf_cahier.21.pdf

Cahier n° 22 (janvier 1999) épuisé
La spirale de Vilvorde : médiatisation et politisation de la protestation

Cahier n° 23 (mai 1999)
Les Adhérents socialistes en 1998
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/447/publication_pdf_cahier.23.pdf

Cahier n° 24 (mai 1999)
Les attitudes politiques des fonctionnaires : vingt ans d'évolution
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/446/publication_pdf_cahierducevipof24.pdf

Cahier n° 25 (septembre 1999)
Le Front national en Bretagne occidentale : sociologie politique et géographie locale du vote FN

Cahier n° 26 (janvier 2000)
Les préfets de la République 1870-1997
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/444/publication_pdf_cahierducevipof26.pdf

Cahier n° 27 (juin 2000) épuisé
Les adhérents du Parti communiste français en 1997 : enquête

Cahier n° 28 (juin 2000) épuisé
Les braconniers de la politique : les ressorts de la conversion à Chasse Pêche Nature et Traditions
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/442/publication_pdf_cahierducevipof28.pdf

Cahier n° 29 (juin 2000)
L'archipel paysan : une majorité devenue minorité
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/441/publication_pdf_cahier.29.pdf

Cahier n° 30 (octobre 2001)
Internet au service de la démocratie ? : le cas d'Attac
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/440/publication_pdf_cahierducevipof30.pdf

Cahier n° 31 (juin 2002) épuisé
L'Inspection générale des Finances 1958-2000 : quarante ans de pantouflage
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/439/publication_pdf_cahierducevipof31.pdf

Cahier n° 32 (septembre 2002) épuisé
L'idée de progrès : une approche historique et philosophique suivie de : *Eléments d'une bibliographie*
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/438/publication_pdf_cahierducevipof32.pdf

Cahier n° 33 (janvier 2003)
Don et recherche de soi, l'altruisme en question : aux Restaurants du Cœur et à Amnesty International

Cahier n° 34 (février 2003)
Les musulmans déclarés en France : affirmation religieuse, subordination sociale et progressisme politique
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/436/publication_pdf_cahierducevipof34.pdf

Cahier n° 35 (mars 2003)
Le fait religieux à l'école : actes du colloque national 17 novembre 2001
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/435/publication_pdf_cahierducevipof35.pdf

Cahier n° 36 (novembre 2003)
La démocratie
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/434/publication_pdf_cahierducevipof36.pdf

Cahier n° 37 (avril 2004) épuisé
La dynamique militante à l'extrême gauche : le cas de la Ligue communiste révolutionnaire
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/433/publication_pdf_cahiers.du.cevipof.n.37.pdf

Cahier n° 38 (janvier 2005)
Sondages d'opinion et communication politique
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/432/publication_pdf_cahierducevipof38.pdf

Cahier n° 39 (avril 2005) épuisé
Interpréter les textes politiques
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/431/publication_pdf_cahierducevipof39.pdf

Cahier n° 40 (avril 2005) épuisé
Public/Privé : la culture sociopolitique des salariés en Europe
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/430/publication_pdf_cahierducevipof40.pdf

Cahier n° 41 (mai 2005)
Une sanction du gouvernement mais pas de l'Europe : les élections européennes de juin 2004
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/429/publication_pdf_cahier.41.pdf

Cahier n° 42 (juillet 2005)
Le référendum de ratification du Traité constitutionnel européen : comprendre le « Non » français
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/428/publication_pdf_cahier.42.pdf

Cahier n° 43 (septembre 2005)
Autour du communautarisme
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/427/publication_pdf_cahier.43.pdf

Cahier n° 44 (juin 2006)
L'évaluation des politiques publiques entre enjeu politique et enjeu de méthode
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/426/publication_pdf_cahier.44.pdf

Cahier n° 45 (mars 2007)
Colloque Jean Touchard
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/425/publication_pdf_cahier.45.jean.touchard.pdf

Cahier n° 46 (avril 2007)
Baromètre politique français (2006-2007)

Cahier n° 47 (juillet 2007)
Regards croisés sur les sondages d'opinion (Catalogne, Espagne, France)
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/423/publication_pdf_cahier.47.cevipof.pdf

Cahier n° 48 (avril 2008)
Salariés et producteurs agricoles: des minorités en politique

Cahier n° 49 (mai 2008)
Le Conseil d'État 1958-2008 : sociologie d'un grand corps
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/421/publication_pdf_cahier.49.cevipof.pdf

Cahier n° 50 (janvier 2009)
François Goguel, haut fonctionnaire et politiste

Cahier n° 51 (septembre 2009)
L'interprétation sociologique des résultats électoraux : l'exemple des élections françaises de 1974 à 1979
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/488/publication_pdf_cahier_51.2.pdf

Cahier n° 52 (septembre 2010)
Les parlementaires et l'environnement
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/667/publication_pdf_cahier_52.cevipof.pdf

Cahier n° 53 (mars 2011)
Les extrêmes droites en Europe : le retour ? Actes du colloque du 5 novembre 2010
http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/775/publication_pdf_cevipof_cahier_53.pdf